



z 2021

8 mars, 1 mai, covid-19, migrants

Afghanistan, Birmanie-Myanmar, Colombie, Cuba, États-Unis, Palestine

LFI et Jaurès, crise du NPA, GR et front populaire

Commune de Paris, massacre du 17 octobre 1961

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €



ÉTATS-UNIS : LA CRISE DU SYSTÈME POLITIQUE BOURGEOIS ET LES TÂCHES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

27 JANVIER

L'assaut du Capitole à Washington (le siège des deux chambres parlementaires) le 6 janvier 2021 par une foule incitée par l'ancien président Donald Trump fut l'apogée d'une crise politique et un signal d'alarme pour la classe ouvrière.

La même puissance impérialiste mondiale qui prétend donner des leçons armées de « démocratie » bourgeoise dans toutes les parties du monde a vu un président sortant refuser de céder à son concurrent vainqueur de l'élection et des milliers de fascistes envahir, à son appel, le siège du pouvoir législatif. Cela était déjà préparé par l'émergence du Tea Party en 2008, un mouvement bigot et xénophobe qui avait déjà un impact énorme sur le Parti républicain. Il avait accompagné la montée des attaques contre les centres d'avortement et la mise sur pied de milices racistes contre les migrants aux frontières.

Trump est peut-être un narcissique psychotique, un sociopathe et un menteur. Peu importe. Le milliardaire et animateur de téléréalité est devenu président de l'État le plus puissant du monde en 2016 parce que sa rhétorique a mobilisé, en plus de l'électorat traditionnel du Parti républicain, les couches qui se considéraient comme les perdants de la dernière décennie (dette immobilière, krach bancaire...) en déviant leur colère contre le Parti démocrate, les migrants et la Chine. Le slogan de trump Make America great again (Rendre sa grandeur à l'Amérique) exprimait la nostalgie d'un temps où l'impérialisme américain régnait en maître incontesté sur le monde capitaliste. Le bonaparte a réussi à fédérer derrière sa campagne électorales en 2016 l'appareil du PR, une partie des capitalistes, les travailleurs

indépendants, le petit encadrement, les suiveurs des sites conspirationnistes et plus marginalement des ouvriers désespérés. Il a obtenu un score bien plus élevé auprès des électeurs qui avaient des revenus plus élevés que la médiane de la population américaine et qui craignaient de perdre leurs privilèges. Cette strate était principalement blanche, âgée de plus de 45 ans, et masculine ; chez les femmes, Trump était déjà minoritaire.

Un système électoral historiquement dépassé, antidémocratique selon les normes de la démocratie bourgeoise, avait permis à Trump de battre au suffrage indirect la candidate du Parti démocrate (PD), Hilary Clinton qui avait obtenu plus de voix.

Sur le plan économique, en plus d'être confronté à de vieux rivaux (Japon, Allemagne...), c'est avant tout le jeune et dynamique impérialisme chinois qui défie les États-Unis ; la guerre commerciale menée par Trump n'était que la poursuite d'une stratégie agressive contre le dangereux concurrent que Barack Obama avait déjà commencée.

Dans le même temps, les relations avec les principaux alliés impérialistes de l'UE sont devenues de plus en plus tendues. L'impérialisme français poursuit ses propres objectifs en Afrique et n'est pas prêt à devenir un allié complaisant dans l'agression américaine ; il en va de même pour le capital allemand qui, pour des raisons économiques et géopolitiques, ne veut pas provoquer de conflit avec le jeune impérialisme russe. Au Proche-Orient, même des puissances régionales (Iran, Turquie) le défient en profitant de ses échecs en Afghanistan et en Irak...

Le déclin international et les décisions des grands groupes capitalistes américains ont désindustrialisé le pays, les centres commerciaux puis les réseaux de vente à distance ont ruiné le petit commerce. La crise capitaliste mondiale de 2008 a ébranlé la confiance des épargnants dans le système bancaire et les organes de contrôle de l'État. La reprise économique de 2010 ne l'a pas rétablie. Les charges de Trump contre les « élites de Washington » tombaient donc sur un terrain large et fertile.

À cause de la dégénérescence de l'Internationale communiste et du CPUSA consommée dans les années 1930, de celle de la 4º Internationale et du SWP dans les années 1960, il n'y a plus depuis longtemps d'organisation ouvrière révolutionnaire d'envergure nationale, capable de prendre la tête des luttes (et de présenter des candidats aux élections).

En 1934, la bureaucratie de l'URSS a fait sombrer les partis communistes des pays impérialistes dans le nationalisme et les fronts populaires. Le Parti communiste américain (CPUSA), depuis, soutient le Parti démocrate et mène une « politique identitaire », en additionnant des mouvements laissés à leur direction petite-bourgeoise et bourgeoise. Dans les années 1930, c'était la trilogie de la race, du genre et de la classe, tous trois mis sur le même plan ; depuis les années 1970, la liste s'allonge sans fin.

Le Parti socialiste des travailleurs (SWP), à partir du moment où il s'aligne sur le castrisme (1961-1963), suit la voie réformiste tracée par le CPUSA. Comme celuici, le SWP et son organisation de jeunesse YSA orientent le mouvement contre la guerre du Vietnam (NPAC) de manière à y intégrer une aile du Parti démocrate. Le SWP adhère au féminisme bourgeois et capitule devant le nationalisme noir, tout en prenant soigneusement ses distances par rapport au mouvement issu des ghettos qui prône l'autodéfense (Black Panthers Party).

L'absence de tout parti ouvrier de masse a un effet dévastateur sur la conscience de classe des salariés américains. Ils deviennent l'objet des manoeuvres des principaux partis capitalistes, le Parti républicain et le Parti démocrate, qui se partagent le pouvoir politique depuis des décennies.

Avec 85 000 membres, les DSA (Democratic Socialists of America) sont la force politique la plus puissante du mouvement ouvrier. Sa croissance a entraîné la dissolution en 2009 de la plus grosse organisation qui se réclamait de Lénine et de Trotsky (ISO). Contrairement à leurs rivaux du Parti socialiste (SPUSA), les DSA servent de feuille de vigne de gauche du Parti démocrate.

Notre objectif à terme est de former un parti des travailleurs indépendant, mais pour l'instant, cela n'exclut pas que des candidats soutenus par le DSA se présentent tactiquement sur l'étiquette du Parti démocrate. (Conférence des DSA, Résolution 31, aout 2019)

Lors de la primaire du Parti démocrate, les DSA ont soutenu Sanders, dont la rhétorique sociale a attiré des jeunes, des Noirs et des Hispaniques vers le PD par l'intermédiaire des « comités de soutien » qu'ils animaient. Après la nomination de Biden comme candidat du PD, comme la revue qu'elle contrôle (*Jacobin*), la bureaucratie des DSA (les élus sous l'étiquette PD et les permanents) a publié une déclaration dans laquelle elle mobilisait pour le candidat démocrate.

Une défaite de Trump serait sans équivoque meilleure pour la classe ouvrière et pour notre mouvement que sa victoire... Dans le but de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la défaite de Trump, et en nous joignant à d'autres organisations de gauche, de personnes de couleur, de ceux qui s'organisent pour la justice raciale et économique, nous, soussignés, membres des DSA, nous engageons à donner de notre temps pour faire du démarchage électronique, du porte-à-porte, et à nous organiser de toutes les manières pour vaincre Trump au cours des quatre prochaines semaines. (Des membres des DSA s'organisent contre Trump, 10 octobre)

Ce piège est conforté par les bureaucraties à la tête des confédération syndicales(AFL-CIO, CtW), de la plupart des organisations d'opprimés (Noirs, Latinos, femmes...), les débris du stalinisme (PCUS, RCP...) qui soutiennent systématiquement les candidats du PD et prétendent pousser le parti impérialiste vers la gauche. SAlt, la plus grosse organisation qui se réfère à Lénine et à Trotsky, a complété leur trahison en appelant à voter, comme le SPUSA, pour le candidat du parti écologiste (Green Party) dont l'organisation-soeur gouverne l'Autriche capitaliste avec le parti chrétien-démocrate.

Les arrestations du FBI montrent que les trois professions les plus représentées sont des petits patrons (10 sur 107), les policiers (5) et les agents immobiliers (3). Les images de déclassés et de petits patrons fanatiques de Trump avant et pendant son mandat ne doivent pas occulter le fait que Trump avait jusqu'à l'élection de fin 2020 le soutien de certains secteurs du capitalisme américain, dont la principale organisation patronale (NAM). Un regard sur les principaux donateurs de sa campagne 2020 révèle un mélange de groupes d'investissement comme Blackstone, de conglomérats pétroliers et ferroviaires, de géants de l'immobilier et de chaînes de magasins. Le soutenaient aussi une grande chaîne de télévision (Fox) et le principal journal d'affaires (Financial Times). Ces couches de la bourgeoisie américaine peuvent facilement s'accommoder que leur agent à la Maison blanche soit « un peu excentrique » du moment qu'il reste sur le terrain de la bourgeoisie américaine et qu'il ne précipite pas le pays dans une aventure fasciste à laquelle la bourgeoisie n'est pas prête.

La compétition de Trump et Biden lors de l'élection de 2020 s'est peu déroulée sous l'angle des programmes politiques et des promesses électorales. Elle dressait artificiellement une partie du peuple (les campagnes et les petites villes) contre une autre (les métropoles).

Les petites et moyennes entreprises ont été particulièrement touchées par la crise économique et sanitaire. Dans le secteur des services, où près de 80 % des salariés sont employés, la crise a frappé de plein fouet. Depuis le début de la pandémie, il y a eu et il y a toujours des mouvements de grève croissants, mais fragmentés, aux États -Unis. Au départ, elles étaient dirigées contre les risques sanitaires sur le lieu de travail. Il s'agissait évidemment de grévistes du secteur de la santé, de la logistique, mais aussi de la grande industrie. Puis sont venues les grèves et les protestations contre les licenciements et les fermetures d'usines : en mars 2020, avant le déclenchement de la pandémie, le taux de chômage était de 3,9 % et est monté en flèche pour atteindre 14,7 % en avril. En novembre, mois des élections aux États-Unis, le taux de chômage était tombé à 6,7 %.

L'absence d'une alternative socialiste à tous les partis bourgeois (Parti vert, Parti libertarien, PR, PD) a permis que la campagne électorale mette fin aux grandes manifestations contre la violence policière et conduise à une polarisation qui n'a laissé aucune place significative à l'expression de la classe ouvrière.

Dans le monde entier, le covid-19 a montré que le capitalisme décadent est incapable de lutter efficacement contre une épidémie de masse même dans le pays le plus riche. Tant que la protection de la santé des travailleurs est subordonnée aux profits des entreprises capitalistes, que l'industrie pharmaceutique est aux mains de grands groupes privés, il est impossible de trouver des moyens efficaces pour contenir et vaincre le virus sars-cov-2. Aux États-Unis, 340 000 personnes sont mortes de la maladie en 2020, avec près de 70 000 décès pour le seul mois de décembre 2020. 115 000 décès sont attendus en janvier.

L'ignorance de l'administration Trump des dangers de la pandémie était l'expression de l'idéologie malthusienne des défenseurs hyperlibéraux du capitalisme débridé et des chrétiens fondamentalistes. Trump appartenait à cette fraction de la bourgeoisie américaine qui accueillait favorablement et même exigeait massivement l'intervention de l'État lorsqu'elle renforçait les groupes capitalistes et leurs positions sur le marché mondial. En interne, en revanche, ils criaient au « socialisme », au « communisme », lorsqu'il s'agissait de protection sociale, d'éducation publique ou d'impôts sur le revenu.

L'éruption de protestations massives, englobant toutes les ethnies, à la suite du meurtre de George Floyd le 25 mai 2020, alors même que la pandémie se développait, a montré les fractures de la société américaine, qu'elle n'échappait pas à la lutte des classes.

Mais la direction des manifestations était partagée entre l'anarchisme petit-bourgeois et la « politique identitaire ». Les « antifas » sont centrés sur l'affrontement avec la police en dehors de la classe ouvrière. L'organisation BLM ne s'adresse qu'aux « Noirs » et s'oppose à toute jonction avec les exploités et les autres opprimés, y compris Amérindiens et Hispaniques. Dès lors, le mouvement pouvait être instrumentalisé électoralement par le PD d'une part, et transformé en épouvantail par le PR pour son électorat réactionnaire blanc d'autre part.

Sur ce terrain, à l'ombre de Trump, la mouvance fasciste s'est affirmée. Les milices suprémacistes blancs et autres Proud Boys sont descendus armés dans la rue, ont joué les policiers auxiliaires contre les manifestants et ont tenté de terroriser les gens de couleur et les militants ouvriers.

Cette mouvance rejette non seulement le Parti démocrate, mais le parlementarisme, les compromis entre politiciens PR et PD, l'antiracisme officiel, l'égalité des femmes, la tolérance envers les homosexuels, les médias dominants, les immigrés... Tout cela s'oppose-



rait à une « volonté du peuple » patriotique américaine. Les mesures contre la pandémie ont été rejetées comme une perfide conspiration visant à soumettre et à domestiquer le peuple américain libre.

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que les avertissements puis les accusations de Trump concernant la fraude électorale présumée lors de l'élection présidentielle aient trouvé un écho. Tout au long de la campagne, Trump s'était présenté comme le défenseur de l'ordre public, intensifiant la répression lors des manifestations contre la terreur policière avec l'utilisation de la police fédérale et de la Garde nationale, et exprimant sa sympathie pour les bandes fascistes.

Le complot dans le Michigan pour enlever et assassiner la gouverneure Gretchen Whitmer (PD) en octobre 2020 était un sérieux avertissement sur le chemin que certains partisans de Trump, fascistes et armés, étaient prêts à prendre. Trump se servait des fascistes pour faire pression sur les institutions parlementaires, mais les fascistes ont leurs propres objectifs : les renverser, rétablir le patriarcat, épurer ethniquement le pays. Le matin du jour où les votes du collège électoral devaient être approuvés au Capitole, Trump s'était adressé à une foule de plusieurs milliers de personnes et avait de nouveau affirmé vouloir « lui donner l'élection » - le prélude à la manifestation qui a ensuite conduit au tumulte devant et au Capitole. Les suprémacistes blancs, les nazis, les intoxiqués de l'Alt Right et de QAnon se mobilisaient depuis des semaines pour le 6 janvier. L'assaut contre le Congrès (où se réunissaient la Chambre des représentants et le Sénat pour ratifier l'élection de Biden) n'a donc pas été une surprise.

Le Tea Party puis le milliardaire véreux ont réussi canaliser le mécontentement de la base populaire du Parti républicain « contre les élites de Washington » et les immigrés, mais aujourd'hui, une partie n'attend qu'une chose, que Trump envoie promener tout ce beau monde et décide de créer le parti des « vrais patriotes ». Mais c'est précisément ce pas que Trump n'a pas fait, ou pas encore fait, qui constituerait alors l'ossature d'un parti fasciste indispensable à la préparation d'un coup d'État.

Pourquoi Trump n'a-t-il pas franchi ce pas, pourquoi, au contraire a-t-il, certes du bout des lèvres, demandé finalement à ses partisans de rentrer chez eux, condamné les violences au Capitole et assuré que la transition avec Biden se passerait dans l'ordre? Parce que l'essentiel de la bourgeoisie américaine, ses propriétaires et dirigeants de groupes industriels, commerciaux, bancaires aussi bien que l'état-major de son armée, les chefs des services secrets et de la police fédérale, écartent

l'aventure du fascisme dans la situation actuelle car elle n'y est pas contrainte. Trump lui-même pensait parvenir à ses fins par le jeu des élections pour poursuivre une politique de plus en plus nationaliste et bonapartiste.

Le coup de force ne pouvait pas réussir. Trump, qui avait promis de les rejoindre, a laissé les manifestants sans perspective et les fascistes ne savaient pas quoi faire du Capitole. Les postes de police et les casernes ne se sont pas soulevés. Il n'était pas prévu de prendre le contrôle de zones d'infrastructures clés telles que les centres de télécommunications, les serveurs informatiques, les gares, les aérodromes, etc.

Cependant, comme le prouvent des vidéos, des agents de la police du Capitole ont fait signe aux agresseurs d'entrer sur le terrain et leur ont montré le chemin. Pendant les manifestations, anti-policières et antiracistes à Washington, de denses cordons de police avaient bouclé le Capitole, la Garde nationale était en attente, et des gaz lacrymogènes, des matraques et des balles en caoutchouc furent utilisées pour repousser brutalement les manifestants qui n'avaient même pas pu se rendre devant le bâtiment.

Il est évident qu'une majorité de la bourgeoisie américaine et de ses représentants politiques ne sont pas prêts à rompre complètement avec les traditions de la « démocratie américaine ». Le système de démocratie présidentielle contient suffisamment d'éléments bonapartistes pour faire face aux crises de politique intérieure et étrangère. Même les sénateurs et les représentants autrefois trumpistes doivent maintenant prendre leurs distances s'ils ne veulent pas courir le risque d'être jugés dans les années à venir par leur position sur le tyran discrédité. Un exemple est celui du vice-président Mike Pence qui a servi Trump jusqu'à l'approche de la proclamation du résultat. Le 6 janvier, il s'est incliné devant les règles et les institutions de l'État. Ce faisant, il s'est peut-être déjà positionné comme un éventuel candidat du PR pour la prochaine élection présidentielle.

Même si, quand le vote a finalement eu lieu au Capitole, 8 sénateurs et 139 représentants du Parti républicain ont voté contre l'investiture de Biden, la bourgeoisie américaine n'est pas obligée de jouer aujourd'hui la carte dangereuse du fascisme, car la classe ouvrière américaine reste politiquement subordonnée aux deux partis bourgeois. À cette étape, déchirer le voile démocratique qui cache la dictature du grand capital, remettre l'État à un aventurier, n'était pas justifié.

Les Fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (Léon Trotsky, Programme de transition, 1938)

Dès l'élection, le choix de la bourgeoisie a été clair. La chaine de télévision Fox a retiré son soutien. Les tribunaux des États et la Cour suprême ont rejeté tous les recours de l'avocat Giuliani et du candidat battu. Peu avant l'envahissement du Capitole, 10 anciens ministres de la défense, dont Mattis et Esper qui avaient servi Trump, ont annoncé publiquement qu'il n'était pas question d'impliquer les forces armées dans la tentative de Trump (Washington Post, 3 janvier). Peu après la prise d'assaut du Capitole et le dépouillement des votes électoraux, 170 représentants de grandes entreprises américaines ont exigé la reconnaissance des résultats des élections et donc le retour à la normalité politique. Parmi les signataires figuraient Lee Ainslie, directeur de Maverick Capital ; Simon Allen, directeur général de McGraw-Hill Education ; Ajay Banga, président de Mastercard ; Jonathan Gray, président de Blackstone ; Adam Blumenthal, directeur de Blue Wolf Capital Partners ; Theodore Mathas, président et directeur général de New York Life Insurance ; Albert Bourla, président et directeur général de Pfizer... Les principaux financiers du Parti républicain ont annoncé qu'ils allaient couper les subsides aux sénateurs et autres politiciens de haut niveau du RP qui s'obstineraient. Il s'agit notamment de Disney, WalMart, Amazon, Dow Chemical, Visa. D'autres sociétés ont déclaré qu'elles avaient cessé de payer tous les PAC (comités d'action politique) républicains, quelle que soit leur position sur la campagne de Trump, y compris des poids lourds comme Google, Microsoft et Coca-Cola.

La nature du front populaire est de subordonner les organisations ouvrières à un ou plusieurs partis bourgeois présentés comme progressistes, antifascistes ou anti-impérialistes, afin de sauver l'État bourgeois et de contrer une montée révolutionnaire des masses. Sanders, les DSA et le CPUSA, les dirigeants noirs de la NAACP ou de BLM, les chefs syndicaux de l'AFL-CIO ou de CtW, réalisent une sorte de front populaire à l'envers : ils jettent la classe ouvrière dans les bras d'un parti des exploiteurs qui ne les protège de rien

Les dirigeants des confédérations syndicales sont complètement subordonnés au Parti démocrate. Alors que dans certains syndicats (dockers, travailleurs des hôpitaux), les sections locales de lutte de classe tentent de mobiliser pour défendre les acquis, les bureaucrates de l'AFL-CIO trahissent ouvertement les intérêts des travailleurs au profit de la bourgeoisie. C'est ce qu'a déclaré le président de l'AFL-CIO après l'élection présidentielle.

La démocratie prévaut. La victoire de Joe Biden et de Kamala Harris dans cette élection libre et équitable est une victoire pour le mouvement ouvrier américain... Soyons clairs : les électeurs syndiqués ont remporté cette élection_pour Biden et Harris... L'AFL-CIO est maintenant prête à aider le président élu et le vice-président élu à mettre en oeuvre un premier programme pour les travailleurs attendu depuis si longtemps. (Richard Trumka, Félicitations, Joe Biden !, 7 novembre)

Le calcul de l'appareil syndical est évident : à votre service, nous avons fait voter les travailleurs pour Biden, au moins donnez-nous des miettes que nous pouvons vendre à notre base comme un succès.

Toutes les bureaucraties syndicales et identitaires ont canalisé le mouvement contre la police vers l'illusion électorale, tous donnent à Biden la coloration nécessaire pour capter leurs suffrages, pour se présenter devant la classe ouvrière et la jeunesse comme celui qui va répondre à leurs aspirations, ou au moins à une partie d'entre elles. Ce qu'il ne fera pas, évidemment.

La bourgeoisie espère que Biden pourra rétablir le calme et la prospérité des affaires. Cet espoir est vain. Les contradictions qui assaillent l'impérialisme américain ne vont pas se résorber, au contraire, car l'impérialisme américain ne va pas retrouver, par un coup de baguette magique, sa puissance incontestée d'autrefois. Ce sont des temps d'affrontements économiques et de tensions mondiales entre les principaux impérialismes, de reprise économique incertaine, sans parler même de la poursuite de la pandémie du coronavirus, qui attendent Biden. Il devra, pour défendre l'impérialisme américain, nécessairement poursuivre à l'intérieur les attaques contre la classe ouvrière, l'espionnage de la population et la répression policière ; à l'extérieur la politique agressive de Trump contre les gouvernements qui le défient (Venezuela, Iran...) et envers ses principaux rivaux impérialistes (Allemagne, Russie et surtout Chine). Il y a de multiples liens entre l'immixtion militaire à l'étranger et la violence policière ou fasciste aux États-Unis : armements et équipements, idéologie de « la contre-insurrection » et racisme, carrières entremêlées des cadres et de la base, formation de polices étrangères...

Toutes les frustrations nées dans la population américaine de la perte d'influence de l'impérialisme américain, à la fois comme conséquences économiques et comme reflet de cette dégradation, ne vont pas disparaitre, elles vont se renforcer. C'est pourquoi l'envahissement du Capitole, s'il n'est pas un coup d'État, est un avertissement pour toute la classe ouvrière, celle des États-Unis et au-delà.

À son tour, Biden va doucher les illusions de la partie de la petite bourgeoisie qui l'avait soutenu : professions libérales, cadres... Comme tous ses prédécesseurs démocrates, il gouvernera à son tour contre la classe ouvrière. Alors, le fascisme, pour autant qu'il trouve un chef et un parti, peut se faire beaucoup plus menaçant.

Les attaques contre les manifestations antifascistes l'année dernière, la prise d'assaut du Capitole du Michigan par des milices armées, les incendies de bâtiments syndicaux lors des manifestations réactionnaires montrent que le potentiel des bandes appelant ouvertement à la « guerre raciale» et à « l'éradication du communisme » s'est accru.

Avec les effets de la crise économique et sanitaire, les écarts démesurés de patrimoine, l'inégalité criante du système de santé, l'appauvrissement des masses par les fermetures d'usines et les faillites d'entreprises, l'intensification de l'exploitation pour faire face à la concurrence chinoise, l'endettement colossal des étudiants, la multiplication des sans-abri, les quelque 12 millions d'immigrants « illégaux », le racisme de la police et de l'État, il est urgent que les travailleurs salariés, les chômeurs et les précaires aux États-Unis -quels que soient leur couleur, leur sexe ou leur statut juridiques'unissent et fassent valoir leurs propres intérêts de classe contre la bourgeoisie.

La lutte pour défendre les libertés démocratiques et les étendre est liée à la lutte contre les bureaucraties corrompues des syndicats et des organisations de masse des opprimés.

Aux États-Unis, la lutte pour la démocratie des travailleurs est avant tout un combat de la base pour le contrôle démocratique de leurs propres organisations. C'est la condition nécessaire pour préparer la lutte finale visant à abolir le capitalisme et à « établir la démocratie » dans l'ensemble du pays. Aucun parti dans ce pays n'a le droit de se dire socialiste s'il ne défend pas les travailleurs de base des États-Unis contre les bureaucrates... Le capitalisme ne survit pas en tant que système social par sa propre force, mais par son influence au sein du mouvement ouvrier, reflétée et exprimée par l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie. La lutte pour la démocratie ouvrière est donc inséparable de la lutte pour le socialisme et est la condition de sa victoire. (James Cannon, Socialisme et démocratie, juin 1957)

L'acceptation de la « politique identitaire » du PD et des directions des organisations féministes ou de couleur, par les réformiste et les centristes est une impasse. Elle affaiblit les opprimés et divise la classe ouvrière. Seule l'hégémonie de la classe ouvrière peut conduire à la victoire.

Ni la couleur de la peau ni le sexe ne rendent les gens plus progressistes que les autres. C'est la lutte de classe, idiot! L'actuelle vice-présidente Kamala Harris, particulièrement célébrée par la presse libérale pour sa race, sa couleur et son sexe, n'a été ni meilleure ni pire que tout autre politicien démocrate ou républicain au cours de sa carrière politique en raison de tous ces traits: en 2011, en tant que procureur général de Californie, elle a évité de soulever des affaires où des policiers avaient assassiné des personnes noires.

Les policiers de couleur ont été tout aussi brutaux contre les manifestants dans le passé et maintenant antiracistes que les flics « blancs ». Contrairement à ce que disent les DSA, le CPUSA et SAlt, les flics ne sont pas des « travailleurs en uniforme ». Ce sont des sbires de la classe dirigeante et ils n'ont pas leur place dans les syndicats.

Dès maintenant, il faut exiger la rupture des syndicats, des organisations d'opprimés et des DSA avec le Parti démocrate et le Parti vert. Dans les entreprises, les quartiers populaires, les universités, il faut prendre des initiatives d'auto-organisation, à l'exemple d'une fraction du prolétariat noir et des jeunes de toute « race » pour défendre les manifestations contre les exactions de la police et des bandes fascistes. Les milices ouvrières doivent se développer, s'étendre, s'organiser dans tout le pays, pour protéger toute grève et toute protestation populaire, en s'appuyant sur les syndicats et les organisations d'opprimés.

Nous pouvons arracher la victoire mais il nous faut disposer d'une structure armée avec le soutien des grandes organisations de travailleurs. Il faut de la discipline, des travailleurs organisés au sein des comités de défense. Sinon nous serons écrasés. (Léon Trotsky, Discussion avec la direction du SWP, 7 juin 1938)

C'est ce qu'avait pratiqué avec succès en 1939, malgré le refus de tout front unique du SPA et du CPUSA le SWP, la section américaine de la 4º Internationale. Il avait dirigé l'assaut contre les organisations fascistes à Los Angeles, Minneapolis, New-York, en mobilisant les travailleurs conscients, dont de nombreux militants « communistes », ainsi que des jeunes juifs et afroaméricains.

Aujourd'hui, les DSA, le SPUSA, le CPUSA, SAlt... considèrent que les policiers sont des travailleurs comme les autres et ne se prononcent pas pour l'autodéfense contre les fascistes. C'est pourtant le premier pas pratique du mouvement révolutionnaire des masses pour s'organiser et se défendre contre les bandes fascistes et la police, indépendamment de toutes les fractions de la bourgeoisie, de sa légalité, de son appareil d'État, de ses partis, pour ouvrir la voie à une alternative progressiste à la crise capitaliste et à la montée du danger fasciste, celle du gouvernement ouvrier, de l'expropriation du grand capital. Les militants révolutionnaires conséquents, s'ils veulent construire le parti ouvrier révolutionnaire qui manque tant, doivent se regrouper et être les promoteurs de cette orientation. Elle est inséparable de la défense des travailleurs et étudiants étrangers sur le sol étatsunien et de la lutte contre le militarisme et les interventions de l'armée à l'étranger.

27 janvier 2021

Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



Pour arracher l'émancipation des femmes, révolution sociale!

8 MARS

La crise économique et sanitaire mondiale de 2020-2021 touche particulièrement les femmes, soit à cause des risques de contagion dans les hôpitaux, le commerce, le nettoyage, l'industrie manufacturière, soit par la diminution de certaines activités et la montée du chômage. Déjà, 3,9 % des hommes et 5 % des femmes ont perdu leur emploi (OIT, 25 janvier 2021).

Partout, les « crimes d'honneur », le harcèlement sexuel et le viol ont pour cible principale les femmes. Les guerres les éprouvent particulièrement. Les 42 millions de victimes de la prostitution forcée sont à 80 % des femmes, très majoritairement des filles de classes populaires. Chaque année, 1,5 million de filles sont mariées contre leur gré. Chaque année, 4 millions de filles subissent une mutilation sexuelle (excision ou infibulation). Dans les pays impérialistes, l'attaque systématique contre les services publics menée par tous les gouvernements a affecté particulièrement les femmes travailleuses.

Tous les appareils religieux tentent de maintenir les femmes dans la soumission. Des courants politiques réactionnaires s'appuient sur la religion pour mettre en cause les conquêtes des femmes, du droit à l'instruction au droit à l'avortement : l'EI en Syrie et en Irak, Morawiecki et le PiS en Pologne, Bolsonaro au Brésil, Rodrigo Duterte aux Philippines, le parti fasciste Vox en Espagne, Modi et le BJP en Inde, Erdogan et l'AKP en Turquie, Poutine en Russie, les Talibans en Afghanistan... Malgré tout, en Pologne, en Espagne, en Argentine, en Arabie et bien d'autres États, des femmes travailleuses et des étudiantes ont mené la lutte contre les féminicides et l'oppression spécifique dont elles sont

victimes, pour l'égalité sociale et politique, pour le contrôle de leur corps et de leur vie... Depuis plusieurs années, la dénonciation des violences sexistes et machistes permet de rendre publics les crimes odieux subis depuis trop longtemps, comme les viols et assassinats de centaines de jeunes ouvrières au Mexique restés impunis.

La lutte contre l'oppression de genre ne peut être laissée aux classes sociales exploiteuses ou intermédiaires. En s'appuyant sur quelques départements universitaires, le féminisme petit-bourgeois, sous l'étiquette « intersectionnalité », additionne les oppressions sans tracer d'issue réelle et tend à opposer les femmes à tous les hommes. Avec l'appui de médias de masse, le féminisme bourgeois se borne à améliorer la situation des femmes de la classe exploiteuse en demandant plus de postes de dirigeantes politiques ou de manageuses d'entreprise capitalistes.

La Commune de Paris, en 1871, a vu les femmes travailleuses participer à l'insurrection, à la démocratie ouvrière et à la défense face à la contre-révolution bourgeoise au drapeau tricolore. Elles ont obtenu l'union libre, l'interdiction de la prostitution, la séparation de l'Église et de l'État, l'égalité salariale... La révolution russe de 1917 commencée par les ouvrières de Petrograd, une fois victorieuse grâce au Parti bolchevik, a plus fait, malgré l'arriération économique et culturelle du pays, pour l'émancipation des femmes que le mouvement -légitime- des « suffragettes » commencé en 1860 au Royaume-Uni. En Russie, l'égalité juridique complète, le droit au divorce, le droit à l'avortement, l'égalité des enfants du mariage ou hors mariage, la garde et

la protection des enfants... ont été décidés dès 1917-1918, alors que, en Grande-Bretagne, le droit de vote n'a été accordé qu'en 1918 en excluant les femmes de moins de 30 ans et celles des peuples colonisés ; l'égalité devant le divorce n'y a été obtenue qu'en 1973.

Seule la classe ouvrière, parce qu'elle est exploitée, met en cause le capitalisme, les classes et l'État bourgeois qui est le verrou de l'exploitation et des oppressions. Par sa place dans la création de richesses, son nombre, son caractère international, elle peut prendre la tête de la lutte contre toutes les oppressions dont sont victimes les humains (à cause de leur classe, de leur sexe, de leur nationalité, de leur traits ethniques, de leur orientation sexuelle, de leur athéisme, de leur religion...), peut réaliser l'égalité entre hommes et femmes et émanciper l'humanité tout entière. Cette tâche historique ne peut être menée à bien que par des partis ouvriers révolutionnaires, dans le cadre d'une internationale dans la tradition de la Ligue des communistes (1847-1852), de l'Internationale ouvrière (1889-1914 qui a lancé le 8 mars mondial avec Clara Zetkin), de l'Internationale communiste (1919-1933), de la 4e Internationale (1936-1951).

La lutte pour l'émancipation des femmes doit être l'affaire de tout le mouvement ouvrier. Pour unifier le prolétariat et rallier les étudiantes, les paysannes, les fonctionnaires..., les organisations ouvrières doivent combattre en leur sein le machisme, reconnaitre le droit à l'auto-organisation des femmes travailleuses et s'engager activement dans la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, dans la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et leur volonté d'enfanter, dans la défense de toutes leurs revendications en tant que travailleuses particulièrement exploitées et opprimées.

Égalité juridique totale.

Répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage. Contre le travail précaire. Égalité salariale réelle entre hommes et femmes.

Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment. Services publics abondants, gratuits et de qualité assurés par des travailleurs des deux sexes pour les déplacements, la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.

Logements décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs.

Élimination immédiate de toute religion à l'école, une seule école publique, laïque, gratuite et mixte. Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation. Aucun financement direct ou indirect des différentes religions.

Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Défense de la santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Pour l'interdiction et la pénalisation du proxénétisme. Interdiction de la gestation pour autrui.

Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation.

Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs. Autodéfense des femmes contre les violences machistes.

Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression, pour le socialisme international.

8 mars 2021

Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)





8 mars 2019, Valence



BIRMANIE-MYANMAR : POUR LE RENVERSEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JUNTE MILITAIRE

14 MARS

Le 1 février 2021, après 10 ans de prétendue transition démocratique, l'état-major de l'armée birmane a pris le pouvoir pour la 4º fois depuis l'indépendance en 1948 de la Birmanie-Myanmar colonisée par la Grande-Bretagne et le Japon. Les militaires ont arrêté le président de la République Win Myint, la première ministre Aung San Suu Kyi et de nombreux parlementaires de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), majoritaire au parlement, l'Assemblée de l'Union, qui allait se réunir quelques heures plus tard. La junte a désigné comme président le commandant en chef de l'armée Min Aung Hlaing. La junte a promis de nouvelles élections, mais au terme d'un an d'état d'urgence.

Comme Trump aux États-Unis, le général remettait en cause les élections générales du 8 novembre 2020 qui lui avaient été défavorables : la LND de Suu Kyi avait écrasé dans les urnes les autres partis bourgeois, en particulier celui qui sert de paravent civil à l'armée, le Parti de l'union, de la solidarité et du développement (PUSD). La LND avait obtenu 258 élus à la Chambre des représentants, le PUSD 26. La LND gagna 138 sièges à la Chambre des nationalités, le PUSD 7.

Que la constitution soit bafouée par l'armée ne signifie pas qu'elle fût démocratique. Elle a été conçue en avril 2008 par l'ancienne junte militaire et approuvée par référendum à plus de 92 %. La constitution de 2008, entrée en vigueur en 2011-12, garantissait l'immunité judiciaire à la junte, permettait d'écarter Suu Kyi de la présidence, réservait 25 % des sièges de parlementaires

à l'armée. Le commandant en chef désignait aussi les ministres de la défense, de l'intérieur et des frontières. En outre, plus de 300 000 Rohingyas n'ont pas le droit de vote.

Alors que la constitution de 1947 donnait la propriété de la terre à l'État, celle de 2008 la rend à la propriété privée. Cette disposition est renforcée par la loi du 30 octobre 2018 qui permet en particulier de déposséder les collectivités agraires des minorités. De grandes entreprises peuvent commencer à s'emparer des terres, entraînant une déforestation massive.

Par la loi du 28 mars 2012, l'État reconnait le droit de se syndiquer et le droit de grève, mais impose des « instances de conciliation » (Conciliation Body) et « des instances d'arbitrage » (Arbitration Body) comprenant des représentants de l'État bourgeois.

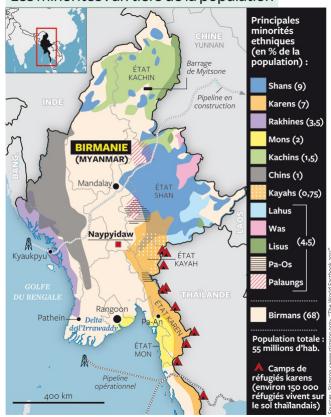
Suu Kyi, soutenue par les gouvernements impérialistes d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest et objet d'un véritable culte de la part des médias occidentaux, cautionne cette parodie. La « transition démocratique » permet la levée des sanctions et la sécurisation des investissements étrangers (Chine, Singapour, Thaïlande, Corée du Sud, Grande-Bretagne, Japon, Inde, France, États-Unis...). L'armée et ses entreprises (les conglomérats officiels UMEH et MEC et aussi les trafics de jade, de bois, d'opium, d'amphétamines) bénéficient de la croissance économique vigoureuse (plus de 6% en en 2018 et 2019). Elle ralentit cependant avec la crise économique et sanitaire mon-

diale de 2020 (+2 %): baisse des exportations de biens, chute du tourisme japonais et chinois, augmentation des dépenses de santé...

En 2015, la LND gagne largement les élections générales. Comme parti bourgeois, la LND renchérit dans le nationalisme avec l'état-major : « Armée et LND, dominés par les Bamars, partagent la même vision des minorités » (Le Monde diplomatique, mars 2021). Le chauvinisme birman a une forte connotation cléricale (bouddhiste, la religion d'environ 90 % de la population) et raciste (sur la base des Bamars, 68 % de la population et de 100 % de l'état-major).

À partir de 2012, la « transition démocratique » s'accompagne d'un processus anti-démocratique. Une frange du « shanga » (le clergé bouddhiste) mène une campagne raciste contre la minorité musulmane. En 2012, avec l'aide de la police et de l'armée, les fascistes dirigés par le moine Wirathu boycottent les commerces de musulmans, assassinent 200 Rohingyas dans l'État d'Arakan et en chassent 140 000. En 2013, dans la région de Mandalay, les Bamars bouddhistes fanatisés aidés par la police tuent 40 Rohingyas et en font fuir 10 000. En 2016-2017, dans l'État d'Arakan, les moines et l'armée détruisent 300 villages et massacrent 7 000 personnes. L'Australie, la Malaisie et l'Indonésie repoussent 800 000 musulmans qui se réfugient au Bangladesh. Suu Kyi dissimule ce nettoyage ethnique. Par exemple, dans un message du 5 septembre 2017 au pré-

Les minorités: un tiers de la population



sident turc Erdogan, elle qualifie de « fausses informations » les dénonciations des atrocités commises dans cette région ; au passage, elle lui dit qu'elle faisait face au même problème que lui avec le PKK au Kurdistan.

Le 1 février 2021, la junte abroge la loi de protection de la vie privée et de la sécurité des citoyens. Pour semer le désordre, elle libère 23 000 prisonniers de droit com-

Le coup d'État militaire se heurte d'emblée à une grande résistance dans tout le pays. Le capitalisme, en se développant, a engendré des entreprises, des universités et des administrations civiles, des relations avec le reste du monde. Le « Comité représentant l'Assemblée de l'Union du Myanmar » (CRAU-CRPH), créé par la LND, proclame un « mouvement de désobéissance civile » (MDC-CDM) pacifiste. Les syndicats, dont la CTUM, l'appuie en appelant à des journées de grève. Min Aung Hlaing riposte en interdisant le 26 février les organisations syndicales.

En fait, sur le terrain, les travailleurs déclenchent une véritable grève générale, illimitée dans le transport ferroviaire, le textile, la banques, l'électricité, la santé, l'enseignement, les supermarchés, les ports, la restauration rapide, la poste... Cette gigantesque force sociale nourrit la mobilisation dans la rue de la jeunesse (jeunes travailleurs, étudiants) qui utilise les réseaux sociaux. Partout, y compris dans la défense des manifestations, les femmes jouent un grand rôle.

De son côté, l'État durcit rapidement la répression. Contre l'information, des coupures d'internet et des saisies de sièges de journaux (Myanmar Now, Democratic Voice of Burma, Khit Thit Media, Mizzima, 7 Day News...). Contre les grèves, des intimidations dans les administrations, les universités, les chantiers navals et l'expulsion de cheminots grévistes de leurs logements. Contre les manifestations, lances à eau, balles en caoutchouc, balles réelles. La junte a déjà tué au moins 70 personnes et en a emprisonné environ 1 300 (dont 34 journalistes).

La Chine voisine est la puissance impérialiste dominante en Birmanie-Myanmar. En janvier 2021, juste avant le coup, le ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi avait séjourné dans le pays. Mais, devant les troubles persistants, même le gouvernement de Pékin commence à s'inquiéter.

Les travailleurs ont raison de se battre contre la junte, pour la libération des emprisonnés, pour les libertés démocratiques. Mais ils ne doivent pas placer leurs espoirs dans l'ONU et dans tel ou tel des États impérialistes qui se disputent le monde mais sont d'accord sur l'essentiel : la Birmanie doit rester capitaliste, ses richesses naturelles (gaz, pétrole, or, bois, jade, rubis, cuivre, or...) doivent continuer à être pillées, ses travailleurs des campagnes et des villes doivent rester exploités. Qu'ils se souviennent que le général Min Aung Hlaing a été reçu en 2017 par les états-majors et les vendeurs d'armes européens au moment où il dirigeait personnellement le massacre des Rohingyas. Le sort des Palestiniens ou des Ouigours montre que les classes dominantes des grandes puissances et celles des pays voisins ne se soucient pas des peuples opprimés ni des libertés les plus élémentaires.

Si les travailleurs peuvent parfois coopérer, pour des raisons pratiques, avec l'opposition bourgeoise et les directions nationalistes des minorités opprimées, ils ne doivent pas faire confiance à Suu Kyi et à la LND. La rivalité de ces derniers avec le général Min Aung Hlaing et l'état-major reste dans le cadre du capitalisme et de l'État bourgeois. Le coup d'État de l'armée vient en réaction contre la tentative d'une fraction de la bourgeoisie birmane représentée par Suu Kyi et son parti, la LND, de reprendre le contrôle direct sur des secteurs de l'économie qui sont sous la coupe des généraux.

En effet, la bourgeoisie « libérale », la LND et son gouvernement alternatif (CRAU-CRPH) redoutent plus la grève générale, l'armement du peuple et la formation de soviets que la dictature militaire. Les travailleurs doivent se souvenir qu'en 1988, Suu Kyi et la LND ont déjà trahi les masses qui étaient entrées dans la grève générale ou l'occupation des terres et qui avaient commencé à bâtir des comités dans les quartiers. En juillet, l'armée avait changé le général à la tête de l'État (Sein Lwin avait remplacé Ne Win), garantit le multipartisme et promis des élections. Suu Kyi fonda alors la LND pour refouler la révolution qui débutait, inciter les étudiants et les travailleurs à ne pas se défendre et à faire confiance à l'armée (discours du 26 août 1988 à la pagode Shwedagon de Rangoun). En septembre, l'armée écrasa le mouvement (3 000 morts). En 1990, des élections eurent lieu, gagnées par la LND, mais la junte garda le pouvoir.

Les syndicats de salariés doivent préserver leur indépendance de la junte mais aussi de la LND et son contregouvernement CRAU qui est tout aussi au service des exploiteurs. Au feu de l'action, les travailleurs doivent bâtir leur propre parti sur la base du marxisme de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky ; créer leurs propres organes de défense et d'organisation.

Partout, s'inspirant des luttes démocratiques à Hongkong et en Thaïlande, des jeunes résolus forment des milices pour protéger les manifestations ; à Yangon, il y a eu des barricades ; à Rangoun, ils utilisent des cocktails Molotov. À Dawei, des guérilleros de l'Union nationale karen (KNU) défendent les manifestants. Des policiers désertent. Pour organiser la lutte contre la junte, récupérer des armes, défendre les grévistes et les manifestants, organisation d'assemblées générales et élection de comités de grève dans les entreprises, création de conseils dans les quartiers, les villages, centralisation régionale et nationale des organes de base pour constituer la direction politique des ouvriers, des employés, des paysans, des étudiants et des minorités nationales, pour abattre la dictature et lui substituer leur propre gouvernement!

En Thaïlande aussi, les protestations ont repris contre le gouvernement soutenu par l'armée. La classe ouvrière du monde est la seule force sociale susceptible d'aider le mouvement des masses qui s'oppose à la junte militaire et qui ne peut la vaincre définitivement qu'en débutant une révolution sociale :

- Libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Levée de toutes les poursuites contre eux.
- Légalisation des organisations syndicales. Liberté d'opinion, de presse, d'organisation, de grève, de manifestation...
- Occupation des entreprises et des administrations. Autodéfense contre l'armée, la police, les fascistes bouddhistes. Milices du peuple pour les désarmer, les dissoudre et les remplacer.
- Droit au retour immédiat des réfugiés sur leurs terres. Indemnisation des Rohingyas. Egalite juridique et respect des minorités nationales. Droit pour celles-ci de se séparer de l'État birman.
- Restauration de la propriété collective des terres, confiées aux coopératives et aux comités de paysans travailleurs.
- Fin de la persécution des athées ou des musulmans. Laïcité complète de l'État.
- Fin de l'oppression des femmes.
- Expropriation des grandes entreprises, qu'elles soient ou non contrôlées par l'armée, et des groupes capitalistes étrangers.
- Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités d'entreprise, de quartier, d'université, de village. États-Unis socialistes d'Asie.

14 mars 2021

Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)





PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS DANS UNE INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE !

1 MAI

Depuis le début de l'année 2020, avec la propagation mondiale de la pandémie COVID-19 et la nouvelle crise économique, toutes les calamités que le capitalisme fait subir à l'humanité et à la nature sont plus évidentes que jamais. 137 millions de malades, 3 millions de morts et une nouvelle vague qui entraîne de nouveaux confinements dans tous les continents, prouvent la mauvaise gestion de la pandémie par tous les États bourgeois, incapables de l'avoir prévenue et encore plus incapables d'y faire face à partir des intérêts de la société dans son ensemble.

Au cours de cette pandémie et d'autres à venir, ce sont les classes laborieuses (prolétariat, petite bourgeoisie indépendante, petite bourgeoisie salariée) qui subissent le plus les conséquences, tandis que les firmes capitalistes en profitent pour multiplier leurs sources de profit au détriment des besoins sociaux élémentaires (vaccins, médicaments et matériel sanitaire, protection individuelle et professionnelle, dispositifs de télétravail...).

Nous, travailleuses et travailleurs qui assurons la production, les échanges, les services, courrons le plus grand risque de contagion et de décès ainsi que des pires séquelles de la maladie, en raison de l'engorgement des systèmes de santé. Nous supportons également le poids du chômage et la menace croissante de la faim, de l'enfermement dans des logements surpeuplés, des expulsions pour non-paiement de loyer, des fermetures d'écoles de leurs enfants.

En revanche, pour la classe capitaliste, la situation ouvre « l'opportunité » de se ressourcer en exploitant

de nouvelles « niches de marché » autour des dépenses de santé et de l'industrie prétendument « verte ». Cette classe empoche l'argent public pour des montants qui atteignent des sommets historiques dans chaque pays, en partie pour tenter de sauver ses grandes entreprises les plus touchées par la paralysie économique (tourisme, transport aérien, industrie de l'aviation...), mais aussi, bien souvent, pour compenser les pertes ou la baisse des bénéfices de celles qui sont moins touchées, toujours sans menace qu'on leur prenne leur propriété ou leur contrôle.

Les travailleurs, salariés, indépendants ou informels, dans le meilleur des cas, reçoivent de la part des gouvernements des allocations misérables et tardives qui ne font qu'atténuer un peu la gravité de la situation : le minimum possible pour éviter, selon les gouvernants, les explosions sociales ou les émeutes de la faim

Les grands bénéficiaires, aux dépens des besoins médicaux mondiaux, sont les entreprises pharmaceutiques. Ces entreprises ont développé leurs produits essentiellement grâce aux subventions publiques ou à la recherche scientifique publique, dominent la négociation des prix et la distribution de leurs produits, car aucun État ou alliance d'États (comme l'Union européenne) ne remet en cause la propriété de leurs brevets ou leur « liberté sacrée » de prendre leurs décisions en fonction des demandes du plus offrant. Au milieu de la tragédie mondiale, elles multiplient leurs profits et sont l'objet de la spéculation boursière.

Par conséquent, la disponibilité des vaccins est extraordinairement limitée, non pas par la capacité de production mondiale, mais par les intérêts financiers des entreprises pharmaceutiques. De plus, la répartition de ces produits entre les différents pays suit les mêmes règles de hiérarchie et de domination de l'économie dans son ensemble : priorité aux États impérialistes, indépendamment de leurs besoins à un moment donné. Le respect de la propriété privée, la recherche du profit des entreprises, les réponses nationalistes et non coordonnées des États sont incompatibles avec une lutte efficace et rapide.

Le résultat est que la pandémie s'éternise, que la dette publique mondiale atteint le plus haut niveau jamais mesuré (99 % du PIB mondial en 2021, selon le FMI), qu'après l'effondrement de l'économie en 2020, la reprise économique est lente et que l'emploi mondial mettra du temps à retrouver les niveaux de 2019. En effet, après la perte de l'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein en 2020 (soit quatre fois plus que lors de la crise de 2009), l'OIT prévoit pour 2021 que, dans tous les pays, seule la moitié des emplois détruits sera récupérée et que le chômage continuera de toucher plus particulièrement les femmes travailleuses et les jeunes.

Inévitablement, cette combinaison de crise sanitaire et économique, dans le cadre d'une crise écologique, a et aura des conséquences politiques et sociales de grande ampleur. La situation renforce les contradictions entre les grands pays impérialistes, principalement entre une Chine en expansion et les Etats-Unis en déclin mais toujours dominants, et aussi les puissances impérialistes secondaires (Russie, Allemagne, Japon, France...). Les tensions augmentent entre les membres de l'Union européenne (dont la manifestation la plus grave est la sortie du Royaume-Uni) et entre les puissances régionales du Proche-Orient (Israël, Iran, Turquie, Arabie saoudite). Tout cela génère la menace constante de nouvelles guerres commerciales, mais aussi militaires, notamment en Afrique et en Asie.

Mais les contradictions ne se développent pas seulement entre les États. La situation économique mondiale affecte différemment les couches et les secteurs de chaque bourgeoisie. Les contradictions, qui existent toujours dans cette classe très stratifiée et hiérarchisée, sont exacerbées lorsque le gâteau à partager devient plus petit et plus fragile. À l'intérieur des pays, les tensions au sein des classes dirigeantes se manifestent par d'âpres luttes politiques pour le contrôle de l'État national, afin d'obtenir de celui-ci un soutien juridique, économique ou même militaire privilégié (à l'étranger). La crise politique américaine de 2020 a exprimé l'ampleur actuelle de ces contradictions, qui érodent aussi sérieusement les systèmes politiques actuels au Brésil, en Angleterre, en Espagne, en Italie, en Israël...

Cependant, la classe dirigeante s'accorde pour faire payer aux travailleurs les conséquences des crises et de la dette publique afin de sauver son système économique. La facture actuelle est déjà énorme et continuera de croître, du moins tant que durera la crise sanitaire. Dans tous les pays, la catastrophe pandémique sera suivie d'attaques violentes contre les conditions de vie et les acquisitions sociales de la classe ouvrière, comme celles qui se préparent déjà en Espagne avec de nouvelles réformes contre le droit du travail et le système de retraite.

Depuis de nombreuses années, même dans les pays les plus « démocratiques », les États renforcent les pouvoirs de la police et de l'armée, réduisent les libertés et criminalisent la contestation sociale. En outre, le début de la pandémie a donné un nouvel essor à cette tendance réactionnaire, qui sera renforcée dans la mesure où la révolte sociale va inévitablement croitre

Telle est la situation à laquelle est confrontée la classe ouvrière mondiale. Chaque jour qu'il survit, le capitalisme accentue la destruction de la planète, favorisant les catastrophes écologiques, climatiques, pandémiques, humanitaires. Chaque jour qu'elle survit, la classe dirigeante plonge l'humanité dans un niveau de barbarie plus élevé, sortant d'une crise pour entrer dans une autre plus grave.

Dans tous les pays, d'une manière ou d'une autre, les exploités et la jeunesse privée d'avenir résistent et luttent. Parfois sous forme d'énormes mobilisations en Algérie, en 2020, Pologne, en Biélorussie, aux Etats-Unis, en Inde en en Birmanie et de nouveau en Algérie au début de 2021.



Mais ils n'ont pas de programme clair qui unisse tous les exploités et les opprimés derrière la classe productrice, pour construire une nouvelle société sans classe qui gère l'économie pour la satisfaction des besoins sociaux présents et futurs : l'association libre des producteurs.

Ils n'ont pas de parti révolutionnaire qui empêche la conscience et l'action des masses d'être empoisonnées et détournées par les dirigeants des partis réformistes et par les bureaucraties syndicales vers des illusions parlementaires, le chauvinisme et des compromis avec des fractions de la bourgeoisie.

Ils n'ont pas d'internationale ouvrière révolutionnaire qui mène les travailleurs du monde vers la résolution définitive des principaux problèmes de l'économie, de l'environnement, de la santé publique ou du pourrissement social, qui ne sont pas nationaux et ne peuvent être résolus dans les limites d'un État.

C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs et travailleuses les plus conscients à construire avec nous



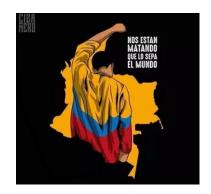
ces instruments révolutionnaires, nouvelle internationale communiste et parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays.

Gratuité de tous les soins de santé! Confiscation sans indemnité des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des entreprises qui peuvent produire des masques, des vêtements de protection, des respirateurs, des tests, des médicaments antiviraux...! Contrôle par les travailleurs de ces productions! Annulation de tous les brevets sur les équipements et les traitements médicaux ! Satisfaction immédiate des demandes des travailleurs de la santé! Financement des mesures urgentes de santé et de protection sociale au moyen d'un impôt fortement progressif sur le revenu et avec l'argent provenant de l'annulation des subventions au capital, des dépenses militaires et des subventions aux religions! Coordination de la production de matériel médical et distribution internationale au rythme de la progression de l'épidémie! Collaboration internationale pour la distribution de ressources médicales et la recherche de vaccins et de traitements surs ! Autoorganisation des travailleurs et des voisins en comités pour contrôler l'accomplissement des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie!

Interdiction de tous les licenciements, maintien de tous les emplois, diminution du temps de travail et embauche! Congé financé par l'État pour les personnes qui doivent s'occuper de leurs enfants! Interdiction des expulsions de logement. Confiscation des hôtels et des logements inoccupés (pour les malades légers, les sansabris, les femmes battues, les familles vivant dans des logements surpeuplés ou délabrés, etc.)! Suspension des loyers des logements et des remboursements aux banques pour les crédits immobiliers ou à la consommation! Garantie d'un logement décent, d'une alimentation suffisante, d'un approvisionnement en eau, en énergie et en communication pour toute la population! Fin des interventions militaires et fermeture des bases étrangères! Émancipation des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes, Ouïgours, Rohingyas...)! Légalisation immédiate de tous les migrants! Dehors les corps répressifs et l'armée des quartiers!

Contrôle des travailleurs sur l'activité des services et entreprises essentiels et sur la fermeture de ceux qui ne le sont pas ! Socialisation des groupes capitalistes ! Gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers, la destruction de l'État bourgeois et la dissolution de l'armée professionnelle, des corps de répression policiers et des bandes fascistes par les travailleurs en armes ! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux tout en préservant l'environnement et l'avenir de l'humanité ! Pour une fédération socialiste mondiale ! Socialisme ou barbarie !

1^{er} mai 2021 Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



COLOMBIE: À BAS DUQUE, SA RÉPRESSION ET TOUS SES PROJETS DE FAMINE ET DE MISÈRE!

12 MAI

La Colombie connait actuellement un véritable soulèvement ouvrier et paysan réprimé avec une violence inhabituelle par le gouvernement d'Iván Duque (Centro Democrático), héritier politique de l'ancien président, grand propriétaire terrien, trafiquant de drogue et organisateur de milices paramilitaires, Álvaro Uribe.

Depuis le 28 avril, des centaines de milliers de travailleurs des villes, d'étudiants et de paysans pauvres, dont beaucoup appartiennent à des peuples indigènes, ont abandonné le travail, paralysé les villes, bloqué les routes principales, affronté les forces de police militarisées, pris d'assaut les postes de police pour libérer les détenus. À ce jour, le gouvernement reconnait que 42 manifestants ont été tués, que des milliers ont été blessés et des associations recensent plus de 70 personnes disparues. Le gouvernement a retiré le projet de loi fiscale qui visait à introduire une taxe sur les denrées alimentaires, les biens et les services de première nécessité et à accroitre le fardeau fiscal des classes populaires. Mais ni la répression ni ce retrait n'ont mis fin aux grèves et à la mobilisation.

Le signal de départ a été le 28 avril une des innombrables « grèves nationales » d'une journée appelées par le Commandement national de la grève, composé des directions des trois principales confédérations syndicales (CUT, CTC et CGT), du syndicat des enseignants (FECODE) et d'organisations de défense des peuples indigènes.

La grève a été étendue, les manifestations turbulentes. Elles ne se sont pas terminées à la fin de la journée, comme l'exigeaient les dirigeants syndicaux, mais ont continué, même lorsque, le 1er mai, le président a ordonné l'état de siège. Elles se sont poursuivies le 2 mai, malgré le retrait du projet de réforme fiscale, et elles se poursuivent quinze jours plus tard, ignorant les « négociations » du Commandement national de la grève avec Duque et les appels au retour à la « normalité ».

L'explication est simple. La mobilisation ne répondait pas seulement au projet fiscal. Elle ne se réduisait pas à une simple secousse sociale provoquée par la crise sanitaire et l'aggravation du chômage et de la pauvreté. Les mobilisations actuelles aussi sont le prolongement de celles de fin 2019, paralysées par la pandémie et l'enfermement. Comme à l'époque, les objectifs répondent à la lutte contre le projet gouvernemental qui vise à :

- éliminer les pensions de retraite en tant que droit des travailleurs et les privatiser complètement,
- supprimer le salaire minimum unique pour l'ensemble du territoire national (en régionalisant son montant) et pour tous les travailleurs (les jeunes ne recevraient que 75 %),
- privatiser de nombreuses entreprises publiques,
- renforcer la législation répressive et l'armement de la police militarisée.

Comme en 2019, les syndicalistes, les militants sociaux et les paysans pauvres exigent également « le respect des accords de paix de 2016 », c'est-à-dire la fin des exécutions paramilitaires dans les villes et les campagnes. Rappelons que rien qu'en 2020, plus de 300 militants de toutes sortes d'organisations sociales ont été assassinés. Les accords de paix comprenaient également des clauses (non respectées) promettant de restituer aux paysans une grande partie des terres dont ils avaient été expulsés pendant la guerre civile et qui se sont retrouvées entre les mains de propriétaires terriens ou de sociétés pétrolières et minières.

En plus de ces revendications, la crise pandémique a mis les demandes de soins de santé à l'ordre du jour. En 2008, Uribe avait complètement privatisé l'Institut de sécurité sociale, l'organisme public qui gérait les soins de santé publics. Aujourd'hui, la santé est gérée par un réseau très complexe d'entreprises, dont la part du lion est détenue par des capitaux américains. Le système s'est effondré en 2013, avec des non-paiements généralisés et le refus des entreprises de fournir des services de santé à la population sans ressources. Le système de santé ne s'est jamais remis de cet effondrement (les dettes et les litiges avec les entreprises se poursuivent) et s'est trouvé, lors de la pandémie, sans volonté ni capacité de faire face aux besoins urgents en matière de personnel, d'installations et d'approvisionnement en médicaments. En 2020-2021, des dizaines de milliers de décès évitables -

dus au Covid-19 et à de nombreuses autres maladies – ont résulté de la privatisation des soins de santé.

En outre, la crise économique qui s'est combinée à la pandémie a fait grimper le chômage au niveau le plus élevé enregistré au cours des 20 dernières années, multipliant le travail informel et l'insécurité alimentaire. Les dernières données du Departamento Nacional de Estadística estiment qu'en 2020, 3,6 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté, pour atteindre 42,5 % de la population. La même agence estime que 1,7 million de familles colombiennes n'ont pas accès à 3 repas par jour.

Cependant, les bureaucrates du Commandement national de la grève n'y voient aucune raison pour renverser le président et son gouvernement. Comme en 2019, ils maintiennent la politique de convocation des journées de grève (28 avril, 5 mai, 12 mai...) comme simple moyen de pression pour engager des négociations qui n'aboutissent jamais, mais qui démobilisent les masses par épuisement. Voici le bilan de certains des protagonistes de la réunion de négociation du 10 mai 2021 :

« Il n'y a pas eu d'empathie du gouvernement pour les motifs, les revendications qui nous ont conduits à cette grève nationale, il n'y a pas eu d'empathie avec les victimes de la violence qui a été exercée de manière disproportionnée contre les manifestants qui ont agi de manière pacifique », dit Francisco Maltés, président de la Centrale des travailleurs unitaires (CUT). Pour sa part et à l'issue de la réunion, le haut-commissaire pour la paix, Miguel Ceballos, a déclaré que « il y a une coïncidence dans le rejet de la violence et une tolérance zéro pour toute conduite des forces de sécurité qui va à l'encontre de la Constitution et de la loi »... « Dans ce contexte de consultation, nous avons demandé aux membres du Comité national de grève s'ils étaient d'accord avec le gouvernement pour créer un cadre de discussion avec la présence et la garantie des Nations unies et de l'Église catholique, ce à quoi ils ont répondu par l'affirmative, ce que nous apprécions », a déclaré le fonctionnaire. (CNN en espagnol, 10 mai 2021)

Alors que les masses, à Cali et dans le reste du pays, sont déterminées à en finir avec Duque et ses projets de famine et de privatisation, alors que chaque jour il y a des affrontements avec la police qui produisent un mort après l'autre, les dirigeants syndicaux pleurnichent parce que le gouvernement n'a aucune empathie! Comme si ce n'était pas le gouvernement qui veut faire porter le poids de la crise sur les travailleurs et qui a militarisé les villes et envoyé les forces spéciales de la police pour assassiner les manifestants.

Au plan politique, les héritiers du stalinisme version Moscou, Pékin ou La Havane (Colombia Humana, Polo Democrático Alternativo, FARC-Comunes) s'inclinent tous devant le capitalisme et l'État bourgeois. Aucun ne se prononce pour la rupture des négociations et l'autodéfense des masses.

La classe ouvrière, les paysans pauvres, la jeunesse issue des classes laborieuses ne peuvent attendre de ces dirigeants rien de nouveau ou de différent de la trahison systématique des intérêts des masses. Ils doivent organiser des assemblées générales et élire des comités dans les entreprises et les administrations, créer des conseils dans les quartiers, dans les villages, dans les universités, centraliser les organes de base régionaux et nationaux pour constituer la direction politique des ouvriers, des employés, des paysans, des étudiants et des peuples indigènes. Ils doivent créer leurs propres milices d'autodéfense face aux attaques de la police et des paramilitaires.

Pour gagner et mettre un terme définitif à tant de misère et d'oppression, ils doivent s'organiser en un parti ouvrier révolutionnaire pour renverser le gouvernement bourgeois et le remplacer par leur propre gouvernement.

À bas Duque et tous ses projets de famine et de misère! Non aux négociations du Commandement national de la grève avec le gouvernement! Grève générale! Rupture de toutes les organisations de travailleurs et d'opprimés avec Duque et l'État bourgeois! Une seule confédération syndicale démocratique et de lutte de classe!

Libération des disparus! Désarmement et dissolution de la police, des milices paramilitaires et de l'armée! Milices ouvrières et paysannes pour les remplacer!

Assemblées et conseils dans les entreprises, les universités, les quartiers et les administrations pour constituer la direction politique des ouvriers, des employés, des paysans, des étudiants et des peuples indigènes!

Vaccins gratuits pour tous! Annulation sans compensation de toutes les privatisations, en commençant par les soins de santé publics! Des soins de santé publics universels, gratuits et de qualité!

Un enseignement public universel, laïc et gratuit à tous les niveaux !

Diminution du temps de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la fin du chômage!

Expropriation des banques, des grands groupes énergétiques, miniers, industriels, agroalimentaires, de transport, de communication, etc., sous contrôle ouvrier!

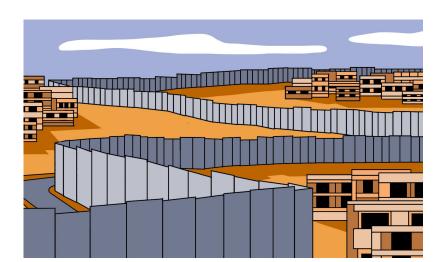
Expropriation des grands domaines sans compensation! Socialisation de la terre et remise aux paysans!

Respect des peuples autochtones et des minorités nationales!

Expulsion des bases américaines de toute l'Amérique latine!

Pour un gouvernement des travailleurs de Colombie ! Pour les États-Unis d'Amérique latine !

> 12 mai 2021 Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



Assez de massacres de Palestiniens ! Boycott des armes destinées à Israël !

19 MAI

Israël est un État bâti sur l'expropriation violente des Arabes de Palestine, justifiée au nom de l'extermination des Juifs d'Europe par le régime fasciste allemand. La bourgeoisie sioniste a reçu alors l'aide des impérialismes britannique, étasunien, français, allemand et de la bureaucratie de l'ex-URSS. La nature coloniale d'Israël explique pourquoi sa vie politique s'est déplacée du travaillisme et de la laïcité des débuts au racisme et au cléricalisme d'aujourd'hui. Sa nature coloniale explique pourquoi Israël discrimine ses propres citoyens arabes (20 % de la population qui disposent de 2 % de la superficie). Sa nature coloniale explique pourquoi Israël poursuit son expansion à Jérusalem et en Cisjordanie. Sa nature coloniale explique pourquoi il intervient militairement en Syrie, se livre à des attentats en Iran et détruit périodiquement Gaza (2008, 2012, 2014, 2021).

Malgré la reconnaissance d'Israël en 2020 par les régimes despotiques de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Maroc, du Soudan et en dépit de la campagne internationale dans les pays impérialistes occidentaux pour assimiler toute critique d'Israël à de l'antisémitisme, le sionisme reste inséparable de l'oppression nationale des Palestiniens. Le gouvernement israélien est uniquement juif, l'état-major de l'armée est juif, la police est juive, les tribunaux sont juifs, les lois sont sionistes. Seuls les prisonniers sont palestiniens. Si bien que deux organisations de droits de l'homme l'ont caractérisé récemment comme un « apartheid », Betselem/Israël le 12 janvier 2021 et Human Rights Watch/ Etats-Unis le 27 avril 2021.

À ce moment-là, le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahou (Likoud), au pouvoir depuis 2009,

était en suspens : les élections législatives de mars 2021, après trois en deux ans, ne lui ont toujours pas donné de majorité parlementaire alors qu'il est poursuivi en justice pour plusieurs affaires. Il cherche des alliés jusque dans l'aile fasciste du sionisme (Tkuma, Otzma Yehudit, Noam) qu'il a lui-même rassemblée en une coalition électorale. Lors des dernières élections israéliennes, le parti islamiste (Ra'am) a rompu son alliance avec les restes du nationalisme bourgeois panarabe (Ta'al, Balad) et du stalinisme (Hadash) qui ont continué à se présenter ensemble. Netanyahou avait jusqu'au 4 mai pour obtenir une majorité à la Knesset. Mansour Abbas, le chef du Ra'am, a accepté de négocier son éventuel soutien.

Ce qui reste de l'ancienne Palestine, les « territoires palestiniens », ne sont que des bantoustans concédés en 1993 par Israël (et par la Jordanie). Ils sont en outre éclatés géographiquement et politiquement. La Cisjordanie (2,8 millions d'Arabes) est grignotée par la poursuite de la colonisation sioniste (500 000 Juifs). Elle reste sous le contrôle du Fatah, le vieux parti nationaliste bourgeois discrédité par sa capitulation devant les Etats-Unis et sa collaboration étroite avec Israël. Mahmoud Abbas est en poste en Cisjordanie depuis 2005. La bande de Gaza est un gigantesque camp de rétention dépendant économiquement de l'aide internationale. Elle est passée sous le contrôle du Hamas, un parti bourgeois islamiste initialement toléré par Israël pour affaiblir le Fatah. Yahia Sinouar, depuis 2017 à la tête de Gaza, avait passé un compromis avec Israël, soigneusement caché à la population, par l'entremise de l'Égypte et du Qatar, moyennant l'arrêt par le Hamas et son rival le Djihad islamique

des envois de ballons incendiaires et des tirs de roquettes sur Israël. Habbas et Sinouar avaient annoncé en septembre 2020 des élections générales (législatives en mai, présidentielle en juillet sans candidat islamiste). La mobilisation des Arabes de Jérusalem a bouleversé cet équilibre précaire.

Jérusalem, une ville qui concentre des lieux sacrés pour les religions israélites, chrétiennes et musulmanes, a été partagée entre Israël et Jordanie en 1948. En 1967, Israël a conquis la partie est. Les héritiers des Juifs qui habitaient l'est de la ville avant l'épuration ethnique de 1948 conservent leur droit de propriété tandis que les Arabes qui habitaient l'ouest et qui ont fui les organisations terroristes sionistes (Haganah, Lehi-Stern, Irgoun) l'ont, eux, définitivement perdu : depuis 1980, presqu'un tiers de la surface de l'est de Jérusalem a été pris aux Arabes. En outre, les Arabes de la partie est, annexée à Israël en 1980, n'ont pas la nationalité israélienne. Ils ont un statut de « résident » qui peut leur être retiré s'ils s'absentent et qui n'est pas accordé à leur conjoint(e): depuis 1980, 14 700 Arabes ont vu leur statut révoqué. L'État et le maire fascisant King (Likoud) ont coupé l'est de la ville de la Cisjordanie par un mur et édifié 11 nouveaux quartiers, exclusivement juifs. Depuis 1972, plus de 200 000 Juifs se sont installés à l'est de la ville. La situation y était tendue. Netanyahou a déclenché l'explosion.

À l'ouverture du Ramadan, le 12 avril, la police israélienne des frontières a dressé des barrières pour empêcher les musulmans (tous arabes, même si tous les Arabes ne sont pas musulmans) d'accéder à place de la porte de Damas. C'est le seul espace ouvert auquel ils ont accès. Le 22 avril, des jeunes arabes de Jérusalem ont riposté victorieusement aux fascistes juifs de Lehava venus agresser les Arabes dans leurs quartiers. Le 25, la police a levé les barrières mais elle a aspergé les rassemblements d'Arabes de « jus de putois » (« skunk »), un liquide nauséabond (une marchandise produite par le kibboutz Beit-Alpha) dont la puanteur dure des mois, donne des nausées et oblige à jeter les vêtements qu'il souille. Au même moment, dans le quartier de Cheikh Jarrah de l'est de Jérusalem, plusieurs familles arabes ont appris leur expulsion de maisons construites en 1956 au profit de colons juifs. Le 4 mai, la police militaire a chargé à cheval les manifestants du quartier qui protestaient, les a matraqués et arrosés de jus de putois. Le 7 mai, l'armée a attaqué la mosquée Al-Aqsa en causant 200 blessés. Les soldats ont tiré des balles métalliques recouvertes de caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes sur les croyants et les journalistes dans la salle de prière. Les Arabes d'Israël ont multiplié des manifestations en soutien aux Palestiniens de Jérusalem.

Le 29 avril, Abbas a reporté les élections en prétextant qu'Israël refusait de laisser voter les Palestiniens de l'est de Jérusalem, comme lors des précédentes des territoires palestiniens. Le 5 mai, le président israélien demanda à Yaïr Lapid (parti Yesh Atid) d'essayer de constituer un gouvernement. Le 8 mai, la police réprima les manifestants arabes, causant 100 blessés. Le 10 mai, l'aile militaire du Hamas lança une première salve de dizaines de roquettes sur Israël et a continué depuis. La plupart (90 %) sont arrêtées par le dispositif défensif de détection et de leurres (« Dôme de fer »).

Le 10 mai, les forces spéciales israéliennes attaquèrent à nouveau la mosquée Al-Aqsa, causant 215 blessés. Des fascistes assassinèrent un Arabe à Lod, au centre d'Israël. Le même jour, l'armée de terre et l'aviations israéliennes commencèrent à bombarder la bande de Gaza. Israël ne fixait aucun objectif. Le ministre de la défense déclara : « Il y a encore beaucoup de cibles dans le viseur, ce n'est que le début » (Benny Gantz, 11 mai). Parfois, l'état-major israélien prévenait les habitants des cibles, parfois pas. En tout cas, rien ne protège la bande de Gaza des obus et des missiles autrement redoutables que les ballons et les roquettes gazaouies. L'armée sioniste a détruit systématiquement les tours, à commencer par les immeubles qui abritaient les journalistes, les administrations, les routes, les rares usines. Le 12 mai, Netanyahou a décrété l'état d'urgence à Lod. Le 13 mai, les milices racistes agressèrent systématiquement les Arabes avec la complicité de la police. Un d'entre eux fut lynché près de Tel-Aviv. Le Haut comité palestinien de suivi, les députés arabes de la





Knesset, le Fatah ont appelé à une « grève générale » mêlant les patrons, les commerçants et les salariés palestiniens qui a été très suivie le 18 mai en Israël et en Cisjordanie.

Le secrétaire général de l'ONU António Guterres a déclaré le 11 mai : « Les forces de sécurité israéliennes doivent faire preuve d'un maximum de retenue et calibrer leur recours à la force. Les tirs aveugles de roquettes et de mortiers contre les centres habités israéliens sont inacceptables ». Ce jugement, sévère pour le gouvernement de Gaza, indulgent pour celui d'Israël, repose sur un travestissement.

Il s'agit d'un combat totalement inégal, d'une guerre asymétrique. Après huit jours, il y avait 12 morts en Israël (9,3 millions d'habitants) et au moins 217, dont de nombreux

enfants, dans la bande de Gaza (2 millions d'habitants), sans parler des assassinés en Cisjordanie, où l'armée tire à balles réelles contre des manifestants armés de frondes.

Le gouvernement du Parti démocrate a maintenu l'ambassade étasunienne à Jérusalem. Il a autorisé secrètement en avril une vente d'armes de plus de 700 millions de dollars (Washington Post, 17 mai 2021). Il a empêché trois fois, au conseil de sécurité de l'ONU, l'adoption d'une résolution pour simplement appeler à la fin des violences. Le 13 mai, Biden a appelé Netanyahou (mais pas Sinouar) et a déclaré ensuite : « Israël a le droit de se défendre ». Le gouvernement français a interdit la manifestation du 15 mai de soutien aux Palestiniens à Paris. Le chancelier réactionnaire autrichien Sebastian Kurz (ÖVP en coalition avec le parti écologiste Grünen) a fait hisser le drapeau israélien à la chancellerie fédérale et au ministère des affaires étrangères à Vienne en « signe de solidarité » avec la politique d'Israël.

Le mouvement ouvrier mondial ne peut mettre sur le même plan les oppresseurs et les opprimés, un État colonial surarmé et une population désarmée. Les travailleurs conscients ne peuvent pas faire confiance aux États alliés à Israël ni au conseil de sécurité de l'ONU. Le sort des Palestiniens ne peut dépendre de l'ONU qui a couvert la mascarade des accords d'Oslo, toujours laissé faire les massacres et la colonisation tout en en condamnant, dans le meilleur des cas, les aspects les plus repoussants par des résolutions sans aucune conséquence.

Le sort des Palestiniens ne peut dépendre des bourgeoisies et des monarchies arabes, qu'elles disent soutenir la cause palestinienne par simple souci de ne pas se mettre leur population à dos, ou bien qu'elles la délaissent au profit des relations économiques, diplomatiques et militaires avec Israël. Le dictateur égyptien Sissi ou le régime algérien honni par les manifestants du Hirak ne sont pas plus des points d'appui pour le peuple palestinien que le roi du Maroc ou le

Jérusalem II Mur I Ligne verte Ramallah • CISJORDANIE (frontière de 1949) ∇ille Sous contrôle palestinien, partiel ou complet Jérusalem Zones de Cisjordanie sous contrôle israélien Colonies Avant-postes ISRAËL israéliennes israéliens Vieille ville Jérusalem **Ouest** ISRAËL Tel Aviv Cisjordanie Sources: Bethléem peacenow. com, B'Tselem Jérusalem 3 km

> prince héritier d'Abou Dhabi. Les Palestiniens ont le droit de se défendre. Ils ne peuvent s'appuyer que sur la solidarité ouvrière mondiale pour résister.

> Partout, les organisations ouvrières doivent soutenir les Palestiniens dans les parlements, dans les mairies, par leurs moyens de communication, dans la rue, mais aussi dans les ports et les aéroports. Le 14 mai, des travailleurs portuaires de Livourne (Italie) ont protesté contre une cargaison d'armes et d'explosifs après avoir découvert qu'elle était destinée au port israélien d'Ashdod. Les armes exportées par Israël sont testées sur les Arabes, les armes importées par Israël servent à terroriser et à massacrer les Arabes. Les syndicats du transport de tous les pays doivent refuser d'acheminer les armements à destination d'Israël (le 16e budget militaire du monde pour la 98e population du monde) ou en provenance d'Israël (le 8e exportateur d'armes du monde). Ceux des banques et des télécommunications doivent aussi entraver la guerre sioniste.

> La destruction du mur, l'égalité entre Juifs et Arabes, le droit au retour des millions de réfugiés ne pourront être obtenus en maintenant l'État colonial. Une solution démocratique passe par le démantèlement de l'État sioniste, clérical et raciste, belliciste et instrument des vieilles puissances impérialistes au Proche-Orient, ainsi que de la monarchie de Jordanie. Seule la classe ouvrière, unie dans une nouvelle internationale communiste, pourra instaurer une Palestine démocratique, laïque et multiethnique, dans laquelle pourront vivre ensemble musulmans, israélites, chrétiens et athées... Une telle Palestine ne sera viable que par l'extension de la révolution socialiste, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Proche-Orient.

> > 19 mai 2021

Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



COMMUNIQUÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LE PST/ALGÉRIE

31 MAI

Deux partis de la mouvance démocratique -l'Union pour le changement et le progrès (UCP) et le Parti socialiste des travailleurs (PST)- sont menacés de suspension. Le ministère de l'Intérieur a actionné la justice contre les instances de ces partis qui font partie du Pacte pour une alternative démocratique (PAD), regroupant d'autres formations politiques, comme le PT, le RCD et le MDS. Les forces du PAD ont décidé de ne pas participer aux législatives du 12 juin, car ce scrutin, estiment-elles, « ne constitue pas une solution à la crise multidimensionnelle qui secoue le pays ». (El Watan, 25 mai 2021)

Le Collectif révolution permanente, sans approuver l'orientation politique du Parti socialiste des travailleurs, axée comme celle du PT et du MDS sur la demande d'une assemblée constituante, ni leur alliance de type front populaire (PAD) avec des partis bourgeois « libéraux » ou « démocratiques » (RCD, UCP...), affirme sa solidarité prolétarienne et proteste contre les menaces qui pèsent sur le PST.

Le gouvernement Tebboune calomnie, réprime et menace les travailleurs en grève, les manifestants du Hirak, les organisations ouvrières, les journalistes, les Kabyles... Il interdit les manifestations des étudiants et celles des travailleurs de l'enseignement. Ses policiers, ses juges et ses gardiens de prisons intimident, tabassent, arrêtent, condamnent, emprisonnent, violent les opposants.

Aucune poursuite contre le PST (ni contre l'UCP)!

Respect des libertés démocratiques, en particulier le droit de manifester, de s'organiser, d'informer, de faire grève!

Libération de tous les manifestants, grévistes, militants, journalistes emprisonnés!

Levée des poursuites judiciaires et de toutes les condamnations politiques!

31 mai 2021

Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE NOM

Prénom

Adresse

Code postal Ville.....



CUBA: POUR LA RÉVOLUTION POLITIQUE QUI CHASSERA DU POUVOIR LA BUREAUCRATIE RESTAURATIONNISTE ET QUI ÉTENDRA LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE À TOUTE L'AMÉRIQUE

27 AOUT

Les manifestations massives qui ont débuté le 10 juillet 2021 et se sont étendues à tout Cuba ont marqué un tournant dans la relation des masses laborieuses avec la bureaucratie qui dirige le pays depuis la révolution sociale de 1959-1960, lorsqu'une fraction du M26J [Mouvement du 26 juillet] nationaliste petit-bourgeois de Castro et Guevara, armant le peuple, a affronté l'impérialisme américain, au-delà de son programme démocratique.

Cette révolution a fait exploser le M26J et le gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie « démocratique » qui s'était opposé au dictateur Batista renversé par la guérilla rurale et la grève générale dans les villes en 1959. Elle a fini par exproprier les propriétés des moyens et grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie locale et internationale. Ces conquêtes ont été étouffées dans les frontières de Cuba par la bureaucratie stalinienne de l'URSS (et le PSP local), qui a aidé le parti de Fidel Castro à mettre en place une bureaucratie d'État pour gérer et parasiter l'économie planifiée et pour empêcher délibérément l'extension de la révolution hors de l'île.

Depuis 60 ans, cette bureaucratie est totalement indépendante des masses ouvrières et paysannes, qui n'ont jamais contrôlé l'État par le biais d'un système soviétique démocratique tel que celui inauguré par la révolution russe de 1917 et liquidé à la fin des années 1920 par le régime de Staline.

Au début, à l'époque de la Tricontinentale [organisation regroupant les forces anti-impérialistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine] et de l'OLAS [Organisation latino-américaine de solidarité], Castro a fait pression sur l'impérialisme américain en soutenant la guérilla dans toute l'Amérique latine. Mais il s'est montré réticent à la grève générale de 1968 en France et hostile (comme Mao) à la révolution politique en Pologne et en Tchécoslovaquie. Castro a utilisé le prestige de la révolution cubaine et l'héroïsme de Guevara pour contribuer à empêcher la révolution prolétarienne au Chili en 1973 et au Nicaragua en 1979. Ainsi, la bureaucratie a conservé le pouvoir (et ses privilèges) tandis que l'État ouvrier est resté isolé et affaibli.

Suivant tardivement les traces de ses mentors soviétiques, la bureaucratie d'État cubaine cherche depuis des décennies sa propre reconversion : de caste parasitaire, administratrice autocratique des grands acquis révolutionnaires, à bourgeoisie propriétaire des moyens de production, dans le cadre d'une économie de marché capitaliste.

Ce processus s'est accéléré ces dernières années et a été définitivement entériné par la nouvelle constitution de 2019, qui établit la propriété privée, le marché et les investissements étrangers comme les moyens indispensables à la croissance de l'économie du pays.

Sous l'étouffant blocus américain, la petite économie cubaine est passée de la monoculture de la canne à sucre et de la dépendance à l'URSS (pays qui absorbait 72 % des exportations en 1987) à la monoculture du tourisme (avec une régression à la prostitution de l'ère de Batista) et aux exportations de services (médecins, infirmières, enseignants) qui constituaient en 2017 respectivement 21,5 % et 78,4 % des exportations. Il convient de noter que le gros client de ces services est le Venezuela, qui ne paie pas en devises mais en pétrole, dont dépend, entre autres, 95 % de la production électrique de Cuba.

La crise mondiale de 2008-2013, l'effondrement de l'économie capitaliste dominée du Venezuela (également soumis à un implacable blocus américain) et maintenant la pandémie de COVID-19, ont fait s'écrouler les seules sources de revenus en devises de Cuba, multipliant la dette extérieure et les difficultés déjà sérieuses de règlement, qui s'éternisent depuis 2009. En effet, en juillet 2021, un énième accord de report de paiement de la dette internationale a été signé avec les créanciers du Club de Paris menés par l'Espagne. D'autre part, depuis 2016, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de Cuba (à égalité avec le Venezuela) et a montré un intérêt évident pour investir directement dans les entreprises capitalistes (spécifiquement dans la « zone spéciale de développement-ZED Mariel »), comme elle le fait massivement dans toute l'Amérique latine.

Tous les éléments d'une explosion sociale sont réunis à Cuba :

- une crise économique générale qui dure depuis plus d'une décennie ;
- l'aggravation des inégalités sociales en faveur de secteurs de la population (notamment l'armée) liés aux activités économiques privées en relation avec des capitaux étrangers (en 2019 environ 12 % de la population);
- une augmentation généralisée des prix des produits destinés à couvrir les besoins de base (nourriture, eau, énergie), en raison de la politique de réduction des subventions publiques, dans le cadre du processus de restauration capitaliste promu par le gouvernement;
- des pénuries de nourriture et de médicaments, restrictions et coupures de courant;
- la crise du logement, après des décennies d'abandon du logement public et d'absence d'aide à la réhabilitation du logement privé (qui constitue actuellement 88 % du parc);
- tout cela a été aggravé en juillet 2021 par la crête d'une vague/un pic d'infections au/de CO-VID-19, qui a mis le système de santé à rude épreuve et a entraine une pénurie d'oxygène thérapeutique, de médicaments et de fournitures médicales aux pires moments.

Face à l'ampleur des manifestations, inattendues et sans précédent à Cuba, la réaction du président Miguel Días-Canel a été d'imputer tous les problèmes au blocus américain, de mobiliser sa propre bureaucratie pour contrer les manifestations massives, de réprimer avec une violence policière disproportionnée, de bloquer les communications internet, d'arrêter arbitrairement des centaines de personnes (dont des militants du PCC) et... de renforcer le processus légal de démantèlement de l'économie planifiée et d'ouverture à la privatisation.

Immédiatement, les mêmes gouvernements bourgeois qui entretiennent de lourds États policiers et répriment leurs masses (ou celles de leurs pays satellites) lorsqu'elles protestent contre leur propre misère, se sont précipités pour exprimer leur « solidarité » avec les manifestants cubains et leur « consternation » face à la répression. La bienveillance hypocrite avec les mobili-

sations, exprimée par Biden, Bolsonaro ou les dirigeants des pays de l'Union européenne est une tactique qui a le même objectif que la bureaucratie au pouvoir : convaincre les classes ouvrières cubaines et celles de toute l'Amérique que la seule solution à leurs problèmes est le retour au règne du capital, l'abandon des « vieux rêves socialistes », le renoncement définitif à un monde sans classes sociales, sans exploitation et sans oppression.

De leur côté, avec le même objectif de restauration, mais avec des méthodes différentes, les gouvernements impérialistes bourgeois de Chine et de Russie ont condamné les mobilisations, les accusant d'être les instruments de l'impérialisme américain, et appuyé le gouvernement cubain. Toutes deux utilisent Cuba comme moyen de confrontation inter-impérialiste, ce qui n'est pas négligeable, compte tenu de sa position stratégique au large des côtes américaines.

Par ailleurs, les directions traditionnelles de la classe ouvrière se sont ralliées à un camp de la réaction ou à un autre. Les partis travaillistes et sociaux-démocrates se sont rangés du côté de leur bourgeoisie. En raison de leurs anciens liens avec la défunte bureaucratie du Kremlin ou avec l'actuelle bureaucratie de La Havane, partout dans le monde, les partis « communistes » survivants et la plupart des organisations révisionnistes du trotskysme se sont alignés inconditionnellement sur le gouvernement cubain, qu'ils présentent frauduleusement comme le dépositaire honnête des acquis de la révolution de 1959, qualifiant son régime bureaucratique de « socialiste ».

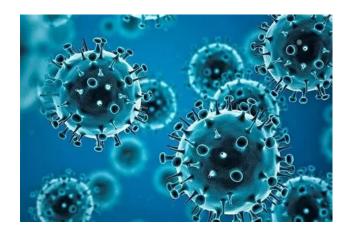
La nouvelle période de luttes de classe que les manifestations du 20 juillet 2021 ont ouvert sera donc complexe, avec l'intervention directe de forces politiques étrangères dont les intérêts sont totalement contraires à ceux de la classe ouvrière et des masses laborieuses cubaines. Cellesci ne peuvent atteindre leurs objectifs qu'en défendant les anciens acquis révolutionnaires, en renversant le gouvernement restaurationniste et sa caste bureaucratique, en organisant un État révolutionnaire basé sur des conseils ouvriers et paysans démocratiquement élus et révocables à tout moment, en luttant pour étendre la révolution à l'ensemble de l'Amérique.

 $27 \; \mathbf{aout} \; 2021$

Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)







Pour la vaccination universelle et gratuite contre le covid-19

24 OCTOBRE

Vaccination et immunité collective

Le principe de la vaccination est d'immuniser un humain ou un animal contre une maladie causée par un agent pathogène (virus, bactérie...) en lui inoculant une version atténuée ou une partie (par exemple, une protéine) de cet agent, ce qui stimulera le système immunitaire qui préparera ses défenses contre l'éventuelle infection

L'efficacité des vaccins est variable (environ 60 % chez un adulte en bonne santé pour celui, annuel, contre la grippe dont les virus mutent souvent, plus de 90 % pour le « DTP » contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite). Des effets secondaires temporaires et sans gravité, dus à la réponse immunitaire, peuvent fréquemment apparaître : fatigue, fièvre, céphalée, courbatures, rougeur... Des effets secondaires plus graves peuvent apparaître rarement, généralement dus à un dérèglement immunitaire ou à une intolérance à l'adjuvant. Comparés aux traitements médicamenteux qui reposent sur l'ingestion répétée de molécules dont l'efficacité va souvent de pair avec la toxicité, les vaccins sont bon marché et ont peu d'effets secondaires prolongés. Dans l'histoire des vaccins, il n'y a jamais eu d'effet secondaire apparaissant pour la première fois plus de trois mois après l'injection.

La vaccination universelle, c'est-à-dire à l'échelle de la planète, a permis d'éradiquer la variole. Dans de nombreux pays, la vaccination obligatoire contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite a permis d'obtenir l'immunité collective, ainsi les cas sont extrêmement rares.

Les vaccins contre le covid sont fiables et efficaces

Les vaccins contre le covid-19 ont été mis au point par des groupes capitalistes privés (Etats-Unis, Grande-

Bretagne, Allemagne, Russie, Chine...) mais en utilisant la recherche publique. Ils sont de deux types :

- ceux à ARN messager (ARNm), des brins d'ARNm donnent l'instruction aux cellules de fabriquer la protéine S (Spike) du virus, l'antigène qui doit déclencher la production d'anticorps : Pfizer-BioNTech, Moderna.
- ceux à vecteur viral, un adénovirus inoffensif pour l'être humain amène aux cellules la protéine S (Spike) du virus : Spoutnik V, AstraZeneca, Ad5nCoV, Jansen, etc.

Sur la toile mondiale et les réseaux sociaux, les « antivaccins » soulèvent des objections à la vaccination contre le Covid en invoquant leur nouveauté et le caractère innovant de la technologie utilisée par les premiers. Mais celles-ci ont toutes été réfutées, sur la base de la pratique, par les scientifiques compétents du tous les pays.

« Risque de thrombose » : Quelques cas de thrombose survenues chez des patients vaccinés par AstraZeneca ont conduit les gouvernements à suspendre son utilisation, puis à le restreindre aux personnes âgées de plus de 55 ans. Ces cas sont très rares, on dénombrait fin mars 62 cas de thrombose veineuse cérébrale dans le monde, dont 44 dans les 30 pays de l'Espace économique européen pour 9,2 millions de doses de administrées.

« Ces vaccins ont été développés trop rapidement » : Traditionnellement, le développement d'un vaccin prenait une dizaine d'années, mais ici on n'a mis qu'un an. En fait, vu l'urgence, dans un contexte de course au vaccin, les États ont investi massivement dans les labos pharmaceutiques et les labos eux-mêmes ont investi massivement en matériel et personnels. Certains tests qui se faisaient auparavant dans une séquence ont été menés en parallèle. Et si les multinationales mettaient du temps pour développer les vaccins, c'est aussi parce

« C'est une nouvelle technologie qu'on ne maîtrise pas » : L'ARN messager a été découvert en 1961, et il fait l'objet d'expérimentations pendant plusieurs décennies. En particulier, depuis 2009 des vaccins à ARNm sont développés, notamment contre Ébola. Depuis 2015, dans le domaine vétérinaire, un vaccin à ARN limite la propagation de la grippe aviaire, un autre celui du coronavirus de la diarrhée épidémique porcine.

« On n'a pas de recul sur ces vaccins » : Les tests des vaccins ayant commencé au milieu de l'année 2020, cela fait donc plus d'un an qu'on les examine sur le terrain. Cinq milliards de doses ont été injectées, et tous les cas d'effets secondaires sérieux sont remontés et analysés. Il n'y a jamais eu dans l'histoire un vaccin autant surveillé.

« On ne connaît pas les effets secondaires à long terme » : L'ARNm injecté dans le corps ne survit pas, il est rapidement détruit (en quelques heures ou un jour), donc tout effet secondaire est provoqué par son action juste après l'injection. De plus, comme cet ARNm est en quelque sorte un morceau du virus, tout effet secondaire devrait également être provoqué par le virus lui-même, cf. plus haut sur le risque de thrombose. Comme dit plus haut, dans l'histoire des vaccins, tous les effets secondaires ont été constatés dans les trois mois suivant l'injection.

« Ce vaccin n'est pas naturel » : Un aspect du progrès médical est d'implanter des prothèses à la place de de segments d'artères détériorées, d'os abîmés, de dents manquantes, etc. qui n'ont rien de « naturel », pas plus que la plupart des médicaments qu'absorbent en cas de besoin la plupart des obscurantistes et des complotistes.

La réalité sur le terrain montre que ces vaccins protègent à environ 90 % contre les formes graves et l'hospitalisation, même avec le variant Delta.

La vaccination universelle est nécessaire

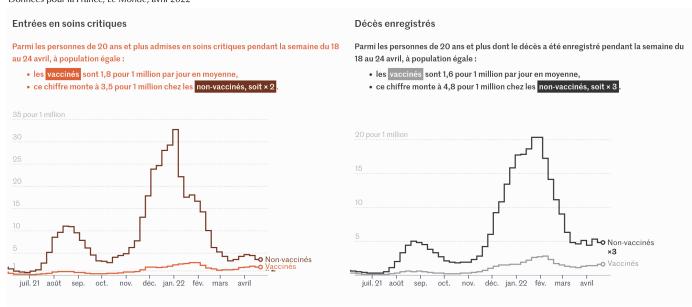
Un gouvernement ouvrier saurait motiver la population en vue de la vaccination en mobilisant les soignants et la communauté scientifique. Mais les gouvernements qui privilégient l'armée à la santé, ceux des pays avancés qui soumettent le système de santé au profit et qui étranglent les hôpitaux publics ne le peuvent pas.

En fait, alors que la prévention de l'apparition de nouveaux pathogènes (virus, bactéries...) devrait être mondiale, que la recherche de traitements (vaccins, de médicaments...), leur production et leur répartition devraient être mondiales, la santé reste aux mains des États nationaux archaïques et des groupes capitalistes dont le but est le profit. Certes, l'OMS a mis sur pied un programme de vaccination internationale contre le covid-19, COVAX, mais il est en pratique dérisoire au regard des besoins, en particulier dans les pays pauvres.

Il est alarmant de constater un déploiement à deux vitesses des vaccins contre le COVID-19. La proportion des adultes complétement vaccinés est de 2 % dans la plupart des pays à revenu faible tandis qu'elle atteint près de 50 % dans les pays à revenu élevé. (OMS, FMI, BM, Déclaration, 27 août 2021)

Mais les pays impérialistes eux-mêmes posent problème. Dans la plupart des États européens, l'obligation vaccinale est imposée uniquement à certaines professions. Les pompiers doivent se vacciner, mais pas les policiers qui souvent les accompagnent. Les soignants le doivent, mais pas les personnes les plus âgées qui sont le plus à risque de formes graves du covid. Dès lors ces professions se sentent stigmatisées, ce qui pousse certains à refuser la vaccination, qui est pourtant nécessaire. Une véritable politique de vaccination universelle commencerait par mettre en oeuvre l'obligation vaccinale pour un nombre plus grand de professions en contact avec le public (enseignants, commerciaux, livreurs, routiers, policiers, douaniers...) ainsi que pour certaines catégories de la population (par exemple, les plus de 80 ans); ensuite,

Données pour la France, Le Monde, avril 2022



au rythme des vaccinations réalisées, cette obligation s'étendrait à d'autres catégories. Une telle obligation, planifiée et largement partagée ne créerait pas ce sentiment d'injustice et de stigmatisation.

Une véritable politique d'incitation à la vaccination devrait partir des autorités sanitaires et de la sécurité sociale. Il y a une large frange de population marginalisée dans la société capitaliste pour diverses raisons (âge, handicap, isolement géographique, désert médical, mauvaise maîtrise de la langue, illettrisme, fracture numérique, etc.) qui n'est pas allée à la vaccination, et qui ne fréquente pas toujours les lieux où le passe est exigé. Il est donc nécessaire que des équipes de vaccination aillent vers ces populations.

Enfin, de nombreux gouvernements admettent un test PCR ou antigénique négatif. Or, il y a une marge d'erreur significative pour le PCR, et une marge d'erreur bien plus grande (notamment de faux négatifs) pour les tests antigéniques. Ilq ne permettent pas de statuer sur une potentielle immunité protectrice, ni sur la contagiosité. Or, la contagion par le variant Delta est très rapide, un patient peut se révéler contagieux moins de 72 h après la contamination.

La liberté, c'est de passer au feu rouge ?

Dans certains pays, des gouvernements refusent de prendre des mesures, tandis que dans d'autres, il y a des manifestations réactionnaires s'opposant au port du masque et à la vaccination, au nom de la « liberté ».

Le noyau dur des manifestations agrège les obscurantistes anti-vaccins, les illuminés conspirationnistes, des partis xénophobes, des groupes fascistes. Les chefs affirment vouloir défendre la « liberté » contre la « dictature sanitaire ». En fait, il s'agir de la liberté de contaminer les autres.

En matière de santé publique, la règle n'est pas la liberté individuelle, mais la norme obligatoire. Un travailleur salarié ne choisit pas librement d'être affilié ou non à la Sécurité sociale, cette affiliation est obligatoire. Les parents ne choisissent pas librement de battre ou non leurs enfants, de les instruire ou non, de les soigner ou non. Dans l'intérêt de toute la population et des enfants eux-mêmes, certains vaccins sont obligatoires. En Europe, leur nombre est important (rougeole, tétanos, diphtérie, poliomyélite, hépatite B, coqueluche, oreillons, rubéole, méningocoque C, pneumocoque, influenza B) permettant d'augmenter la couverture vaccinale contre ces maladies.

Sur les lieux de travail et dans les villes, les règles de sécurité et d'hygiène ne sont pas optionnelles, elles s'imposent. La limitation de vitesse des véhicules n'est pas une option ; le port de la ceinture de sécurité est obligatoire pour tous les occupants d'un véhicule. Dans de nombreux pays, il est interdit de fumer dans les lieux publics fermés. Et l'utilisation de l'amiante dans les bâtiments est proscrite.

La « liberté individuelle » en matière de santé, en particulier quand le comportement individuel peut affecter les autres, relève de l'idéologie spontanée des grands bourgeois habitués à violer les règles sociales, de petits bourgeois dont la vie sociale dépend de la capacité à faire face à la concurrence, ainsi que du « lumpenprolétariat » asocial qui vit d'expédients ou de la délinquance. Elle s'oppose au combat séculaire du mouvement ouvrier pour protéger la santé des travailleurs.

Certes, tout mouvement social de grande ampleur commence dans une certaine confusion, mais leurs dirigeants sont fascisants ou fascistes, leur base est la petitebourgeoisie traditionnelle, leur « liberté »est la liberté de contaminer.

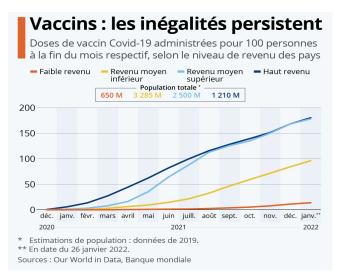
Ce sont les réactionnaires qui situent la vraie liberté dans l'individualité, dans le particularisme des individus, des localités, des provinces... (Friedrich Engels & Karl Marx, L'Idéologie allemande, 1845, III)

Dans les Balkans, l'influence des Églises chrétiennes orthodoxes et des partis fascisants nuisent à la vaccination et même aux gestes barrière. Par conséquent, les hôpitaux sont débordés en Serbie (où seulement 25 % de la population a reçu deux doses) et en Roumanie (35 %).

En Roumanie, l'extrême droite alimente aussi les opinions antivax. Un nouveau parti ultranationaliste et antieuropéen, l'Alliance pour l'union des Roumains (AUR), a organisé des manifestations contre le passe sanitaire, introduit en septembre, qui ont réuni le 2 octobre quelques milliers de personnes devant le siège du gouvernement pour protester contre la vaccination. Les militants antivax ont aussi trouvé des alliés au sein de l'Église orthodoxe, à laquelle 87 % des Roumains disent appartenir. (Le Monde, 22 octobre)

En Italie, lors de la manifestation anti-passe et antivaccin de Rome du 9 octobre, des bandes fascistes (Forza Nuova...) ont attaqué le siège de la principale organisation syndicale.

Samedi après-midi, à cinq heures et demie, le siège national de la CGIL [Confédération générale italienne du



janvier 2022 : seulement 55 % de la population mondiale ont reçu 2 doses de

Si c'est contre le Big Pharma ou le gouvernement en place, c'est bon ?

Dans les pays dominés, la plupart des organisations ouvrières ont réclamé la vaccination : comme, en juin 2021, le syndicat enseignant d'Afrique du Sud SADTU ou le syndicat des éboueurs SIEMACO-SP du Brésil.

Néanmoins, en Bulgarie, le Parti socialiste BSP (membre de l'Internationale « socialiste »), au lieu de réclamer la vaccination universelle, se prononce contre la passe sanitaire aux côtés du GERB (le parti-frère de la CDU-CSU, de l'ÖVP, de Forza Italia, de LR).

Dans plusieurs impérialistes, on a vu certains partis réformistes qui appliquent le « populisme de gauche » de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, ainsi que des centristes habitués à courir après tout ce qui se proclame « anti-impérialiste » ou « anti-gouvernemental », pactiser dangereusement avec les mouvements anti-confinement, anti-masque, anti-vaccin.

Les robertsonistes sont sortis d'un long silence le 1^{er} mai 2021 pour déclarer stupidement : « À bas les confinements ! » (LCI-QI, avril 2021).

Au Brésil, les morénistes du MRT (FTQI, représentée en Argentine par le PTS, en Espagne par la CRT, en France par le CCR-RP), ont répandu, comme Bolsnaro et Trump, l'idée fausse que l'hydroxychloroquine (HCQ) constituait une alternative aux gestes barrières et à la vaccination (Gilson Dantas, Esquerda Diário, 15 avril 2020, supprimé depuis sur le site).

En France, LFI soutient les manifestations des samedis des anti-vaccins et des anti-passe sanitaire. Son chef, loin de défendre l'obligation vaccinale, s'est au con-

Convois de la liberté: une contestation légitime

Le 12 février, 7600 participants aux « convois de la liberté », venus de toute la France, ont manifesté à Paris, malgré l'interdiction du préfet de police. Dans tout le pays, les manifestants étaient plus de 32000.

Contre eux, le gouvernement avait mobilisé 7500 policiers et gendarmes. Cas tex et Darmanin ayant appelé à la fermeté, des centaines de manifestants ont été verbalisés et cinquante-quatre interpellés. Des blindés

comme lors des manifestations des gilets jaunes à la fin de l'année 2018. Telle a été la réponse du gouvernement à la colère

Telle a été la réponse du gouvernement à la colère exprimée par ces manifestants, colère contre le passe vaccinal, mais aussi contre véhicule est hybride, il roule avec 45% de diesel et 55% de taxes», proclamait par exemple une pancarte pour dénoncer l'augmentation du prix du carburant. Cette colère est bien évidemment légitime.

Comme lors des manifestations de cet été, beaucoup d'opposants au passe sanitaire et à l'obligation vaccinale mettaient aus-

Lutte ouvrière, 16 février 2022

En plein été, la mobilisation contre le pass sanitaire s'étend depuis le 14 juillet

Samedi dernier, les mobilisations contre le pass sanitaire ont réuni plus de 200.000 personnes en France d'après le Ministère de l'Intérieur. Un chiffre qui exprime une dynamique d'élargissement continu du mouvement depuis le 14 juillet. En France, 200 rassemblements et manifestations ont ainsi eu lieu. Dans le même temps, le mouvement

traire placé sur le terrain de l'individualisme bourgeois

Ces marches du samedi sont hors norme en plein été... Sachons-le: un tel mouvement ne peut pas être « récupéré » par qui que ce soit. Il est sa propre fin politique. Comme nombre de mes amis Insoumis je lui porte considération et compréhension. (Jean-Luc Mélenchon, Facebook, 1er août 2021)

Pire, LO, le NPA, le CCR-RP, le POID, le POI et d'autres groupes qui se réclament frauduleusement du trotskysme soutiennent ces manifestations obscurantistes:

Il n'y a pas que des antivaccins dans ces manifestations, il y a une colère aussi qui s'exprime contre Macron. (Nathalie Artaud, LO, 19 juillet 2021).

L'indépendance de la classe ouvrière est nécessaire pour une véritable solution

Les ennemis de nos ennemis ne sont pas toujours nos amis. C'est cette logique stupide qui conduisit une aile du mouvement socialiste et une partie de l'anarchisme à soutenir en 1887 le général Boulanger, massacreur des communards en mai 1871, au nom de la lutte contre la 3e république antiouvrière. C'est cette logique stupide qui conduisit les staliniens du parti Tudeh et les castristes de l'organisation Fedayins du peuple iranien à soutenir l'ayatollah Khomeiny en 1978. C'est la même logique stupide qui conduit des centristes à soutenir les attentats islamistes contre les travailleurs. C'est la même logique stupide qui conduit les partis sociaux-démocrates, les anciens staliniens, des courants centristes (SP en Grande-Bretagne, LO en France...) à soutenir des actions de policiers contre les gouvernements en place.

Les organisations ouvrières doivent tracer une autre voie que celles de la bourgeoisie, de son État et ses collaborateurs :

- Vaccination gratuite de toute la population mondiale, fin des brevets sur les vaccins, collaboration internationale pour produire les vaccins et mettre au point les traitements curatifs!
- Recrutement de travailleurs dans la santé publique, augmentation des salaires, titularisation des précaires!
- Expropriation des grandes firmes capitalistes du médicament, des équipements médicaux, des cliniques et des maisons de retraite privées sous le contrôle des travailleurs!

24 octobre 2021 Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



CORFP

AFGHANISTAN: UNE DÉFAITE HISTORIQUE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN QUI NE PROFITE PAS AU PROLÉTARIAT

3 NOVEMBRE

La fuite du président afghan Ashraf Ghani vers les Émirats arabes unis à la mi-aout 2021, les hélicoptères américains évacuant leurs ressortissants de l'ambassade des États-Unis fin août sont les symboles de l'effondrement du gouvernement fantoche en place depuis 2014 et de l'échec des puissances impérialistes occidentales, en particulier les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et l'Italie.

La différence avec le Vietnam de 1975 est que le mouvement national était conduit par un parti qui reposait sur l'expropriation du capital au nord du pays et s'appuyait sur l'URSS et la Chine à économie collectivisée et planifiée. Non seulement le Parti « communiste » vietnamien et le FNL étaient capables de rallier la classe ouvrière, les paysans pauvres et une partie des intellectuels du pays divisé et occupé, mais, malgré son caractère bureaucratique et nationaliste, il avait stimulé -involontairementdans la citadelle alors incontestée de l'impérialisme mondial la révolte de la jeunesse étudiante et celle des travailleurs noirs.

La cause de l'indépendance et de l'unité de l'Afghanistan est aujourd'hui confisquée par les talibans, l'organisation des propriétaires fonciers, des mollahs et des chefs tribaux, ceux que Trotsky qualifiait comme « les éléments les plus sinistres et les plus réactionnaires, imbus des pires préjugés panislamiques » (Discours à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient, 21 avril 1924). Un tel paradoxe s'explique par la restauration du capitalisme à l'est de l'Europe, en Russie, en Chine et au Vietnam à la fin du 20° siècle, ainsi que par l'incapacité du parti stalinien d'Afghanistan à conduire une révolution sociale et à exproprier les classes possédantes locales en 1973-1979.

1944-1978 : un État hétérogène écartelé entre Etats-Unis et URSS

Le pays dont les frontières sont issues du partage au 19° siècle de la région entre empire britannique et empire russe est hétérogène : plusieurs langues proches de la famille perse : dari, pachto du nord, pachto du sud ou de la famille turque : ouzbek du sud, turkmène et plusieurs religions : majorité musulmane sunnite, minorité musul-

mane chiite, des bouddhistes, des indous, des sikhs...

En 1973, la population est d'un peu plus de 12 millions d'habitants. Environ 100 000 travaillent dans des entreprises industrielles, 300 000 dans de petites entreprises artisanales et le reste vit tant bien que mal de l'agriculture. Celle-ci dépend majoritairement de l'irrigation, si bien que 4 % de la population a la mainmise sur 40 % des terres arables, ce qui est justifié par le clergé, très majoritairement musulman.

L'université est le théâtre d'affrontements violents entre réactionnaires cléricaux et nationalistes progressistes. Les islamistes (Burhanuddin Rabbani, Ahmad Shah Massoud, Gulbuddin Hekmatyar...) sont structurés dans le Jamiat (Société islamique). Les staliniens (Mir Akbar Khyber, Babrak Karmal et Nur Muhammad Taraki...) fondent en 1965 le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) qui rassemble des jeunes aux aspirations révolutionnaires et des opportunistes aux appétits carriéristes. Malheureusement, le parti est sous l'influence de l'URSS voisine. Sa stratégie officielle est la « révolution par étapes » et le « front uni anti-impérialiste » : réaliser une révolution démocratique en alliance avec la bourgeoisie nationale, son but pratique est de neutraliser l'Afghanistan au tuent Daoud et remettent le pouvoir au PDPA.

La population de Kaboul manifeste en masse sous le drapeau rouge. Le gouvernement Brejnev de l'URSS est pris au dépourvu. La Révolution saur (saur pour avril) n'est pas le fruit d'un coup d'État planifié de main de maitre, mais une simple affaire de circonstances. Il n'y a pas de révolution rurale qui conforterait le début de la révolution urbaine qui, elle-même, est limitée par l'absence de soviets et par la nature du PDPA. Celui-ci s'inscrit dans la lignée du nationalisme bourgeois (type Gandhi en Inde, Nasser en Égypte, Sukarno en Indonésie, Perón en Argentine...) et reste sous forte influence de l'URSS depuis sa création. Une transformation socialiste de l'Afghanistan n'est pas son objectif.

La République démocratique d'Afghanistan est instaurée. Taraki (PDPA-Khalq) devient président du Conseil révolutionnaire, Karmal (PDPA-Parcham) est viceprésident, Amin (PDPA-Khalq) est ministre des affaires étrangères. Il n'y a pas une seule femme au gouverne-

Outre l'adoption du drapeau rouge, le gouvernement Taraki-Karmal prend des mesures progressistes : abolition de l'usure, égalité juridique des hommes et des femmes, interdiction des mariages forcés, limitation de la dot, campagne d'alphabétisation, reconnaissance des langues minoritaires, distribution de la terre... Mais le gouvernement se révèle incapable de susciter un mouvement paysan, d'autant qu'il laisse les exploiteurs ruraux maîtres de l'irrigation, ce qui rend caduque toute loi de distribution des terres.

1978-1992 : la contre-révolution des « moudjahidines »

Ces mesures mettent les propriétaires fonciers, les chefs de clans et les 300 000 membres du clergé islamique dans une colère noire. La réforme agraire et l'émancipation des femmes dressent contre elles toute la contre-révolution islamiste, qu'elle soit théocratique ou monarchiste, sunnite ou chiite, pachtoune ou hazarae : Hezb-e-Islami Gulbuddin (Parti islamique de Hekmatyar), Jamaat-e-Islami (Société islamique de Rabbani et Massoud), Jebh-e-Nejat-e Melli (Front national de libération de Modjadeddi), Harakat-e enqetab-e Islami (Mouvement de la révolution islamique de Mohammedi), Mahaz-e-Melli-e-Islami (Front national islamique de Gailani), Choura-eettefaq (Conseil de l'unité islamique de Behechti), Harakat-e-Isami (Mouvement islamique Mosseni), etc. Ils appellent les « moudjahidines » (combattants) au « djihad » (guerre sainte) menée contre « les impies » et « les communistes ». Certains régiments se rallient aux islamistes.

Des services secrets, dont l'ISI du Pakistan, le GIP d'Arabie et la CIA des États-Unis (avec l'approbation de Carter, Parti démocrate), fournissent les armes et des moyens de communication. Les réseaux islamistes internationaux qui leur sont liés fournissent de l'argent et des volontaires. Tous les fondateurs d'Al-Qaida (dont l'héritier d'une grande famille capitaliste d'Arabie saoudite, Ben Laden) débutent à ce moment-

Le gouvernement bourgeois modernisateur répond à cette contestation grandissante par des moyens militaires. L'armée bombarde les villages réfractaires sans faire de distinction entre vassaux exploités et seigneurs féodaux, paysans et imams.





Drapeau de la République démocratique d'Afghanistan en 1978, à gauche et en 1980, à droite

En juillet 1978, le gouvernement, impuissant à vaincre la contre-révolution, se fracture. Le PDPA-Parcham veut revenir sur certaines réformes et passer un compromis avec la bourgeoisie nationale que représentait Daoud. Le PDPA-Khalq le purge : les chefs de Parcham sont exilés, leurs partisans emprisonnés ou tués. En décembre 1978, Taraki signe avec Brejnev un traité d'amitié. En mars 1979, il demande à Kossyguine l'envoi de troupes qu'il refuse. Le PDPA-Khalq lui-même éclate : Taraki, sous l'influence des conseillers russes, démet Amin en septembre 1979. Mais celui-ci mène un putsch victorieux et assassine le « grand chef » en octobre. Dans ces conditions, le soutien populaire dans les villes s'effondre. Par contre, les djihadistes sont stimulés par la contre-révolution islamiste en Iran.

1979-1989 : l'intervention de l'URSS

En décembre 1979, le gouvernement de l'URSS, qui craint de voir l'Afghanistan voisin tomber sous la coupe de l'impérialisme américain et de voir le djihad contaminer ses propres territoires d'Asie centrale, envoie des troupes. Le KGB et les forces spéciales russes liquident Amin et bon nombre de membres du comité central du PDPA-Khalq (opération Chtorm-333).

S'alignant sur les puissances impérialistes de l'époque, les partis sociaux-démocrates et travaillistes condamnent l'intervention de l'URSS. Ils sont suivis par tous les maoïstes du monde, plusieurs partis « communistes » vendus à leur propre bourgeoisie depuis 1935 et la plupart des courants issus de la décomposition de la 4e Internationale après la 2e guerre mondiale : cliffistes (SWP/Grande-Bretagne britannique, SR/Égype...), pablistes-morénistes (PTS/Argentine, PSTU/Brésil...), (POID/France, POI/France, PT/ lambertistes Algérie...), grantistes (SP/Grande-Bretagne, Salt/Etats-Unis, El Militante/Espagne....), pablistes-mandéliens (NPA/France, PST/Algérie, SR/Grande-Bretagne...), hardystes (LO/France...), etc.

Comme s'il était possible d'être neutre dans un conflit opposant un gouvernement qui mène une réforme agraire et l'émancipation des femmes à la réaction féodale et cléricale qui s'y oppose férocement, qui veut broyer toutes les organisations ouvrières.

Il convient d'avoir en vue la nécessité pour les partis communistes d'aider les mouvements révolutionnaires d'émancipation des pays les plus arriérés... Il est aussi nécessaire de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux, la nécessité de combattre





Drapeau de l'État islamique d''Afghanistan en 1992, à gauche et de l'Émirat islamique d'Afghanistan en 1997 et 2021 à droite

juste titre la menace islamo-fasciste.

le panislamisme et autres courants analogues. (2° congrès de l'Internationale communiste, Thèses sur les questions nationale et coloniale, juillet 1920)

Le prolétariat soutient et fait siennes des revendications partielles comme la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées. (4° congrès de l'Internationale communiste, Thèses sur la question d'Orient, novembre 1922)

Comme s'il était possible d'être neutre dans un conflit opposant de fait un État ouvrier, aussi dégénéré étaitil, à des bandes contre-révolutionnaires armées par l'impérialisme dominant.

Tout en menant une lutte inlassable contre l'oligarchie de Moscou, la 4^e Internationale rejette catégoriquement toute politique qui aiderait l'impérialisme contre l'URSS. (Conférence de la 4^e Internationale, Manifeste, mai 1940)

Prendre parti contre les djihadistes et les Etats-Unis ne signifie pas approuver la politique des gouvernements de l'Afghanistan et de l'URSS, pas plus que la 4º Internationale ne couvrait la bureaucratie de l'URSS et Staline en 1940. En 1979, l'oligarchie à la tête de l'URSS craint plus la révolution (qui pourrait s'étendre à son propre prolétariat) que la réaction islamiste. Elle s'efforce seulement de préserver un Afghanistan allié à ses frontières. L'effectif maximal de l'armée soviétique (110 000 soldats) est bien inférieur à celui envoyé en 1956 écraser la révolution prolétarienne en Hongrie (environ 200 000).

Le Kremlin met en place un gouvernement Karmal (PDPA-Parcham) et confie la police politique à Mohammad Najibullah (PDPA-Parcham). Les conséquences de ce coup d'État sanglant vont renforcer encore un peu plus la crise : beaucoup de soldats, y compris des anciens du PDPA, désertent pour rejoindre la contre-révolution islamiste ou s'exiler.

En 1986, Reagan livre une arme sophistiquée, les missiles anti-aériens Stinger, aux moudjahidines, ce qui leur permet d'abattre des centaines d'hélicoptères d'attaque sophistiqués. L'armée afghane et l'armée russe perdent leur atout militaire, le contrôle du ciel. Des cartels de l'opium alimentent en héroïne des soldats russes, mais surtout le marché mondial, au moment où l'État américain décrète la guerre à la drogue dans ses frontières et en Amérique latine.

En 1986, Brejnev remplace Karmal par Najibullah. En 1987, le nouveau gouvernement PDPA-Parcham change le drapeau pour lui conférer une coloration musulmane, revient sur la collectivisation des terres, construit plus de 100 mosquées, tente de mettre sur pied un clergé sous le contrôle de l'État, réintroduit la religion dans l'enseignement, rappelle des responsables monarchistes et intègre des chefs tribaux, etc. Malgré tout, la République démocratique d'Afghanistan survit trois ans car elle bénéficie encore du soutien de la majorité de la population citadine, qui craint à

Sans parti prolétarien, donc dépourvue ans d'une stratégie communiste internationaliste et d'une perspective démocratique et laïque sérieuse, la classe ouvrière est muselée, incapable de prendre la tête de tous les exploités et opprimés. Le pays est ravagé, avec un

est muselee, incapable de prendre la tête de tous les exploités et opprimés. Le pays est ravagé, avec un million de morts et autant de déplacés. L'URSS commence elle-même à se déliter. En 1989, Reagan refuse tout compromis sur l'Afghanistan à Gorbatchev qui retire les troupes.

1992-2001 : de l'État islamique au califat

En avril 1992, les chefs de guerre islamistes, coalisés sous la pression de la CIA et de l'ISI pakistanaise, renversent le régime nationaliste laïque, assassinent Najibullah et instaurent l'État islamique d'Afghanistan. Burhanuddin Rabbani est président, Hamid Karzaï et Abdullah Abdullah font partie du gouvernement islamiste reconnu par tous les États impérialistes. Aussitôt, les différentes fractions réactionnaires s'affrontent durant quatre ans. Le désordre s'étend à la zone frontalière du Pakistan.

En 1996, le mouvement des talibans (taliban veut dire séminariste) de Mohammed Omar, le plus obscurantiste des djihadistes et le plus cohérent, appuyé par le Pakistan, réussit à supplanter ses rivaux. Il prend le pouvoir en 1996 et unifie le pays. Seul le Front uni islamique et national pour le salut de l'Afghanistan (dit « Alliance du Nord » dans la presse occidentale) de Massoud conserve un territoire au nord-est, dans la vallée du Panchir. La justice rendue au nom de la charia et le rétablissement de l'ordre séduisent les proprié-

Troops out of Afghanistani

Socialist Worker, SWP, 12 janvier 1980

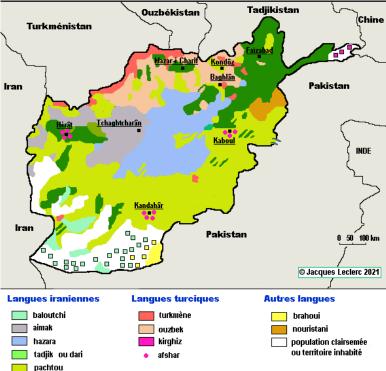
Aujourd'hui, les troupes russes occupent l'Afghanistan et ne s'opposent qu'à la population. Pour Marchais ça ne fait rien : Vivent les Russes toujours.

Les troupes russes sont là-bas une véritable armée d'occupation et font en Afghanistan ce que les Américains n'ont pas osé faire en Iran. Ça ne gêne pas Marchais, c'est encore : Vivent les Russes.

Lutte ouvrière, UC,19 janvier 1980

Las tropas soviéticas han cumplido ya cinco años de ocupación de Afganistán violando groseramente los principios de autodeterminación e independencia de esa nación. Esta es una guerra criminal que desacredita al estado obrero de la URSS ante las masas del mundo y da múltiples pretextos al imperialismo para aparecer del lado del pueblo afgano contra las tropas invasoras. El

Groupes ethnolinguistiques de l'Afghanistan



taires des zones rurales et même citadines, lassés du désordre induit par les querelles entre les cliques de moudjahidines. Le mouvement des talibans instaure l'Émirat islamique d'Afghanistan soutenu par les Etats-Unis qui oublient opportunément la démocratie et le sort des femmes.

Le sport, la musique, le théâtre, le cinéma, la télévision... sont interdits. Les petits voleurs sont amputés. Le régime islamo-fasciste interdit les organisations ouvrières, tue les militants communistes, persécute les minorités chiites (en août 1998, à Mazâr-e Charîf, dans le Nord du pays, des milliers de Hazaras sont massacrés). Les femmes sont assignées à résidence, ne pouvant sortir qu'avec un parent masculin. Les filles n'ont plus accès à l'enseignement. Les femmes adultères sont lapidées. Les opposants politiques et les homosexuels sont arrêtés, torturés, exécutés publiquement.

En septembre 2001, le réseau djihadiste Al-Qaida, dont l'état-major est abrité par l'Émirat islamique, organise des attentats exécutés par des fanatiques saoudiens sur le territoire des États-Unis. En septembre 2001, Al-Qaida assassine le chef du Front uni islamique et national (« Alliance du Nord »), Massoud

2001-2021: l'occupation américaine

Le 7 octobre 2001, une coalition de l'OTAN conduite par le gouvernement américain (Parti républicain) envahit l'Afghanistan. Appuyée par plusieurs chefs de guerre moudjahidines évincés par les talibans, elle triomphe facilement. Participent à la coalition, la France dont le gouvernement est dirigé par le PS et inclut le PCF; l'Allemagne qui est dirigée par le SPD (en coalition avec les Grünen); la Grande-Bretagne, dont le gouvernement est exclusivement du Parti travailliste; la Belgique dont le gouvernement comprend

le PS francophone et le SP néerlandophone...

Sur la base de la Force internationale d'occupation (FIAS), Bush fils entreprend de mettre sur pied un régime à sa convenance : accord de Bonn en décembre 2001 et conférence de Tokyo en janvier 2002. Le gouvernement est remis provisoirement à Karzaï, devenu un agent de la CIA. L'ONU convoque en mars 2002 une Loya Jirga (qui tient lieu d'assemblée constituante), pas issue du suffrage universel, qui réunit 1 600 délégués : des associations (ONG), des corporations, Karzaï et sa famille de trafiquants de drogue, l'ancien roi Zaher Shah, des chefs de guerre islamistes (Front uni islamique et national, Jamiati Islami, Harakat-I Islami-vi Afghanistan...). 800 délégués signent une pétition pour désigner Zaher comme chef de l'État, ce qui n'est aucunement l'intention du gouvernement américain. À force de pression, de corruption et de menaces, Karzaï est désigné chef du gouvernement pour deux ans.

En 2004, il instaure la République islamique dont la devise est : « Il n'y a de divinité qu'Allah et Mahomet est son messager ». Selon la constitution, le président est désigné au suffrage universel direct. Karzaï est élu en 2004, puis réélu en 2009. Ashraf Ghani, mal élu face à Abdullah Abdullah, lui succède en 2014. Ghani est réélu en 2020 contre Abdullah qui établit un gouvernement parallèle avant d'accepter de partager le pouvoir avec son rival.

Dès 2006, les djihadistes (talibans et EI-Daech) reprennent la guérilla contre l'armée officielle mise sur pied par l'OTAN dans les campagnes et multiplient des attentats-suicides dans les villes, majoritairement contre les troupes d'occupation et les forces gouvernementales, mais aussi visant délibérément les civils. Les habitants des campagnes sont victimes des liquidations arbitraires par les troupes américaines au sol et des bombardements occidentaux par avion ou par drone.

Les talibans encouragent la culture du pavot et le trafic de l'opium, branchés sur le capitalisme criminel mondialisé, sans être gênés que le Coran condamne l'usage de toute drogue. Outre le détournement des fonds occidentaux, les politiciens, les officiers et les fonctionnaires se livrent à des activités mafieuses. La masse de la population ne veut pas risquer sa vie pour un tel gouvernement.

De nombreux soldats de l'armée de métier américaine rentrent handicapés ou traumatisés. Il y a plus de suicides que de tués au combat. Le coût de l'occupation de l'Afghanistan pour les États-Unis depuis 2001 se monte à 2 260 milliards de dollars au total. L'orientation de l'impérialisme américain est de se réaxer, faute de moyens, autour du pivot Asie-Pacifique, désigner clairement l'impérialisme chinois non seulement comme son concurrent principal mais comme son ennemi mortel. Le président Obama (Parti démo-

crate) entame le retrait échelonné des troupes. Trump (Parti républicain) négocie avec les talibans, sans se soucier du sort des femmes qui avait servi, avec les attentats, de prétexte à l'invasion. Les talibans ont le champ libre pour intensifier leur offensive alors que l'armée officielle se démoralise.

2021 : la victoire des éléments les plus sinistres et les plus réactionnaires

Le 29 février 2020, Trump signe avec les talibans les accords de Doha, ratifiant la fin de la présence militaire américaine. Biden (Parti démocrate) accélère le retrait qu'il fixe au 31 août 2021. Ce qui n'était prévu par personne, c'est l'effondrement de l'armée officielle. Les guérillas islamistes récupèrent le matériel et l'armement des troupes gouvernementales en déroute, s'emparent des capitales régionales et se rapprochent de Kaboul. La façade pieuse et anti-impérialiste qu'ils se forgent leur permet de recruter dans d'autres ethnies que les Pachtounes, notamment chez les Tadjiks et les Ouzbeks, même si cela reste une minorité.

La chute du régime surprend par sa rapidité les talibans eux-mêmes, qui se retrouvent maîtres de Kaboul le 15 août. Cela met en difficulté les alliés des États-Unis. L'impérialisme américain, qui s'est aveuglé lui-même sur la solidité de ce qu'il avait construit à coups de milliards, n'en a cure désormais.

Les talibans utilisent la terreur, l'obscurantisme et la charia pour le plus grand profit du clergé, des propriétaires terriens, des trafiquants, des quelques capitalistes locaux et des impérialistes qui les soutiennent. Le gouvernement taliban enlève, bat et assassine des journalistes, des fonctionnaires et des membres d'ONG. Il chasse les collégiennes et les lycéennes des lieux d'études. Il protège toujours Al-Qaida mais il n'arrive pas à supprimer la surenchère de son rival Daech qui multiplie des attentats qui ciblent les musulmans chiites.

Le dernier conflit a causé 241 000 morts, dont plus de 71 000 civils et des millions de déplacés. La situation économique léguée par le régime antérieur est catastrophique : en 2020, le PIB du pays s'élevait à 19,81 milliards d'euros dont 43 % d'aide internationale. La guerre et la corruption ont affaibli les infrastructures. En outre, la sècheresse sévit depuis 2018. Les réserves de la Banque centrale afghane étant détenues aux États-Unis, elles sont inaccessibles à l'émirat. La situation alimentaire et sanitaire est extrêmement précaire.

L'Afghanistan possède d'abondantes réserves de lithium, d'uranium, de pétrole, de charbon, de gaz et d'or. Le retrait des Etats-Unis excite les appétits impérialistes de ses rivaux russe et chinois. Au plan régional, il affaiblit l'Inde mais renforce l'Iran et le Pakistan.

Doter le prolétariat d'Asie centrale d'un parti et d'une stratégie

Les travailleurs conscients se réjouissent du camouflet infligé à l'impérialisme le plus puissant mais ne peuvent que s'inquiéter du retour au pouvoir des pires ennemis locaux de la démocratie et de la classe ouvrière.

Le gouvernement taliban, comme tous les régimes islamistes (Arabie saoudite, Iran, bande de Gaza, ex-État islamique d'Irak et du Levant...), n'est pas réellement anti-impérialiste. Il ne met pas en cause le capitalisme mondial, mais s'y inscrit. Les talibans ont été armées, soignés et renseignés par le Pakistan. Ils ont été financés par les monarchies du Golfe, l'Iran et le Pakistan. Ils sont des acteurs importants des circuits internationaux de drogue. Ils sont les défenseurs de l'exploitation des travailleurs des campagnes et des villes. Ils seront contraints de se soumettre à telle ou telle puissance capitaliste pour survivre.

Les catastrophes successives subies par les peuples d'Afghanistan confirment de manière cruelle la stratégie de la révolution permanente. À l'époque du déclin du capitalisme, même dans les pays colonisés ou semicolonisés, la bourgeoisie de souche (du nouveau califat au PDPA, en passant par la monarchie constitutionnelle et les fantoches façon Karzaï), à cause de ses liens avec les exploiteurs agraires et de sa soumission à telle ou telle bourgeoisie dominante, se révèle incapable d'accomplir les tâches nationales et démocratiques : réforme agraire, libertés fondamentales, indépendance réelle, unité nationale, etc.

L'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. Ce qui signifie à son tour que la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résout, en premier lieu, les tâches de la révolution démocratique. (Lev Trotsky, Thèses sur le révolution permanente, novembre 1929)

Au lendemain de la chute du régime, des femmes travailleuses ont manifesté avec courage dans les principales villes contre la terreur des barbus. La seule force sociale qui soit réellement anti-impérialiste, car anticapitaliste, est la classe ouvrière, quels que soient le lieu de vie, la nationalité, la couleur de peau, les convictions, le sexe, l'âge ou l'orientation sexuelle de ses membres. Contre la réaction patriarcale, tribale, féodale et cléricale, la classe ouvrière afghane, la population laborieuse des villes et des campagnes, la jeunesse, les femmes, doivent s'organiser de manière clandestine en comités de quartiers, de villages, d'université, en syndicats, au sein d'une organisation véritablement communiste, pour se défendre, y compris en s'armant, et préparer la revanche. Ce combat est indissociable de la lutte pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, pour un gouvernement ouvrier et paysan en Afghanistan, pour la fédération socialiste des peuples d'Asie centrale.

> 3 novembre 2021 Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



CORFP

SOLIDARITÉ AVEC LE SGP/ALLEMAGNE

15 NOVEMBRE

Le 18 novembre, le procès du Sozialistischen Gleichheitspartei (Parti de l'égalité socialiste, SGP) contre la République fédérale d'Allemagne s'ouvre devant le tribunal administratif de Berlin. Le parti se défend contre son observation par les services secrets et sa désignation dans le chapitre « extrémisme de gauche » du rapport sur la protection de la constitution.

La publication des noms d'organisations ou de publications dans le rapport sur la protection de la Loi fondamentale (Constitution de la RFA) équivaut à une invitation à ne pas soutenir les personnes citées ou à ne pas participer à des initiatives communes avec elles. Dans le cas du SGP, il est particulièrement paradoxal que l'on affirme en même temps que leurs activités sont strictement légales. Il s'agit donc d'une tentative d'intimidation.

Le SGP n'est qu'une des nombreuses organisations, initiatives et même journaux (junge Welt) qui sont tombés dans le collimateur des services secrets allemands comme « extrémistes de gauche » parce qu'ils se réfèrent positivement à Marx et au marxisme.

Par exemple, le gouvernement allemand a répondu à une protestation de junge Welt contre l'espionnage d'État par la déclaration suivante : « Ainsi, la division d'une société selon la caractéristique de l'appartenance à une classe orientée vers la production est en contradiction avec la garantie de la dignité humaine ». La réponse du gouvernement à la plainte du SGP est que « la pensée en catégories de classes » et la « croyance en l'existence de classes concurrentes irréconciliablement opposées » sont anticonstitutionnelles et justifient donc la surveillance de l'État. Dans le Verfassungsschutzbericht 2020 (rapport sur la protection de la Constitution 2020), il est dit ouvertement : « Le SGP se fonde sur une pensée de classe marxiste incompatible avec la Loi fondamentale, ainsi que sur une propagation de la lutte des classes ».

Il n'est donc pas surprenant que pour les gardiens de la

Constitution bourgeoise, même la participation électorale de partis invoquant le marxisme soit suspecte : « Les partis d'extrême gauche participent régulièrement aux élections au niveau fédéral ou au niveau des Lands. La participation aux élections leur donne l'occasion de s'adresser directement aux anciens et aux nouveaux partisans lors de la campagne électorale, de les endoctriner avec des thèmes et des fragments idéologiques d'extrême gauche et de recruter de nouveaux membres ».

Toutes les organisations du mouvement ouvrier doivent rejeter fermement le délit d'opinion, car c'est de cela qu'il s'agit. Dans les années 1970, de telles arguties ont servi de base à des interdictions d'exercer une profession à l'encontre de membres d'organisations de travailleurs et de jeunes. Tous les universitaires sérieux doivent également s'élever contre cette justification des politiques de surveillance de l'État, d'autant que certains d'entre eux reconnaissent l'existence de classes sociales dans leur domaine de recherche et d'enseigne-

Partout dans le monde, les gouvernements réactionnaires tentent de restreindre la liberté d'expression des exploités par des interdictions ou des obstructions (par exemple, « l'interdiction des symboles communistes » en Pologne).

Solidarité avec toutes les organisations et tous les médias du mouvement ouvrier en Allemagne visés par l'espionnage de l'Office pour la protection de la Constitu-

Ne touchez pas à la liberté d'organisation, de réunion et d'expression des organisations de travailleurs!

> 15 novembre 2021Collectif révolution permanente (Autriche, Espagne, France, Turquie)



EN FINIR AVEC LA POLITIQUE CRIMINELLE DES ÉTATS D'EUROPE ENVERS LES MIGRANTS

15 DÉCEMBRE

La bourgeoisie décadente recherche des boucs émissaires

Avec les crises économiques mondiales à la fin du 20° siècle et la réapparition du chômage de masse dans les centres impérialistes y ont considérablement renforcé les tendances complotistes, nationalistes et racistes qui désignent d'une manière ou d'une autre l'étranger comme bouc émissaire, comme coupable de la détérioration de la situation : « virus chinois », « finance cosmopolite », « Europe », immigrés, musulmans...:

- Les partis « démocratiques » de la bourgeoisie : RP aux Etats-Unis, CP en Grande-Bretagne, CDU-CSU en Allemagne, LR en France, PiS en Pologne, FIDESZ-MPP en Hongrie, PP en Espagne, ÖVP en Autriche... sont devenus encore plus nationalistes et plus réactionnaires;
- Des partis bourgeois xénophobes : Vox en Espagne, Liga en Italie, RN en France, Reform UK (ex-UKIP) en Grande-Bretagne, FPÖ en Autriche, PVV aux Pays-Bas, AfD en Allemagne, NVA en Belgique... sont apparus sur leur droite ;
- Des groupes fascistes attaquent de nouveau les migrants, les minorités et les organisations ouvrières aux Etats-Unis et en Europe.

La campagne menée en 2016 pour la sortie du Royaume-Uni a été un exemple de cette démagogie répugnante. L'aile Boris Johnson du Parti conservateur et l'UKIP de Nigel Farage ont ciblé l'immigration issue d'Europe centrale et ont attribué à l'Union européenne la dévastation du système public de santé (opérée par les gouvernements britanniques précédents). La plus grande partie des populations déplacées par la catastrophe écologique, la sècheresse, la guerre, la famine, la persécution, la misère vont dans d'autres régions de leur État ou dans un État voisin, lui-même sous-développé. Par exemple, la plupart des réfugiés rohingya de Birmanie ont fui vers le Bangladesh, la plupart de déplacés de la RD du Congo est a l'intérieur du pays, la majorité des réfugiés arabes et kurdes de Syrie sont en Syrie ou allés en Jordanie, au Liban ou en Turquie, la plupart des émigrés de la Colombia et Venezuela se retrouvent en Amérique latine, de nombreux ressortissants d'Éthiopie passent actuellement en Érythrée et au Soudan

Une minorité tente sa chance en tentant de gagner les centres impérialistes, parfois pour rejoindre de la famille. Chaque mois, des réfugiés, victimes de guerres causées ou entretenus par les grandes puissances ou leurs alliés, et des travailleurs, paupérisés par la destruction de leurs moyens de subsistance traditionnels et le pillage de leurs ressources naturelles causés par le capitalisme mondial, meurent dans le désert au sud des Etats-Unis, dans la forêt d'Europe centrale, dans la mer des Antilles, dans la Manche, dans l'Atlantique au large des Canaries, et surtout en Méditerranée...

L'Union européenne et la Grande-Bretagne piétinent les principes démocratiques

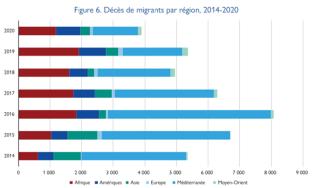
Les capitaux circulent librement. Les grands capitalistes de toute nationalité qui se déplacent en yacht et en jet privé sont reçus partout à bras ouverts.

Par contre, la plupart des États, même ceux qui se réclament de la démocratie, restreignent les déplacements des

étrangers quand ils sont pauvres. Ils les jettent dans des camps de rétention alors qu'ils n'ont commis aucune faute. Ils dressent des barbelés et des murs. D'autres États utilisent les migrants comme moyen de pression pour lever des sanctions (Biélorussie), pour contrôler un territoire (Maroc) ou obtenir de l'argent (Turquie). Aux multiples armées, polices et douanes nationales, l'Union européenne a ajouté en 2004 une force conçue spécialement pour refouler les migrants, Frontex. S'apprêtant à prendre la présidence de l'UE, Macron appelle à restreindre l'espace Schengen et à renforcer Frontex afin « que l'Europe sache protéger ses frontières » pour mieux en interdire l'accès aux migrants. Actuellement, le Royaume-Uni et la France, qui se disputent les zones de pêche, laissent mourir les êtres humains qui veulent franchir la Manche. Macron envoie la police détruire les camps des migrants tandis que Johnson fait adopter la loi « nationalité et frontières », encore plus restrictive, (Nationality and Borders Bill, 13 décembre).

Le 24 novembre, des migrants ont utilisé leurs téléphones pour appeler à l'aide alors que leur canot pneumatique était en train de couler... Dans une vidéo rendue publique le 29 novembre, l'un des deux survivants, Mohammed Shekha Ahmad, originaire du Kurdistan irakien, explique : « Nous avons appelé la police française, nous avons envoyé notre localisation. Ils nous ont dit : vous êtes dans les eaux anglaises, appelez les Anglais. Nous avons appelé les Britanniques, ils nous ont dit d'appeler les Français » (Independent, 29 novembre ; Le Monde, 10 décembre). En vain, 27 personnes sont mortes.

Le gouvernement français de Macron-Castex accuse alors les passeurs tandis que le gouvernement de Johnson reproche à l'État français de ne pas empêcher les départs de la côte française. En fait, ce sont les « politiques migratoires » et le durcissement des contrôles étatiques qui créent le métier de passeur et qui rendent le franchissement des frontières toujours plus risqué.



Organisation internationale pour les migrations (ONU), La Migration et les migrants dans le monde, 1 décembre 2021

Que l'on soit né ici ou ailleurs, une seule classe ouvrière!

Face à la répression étatique grandissante qui n'empêche pas les migrations mais divise et affaiblit dans chaque pays la classe ouvrière, la responsabilité des partis d'origine ouvrière et des syndicats de salariés est de lutter pour l'unité du prolétariat, citoyens ou étrangers, avec ou sans papiers, quelle que soit les croyances.

- Des titres de séjour pour tous les réfugiés, travailleurs étrangers et étudiants séjournant durablement dans un pays!
- Mêmes droits pour tous les travailleurs résidant dans un pays!
- Fermeture immédiate de tous les centres de rétention d'étrangers
- Liberté pour les réfugiés, pour les travailleurs, pour les étudiants de circuler et de s'établir où ils le

Ces revendications ne peuvent être satisfaites que par des gouvernements des travailleurs, seuls capables de renverser le capitalisme, de confier l'économie aux producteurs, d'édifier les États-Unis socialistes d'Europe comme un pas vers le socialisme mondial.

15 décembre 2021

Collectif révolution permanente (Autiche, Espagne, France, Turquie)



GMI LA CRISE DU NPA **30 MARS**

Notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat. (4e Internationale, Manifeste, mai 1940)

Cent trotskysmes? Mille marxismes? (1949-2008)

Dans les années 1950-1970, le Parti communiste français (PCF), hégémonique dans le mouvement ouvrier français, satellise le PCI-JCR-LC-LCR et VO-LO, deux courants officiellement « trotskystes » qui se comportent à l'époque comme des fractions externes « du parti ». La différence entre ces deux mouvances est que l'une (Lutte ouvrière) est née en 1956 comme une secte nationale fondée par Hardy qui n'a jamais appartenu à la 4e Internationale. Tandis que l'autre (Ligue communiste révolutionnaire) vient de l'adaptation, à partir de 1949, de la direction de la 4e Internationale d'après-guerre (Michel Pablo, Ernest Mandel, Pierre Frank...) à ce qui a du succès (Tito, Mao, Ben Bella, Castro...).

La révolution permanente n'est plus pour eux la stratégie consciente de l'internationale ouvrière dont il faut doter le prolétariat mondial, mais un processus objectif qui peut être accompli par d'autres forces sociales (paysannerie, petite-bourgeoisie urbaine, bureaucratie d'un Etat ouvrier dégénéré) et dirigé par d'autres courants politiques (un parti stalinien, un mouvement nationaliste du « monde colonial et semi-colonial », un parti travailliste ou social-démocrate dans les centres impérialistes si on le pousse suffisamment).

Nahuel Moreno et Ted Grant sont deux comparses, respectivement en Argentine et en Grande-Bretagne, du révisionnisme pabliste qui détruit la 4e Internationale comme organisation communiste en 1951-1953.

Le dogme que la classe ouvrière est l'unique classe qui puisse accomplir les tâches démocratiques est faux... Le maoïsme ou la théorie de la guerre de guérilla est la réfraction particulière, dans le champ de la théorie, de l'étape actuelle de la révolution mondiale. (Moreno, La Revolución Latinoamericana, PO, mars 1962)

Castro est un génie. (Moreno, Estrategia, septembre 1964)



Lénine par Oscar Zarate

Cependant, le stalinisme entre en crise finale à la fin du 20e siècle avec l'implosion de l'URSS et la restauration du capitalisme par la bureaucratie du Kremlin.

En 1988, la LCR fait campagne pour l'ancien dirigeant du PCF Juquin, sur une ligne réformiste. En 1994, elle participe avec celui-ci à la fondation de la Convention pour une alternative progressiste. Mais la CAP est phagocytée par les Verts.

En 1995, le chef de LO Hardy refuse d'ouvrir la perspective d'un parti révolutionnaire, alors que Laguiller obtient 5,3 % des voix à l'élection présidentielle. En 1997, il expulse de LO ceux qui en sont partisans, dont les sections de Bordeaux et Rouen. Ces derniers forment Voix des travailleurs (VdT) qui rejoint la LCR en 2000.

En 2001, tous les courants pablistes (« Quatrième internationale » mandéliste, « Fraction trotskyste-Quatrième internationale » moréniste...) soutiennent le Forum social mondial antimondialisation parrainé par des réformistes (PT brésilien, PRC italien...), des écologistes et des clergés chrétiens.

En 2001, Bensaïd enterre la revue de la LCR, Critique communiste, au profit de Contretemps. La nouvelle publication ne fait plus référence à la LCR, suivant l'exemple de Viento Sur, fondé en 1991 par son ami Romero après qu'il eût liquidé la LCR espagnole. Contretemps comporte une rubrique « Mille marxismes » qui présente le stalinisme comme un « marxisme » (André Tosel, Contretemps, janvier 2009).

La 4e Internationale du temps de Trotsky s'opposait au stalinisme.

Le passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contrerévolutionnaire dans le monde entier ont créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. Sous l'étiquette de la révolution d'Octobre 1917, la politique conciliatrice des fronts populaires voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. (4e Internationale, Programme de transition, septembre 1938)

En 2002, la LCR appelle à voter Chirac au second tour de la présidentielle. Bensaïd publie Les Trotskysmes (PUF, 2002) qui classe comme « trotskysme » ceux qui votent pour le principal candidat de la bourgeoisie (LCR) ou ceux qui constituent une coalition avec les Frères musulmans (SWP britannique).

La révolution prolétarienne exclut un compromis de principe, une tolérance, une conciliation quelconque envers des partis, des groupes et des politiciens qui, à chaque pas, abusent du nom de Marx, d'Engels, de Lénine, de Luxemburg... pour des objectifs qui sont en opposition directe avec les idées et les actes de ces maitres et lutteurs. (4e Internationale, Résolution sur le Bureau de Londres, juillet 1936)

En 2003, lors de la lutte contre le projet de loi contre les retraites des fonctionnaires, la LCR et LO s'alignent sur la bureaucratie de la CGT et s'opposent à la grève générale. Cette année-là, la LCR rejette la dictature du prolétariat.



Dans les années 1960-1970, l'aile Mandel du courant pabliste (à l'origine de la fondation du NPA) trouvait que la révolution et l'étiquette communiste étaient



De 1955 à 1964, Nahuel Moreno, l'ancêtre du PTS argentin et du CCR-RP français, se place sous la discipline du général Perón.

Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes. (Marx, Lettre à Joseph Weydemeyer, 5 mars 1852)

La liquidation de la LCR dans un parti « large » (2008-2009)

En 2007, la LCR présente un jeune postier, Besancenot, à la présidentielle : il recueille 1,5 million de voix, plus de 4 %, loin devant la candidate de LO (Laguiller, 1,33 %) et celui du PT (Schivardi, 0,33 %). Face à l'effondrement du PCF (moins de 2 %, un peu plus de 700 000 voix), la direction de la LCR (Bensaïd, Krivine, Grond, Besancenot, Picquet...) annonce vouloir créer un parti regroupant tous les « anticapitalistes ». L'objectif est d'occuper le terrain laissé vide par le PCF en s'ouvrant à des mouvements anti-racistes, féministes, écologistes, anarchistes...

Le NPA n'aura pas à assumer l'héritage trotskyste qui n'est qu'un courant du mouvement révolutionnaire. (Krivine, Le Monde, 5 février 2009)

Le congrès de janvier 2008 de la LCR entérine ce projet. Une partie des délégués cependant regrette que la liquidation n'aille pas assez loin, de se restreindre aux « anticapitalistes » au lieu d'en appeler à tous les antilibéraux ». Convergences révolutionnaires-L'Étincelle (hardyste), la Gauche révolutionnaire (GR, grantiste), le groupe la Commune (moréniste), le CRI (lambertiste) qui se renomme CLAIRE, le noyau français de la FTQI (moréniste) qui prend le nom de CCR se rallient au projet.

Le succès semble au rendez-vous : lors du congrès de fondation en février 2009, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) revendique un peu plus de 9 000 membres.

L'appareil de l'ex-LCR garde la main sur la cooptation des permanents, la trésorerie, la revue Contretemps, les éditions Syllepse, la librairie La Brèche, etc.

Bien que la LCR soit formellement dissoute, toutes les structures du NPA étaient celles de la LCR, avec les mêmes équipes d'animation et les mêmes responsables. (GR, 9 septembre 2012)

Hélas pour le NPA, au même moment l'ancien ministre Mélenchon lance en février 2009 le Parti de Gauche (PdG) qui, lui aussi, tente de profiter de l'effondrement du PCF en exacerbant son étatisme et son socialpatriotisme. Le NPA, le PCF et le PdG se disputent les faveurs de Tsipras et de la Syriza grecque.

Les premières scissions (2009-2012)

La tendance Unir, favorable à des alliances avec le PCF et le PdG, échoue lors du 1^{er} congrès du NPA en 2009 à persuader la nouvelle formation d'intégrer le Front de gauche (FdG) constitué par le PdG, le PCF, le PCOF (un débris du stalinisme-maoïsme), R&S (gaulliste de gauche façon Chevènement), les Alternatifs (autogestionnaires et écologistes). Alors, une bonne partie (Piquet, Faradji, Malaisé, Sitel...) se rallie au FdG sous le nom de Gauche unitaire, avant de se dissoudre dans le PCF en 2015. Un dirigeant en vue du PCF, Ian Brossat, est aussi le fils d'un cadre de l'ex-LCR.

En 2010, face au projet de loi contre les retraites, le NPA et LO servent d'adjoints à la direction de la CGT. Bensaïd meurt en 2010. Les membres d'Unir restés au NPA fondent le courant C&A qui scissionne après le congrès de février 2011, juste à temps pour participer à la campagne présidentielle de Mélenchon soutenue par le PdG, le PCF et compagnie.

Ce n'est pas fini. Les partisans ex-LCR du Front de gauche représentent encore 40 % des membres lors de la conférence nationale de juin 2011. Cette Gauche anticapitaliste (GA) s'oppose publiquement à une candidature NPA à l'élection présidentielle. 3 des dirigeants de la GA (Pierre-François Grond, Hélène Adam et Myriam Martin) appellent publiquement à voter Mélenchon. Lors de la conférence nationale de juillet 2012, la GA propose de rejoindre le FdG. Ayant recueilli 22,3 % des voix du NPA, elle scissionne et rejoint le FdG, emmenant 51 membres du Conseil politique national et les deux conseillers régionaux.

Les cliques réformistes du NPA, toujours membres de la « 4º Internationale » pabliste-mandéliste, formeront au sein du FdG le mouvement Ensemble avec la FASE et les Alternatifs. Sentant le vent tourner, la GR déserte le NPA début 2012, pour soutenir le Front de gauche (aujourd'hui, c'est un satellite de LFI).

Lors du premier tour de la présidentielle, Hollande (PS) obtient 28 % des voix, Mélenchon (PdG) 11 %, Poutou (NPA, ouvrier dans l'industrie automobile) 1,15 %, Arthaud (LO) 0,56 %.

Balkanisation et crise de direction (2013-2017)

Le NPA ne compte plus que 1 962 adhérents début 2013. Au 2e congrès de février, il se fracture en 3 : la fraction menée par la direction historique de la LCR (Krivine, Besancenot, Poutou, Poupin) qui obtient une courte majorité (51 %), une autre regroupant principalement l'Étincelle et le groupe la Commune (32 %) qui fonde en décembre le courant Anticapitalisme et révolution (A&R), un bloc de la CLAIRE (ex-CRI) et du CCR lié au PTS d'Argentine moréniste (9 %). Philippe Poutou (ex-LO) démissionne de son poste de porte-parole en octobre 2014.

Besancenot signe avec Löwy (qui s'est employé toute sa vie à brouiller la frontière entre communisme et christianisme, entre trotskysme et castrisme) un opuscule voué à effacer la délimitation d'avec les proudhoniens et les bakouninistes (Affinités révolutionnaires : nos étoiles rouges et noires, Mille et une nuits, 2014).

Il y a un gouffre entre nous et les anarchistes. (Engels, Lettre à Paul Iglesias, 26 mars 1894)

Au 3° congrès, en janvier 2015, CR-L'Étincelle présente une plateforme seule, la tendance CLAIRE également. Celle-ci est désormais acquise à l'autogestion de Tito et Ben Bella. Le CCR présente une plateforme avec A&R. L'appareil se fracture : Krivine manoeuvre pour mettre en minorité le reste de l'appareil (Besancenot, Chauvel, Cormier, Demarcq, Miele, Poupin, Sabado) qu'il accuse de vouloir trop se rapprocher du Front de gauche. Pour battre Besancenot, Krivine doit s'appuyer sur les autres tendances : refus du mot d'ordre de « gouvernement anti-austérité » et de l'alliance électorale avec le Front de gauche.

Toutefois, Krivine refuse de signer le texte qu'il avait pourtant initié. Il reforme, à ses conditions, une direction avec la clique de Besancenot. Une partie de ceux que Krivine avait gagnés à sa plateforme constitue Démocratie révolutionnaire (DR) et rejoint l'opposition à la nouvelle direction Besancenot-Krivine. DR est dirigée par Lemaître, ancien de LO, de VdT et de la LCR.

En 2016, face au projet de loi travail, le NPA et LO soutiennent l'orientation de la CGT. En 2017, le NPA présente de nouveau à la présidentielle Poutou sur une orientation d'addition des luttes (« nouveaux mouvements sociaux », « intersectionnalité », « convergence des luttes », etc.) qui s'oppose non seulement à la révolution permanente de la 4^e Internationale mais à l'hégémonie ouvrière du Parti bolchevik.

Il n'obtient que 0,92 % des suffrages exprimés, certes devant Arthaud (LO, 0,64 %) mais loin derrière Hamon (PS, 6,6 %) et surtout Mélenchon (LFI, 19,58 %).

L'appareil issu de la LCR perd la majorité absolue (2018)

Le CCR du NPA est affilié à la Fraction trotskyste-Quatrième internationale fondée par le PTS moréniste qui a pour perspective en Argentine l'Assemblée constituante. Pour rivaliser avec la direction du NPA et la « 4° Internationale » (dont est issue la FTQI), le CCR n'est pas avare, comme la direction de LO en interne, de phrases ronflantes sur Lénine ou Trotsky. Le CCR change de stratégie au début 2015 : son site de fraction est supprimé au profit d'un site « d'information d'extrême gauche » intitulé Révolution permanente (usurpant le tire de notre revue, publiée depuis 2005). La référence à une organisation politique est mise au second plan : le logo du NPA est affiché discrètement en bas de l'accueil et le nom du courant en plus petit encore. La dissimulation

est internationale car tous les sites de la FTOI sont identiques, basés sur un modèle qui utilise l'espagnol dans son code source.

Au 4e congrès de février 2018, il y a moins de 1 400 membres au NPA. L'appareil pabliste-mandéliste présente un front commun qui mise sur « des formes de militantisme en dehors du mouvement ouvrier traditionnel » : les Indignés, Nuit debout, Occupy Wall-Street, les zadistes de Notre Dame des Landes... Il est fasciné par le succès des nouveaux réformistes (Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne, Bernie Sanders aux États-Unis, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, LFI en France...).

Ces courants peuvent contribuer à cristalliser, à gauche, le refus de la soumission à l'austérité et, plus globalement, au néolibéralisme, comme l'a fait LFI au cours des élections de 2017, et provoquer des ruptures au sein de la gauche gestionnaire... Ils expriment, de manière déformée, le niveau de conscience, et de confiance, de notre camp social. (Texte U du congrès de février 2018)

Syriza montre, une fois au gouvernement en 2015, que ces partis réformistes ne sont pas différents des traditionnels.

L'Étincelle et DR entendent « renforcer les acquis de la campagne de Poutou » qui n'avait pourtant rien de révolutionnaire.

C'est ce profil général qui a fait connaître le NPA et suscité de l'intérêt, plus qu'en 2012, en particulier dans la jeunesse et dans des milieux ouvriers. C'est sur ce profil que nous devons capitaliser. (Texte W du congrès de février 2018)

A&R relève que l'attirance pour les sociaux-impérialistes du PCF et de LFI a été réactivée au sein du NPA par le faible score de Poutou et le succès de Mélenchon.

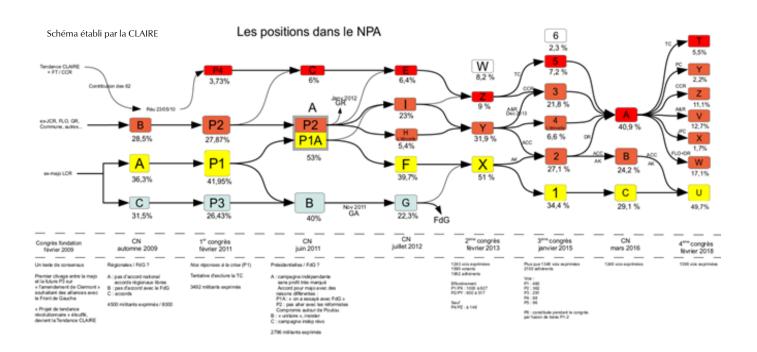
Notre score modeste n'est pas un problème en soi. Ce qui l'est en revanche, c'est le fait qu'il ait été utilisé par une partie de la direction pour répandre l'idée qu'une présence de Mélenchon au second tour aurait changé bien des choses, puis pour remettre en cause la nécessité de se présenter aux élections législatives. (Texte V du congrès de février 2018)

La CLAIRE adhère à « l'autogestion » (défendue en France dans les années 1970 par la CFDT, le Parti socialiste unifié (PSU), la LCR, le PCOF...) et à « l'intersectionnalité » défendue aux États-Unis par le CPUSA, le parti stalinien, dans les années 1930 et rejoint par le SWP, la section de la « 4e Internationale » pabliste de Mandel, Hansen, Moreno et Bensaïd dans les années 1970. Elle reprend même l'antienne écologiste contre le mouvement ouvrier.

Nous devons rompre clairement avec l'héritage du productivisme qui a longtemps dominé au sein du mouvement ouvrier. Notre priorité ne peut pas être le développement des forces productives... Elle est de faire décroître la consommation d'énergie et de matières premières... (Texte T du congrès de février 2018)

Comme Mélenchon à l'époque, la CLAIRE prône la sortie de l'Union européenne et même « la souveraineté », en arguant que s'y refuser permet au RN d'attirer à lui une partie de la classe ouvrière... mais elle n'avance pas l'objectif des États-Unis socialistes d'Europe.

Cela signifie concrètement rompre avec l'Union Européenne, l'ensemble de ses institutions, la BCE et l'euro, pour permettre à un gouvernement des travailleur.s.es de se réapproprier le contrôle et la souveraineté sur les outils économiques. (Texte T du congrès de février 2018)



À l'issue du 4° congrès de 2018, l'appareil pabliste échoue d'une courte tête à obtenir la majorité absolue (48 %) mais peut conserver le contrôle du NPA parce que l'opposition est morcelée en 6 fractions. Le bloc Étincelle-DR arrive en deuxième position avec environ 17% des voix, le CCR et l'A&R sont les seules autres tendances à dépasser 10 %.

Face au projet de loi contre les cheminots, le NPA et LO s'alignent sur la bureaucratie de la CGT et s'opposent à la grève générale. Le mouvement des gilets jaunes tiraille le NPA, entre son attraction pour tout ce qui a du succès et l'hostilité initiale de l'appareil de la CGT.

Vers la scission (2020-2021)

En juillet 2019, le CCR tient une université d'été dans l'Aveyron réunissant 350 personnes, avant l'officielle du NPA prévue fin aout.

Le 11 décembre 2019, lors du mouvement en défense des retraites, le NPA tient un meeting de soutien aux directions syndicales (CGT, SUD, FSU, FO) avec LO, le PCF, LFI et le PS.

En janvier 2020, la CLAIRE et Portion congrue, une autre faction d'opposition, fusionnent sous le nom d'Alternative révolutionnaire communiste (ARC). Il n'est plus question d'autogestion (que prônait la CLAIRE) ou de dénonciation du productivisme (partagée par la CLAIRE et Portion congrue). La concurrence du CCR oblige à défendre une « refondation communiste et révolutionnaire du NPA ». Mais comment refonder un parti dont la fondation même était la liquidation de la (vague) référence au « communisme révolutionnaire » ?

En mars 2020, la pandémie devient massive. Tous les partis parlementaires se prononcent pour le maintien des élections municipales. La liste Bordeaux en lutte (NPA-LFI) avec Poutou obtient 11,77 % des voix. Poutou et deux de ses colistiers sont élus au conseil municipal.

Fin juillet, un quotidien rapporte que le NPA est au bord de la rupture (l'article est de la journaliste Sylvia Zappi, une ancienne de la LCR qui est bien renseignée).

« La crise du NPA atteint un tel point que son existence est remise en question », s'inquiète la motion de la majorité. Et de décrire une situation interne où le collectif n'existe plus : de moins de moins de cotisations payées, au point de mettre l'organisation en quasi-faillite, des comités locaux désertés au profit de réunions de factions concurrentes, des décisions sans cesse remises en cause... Certains des dirigeants ne cachent plus leur volonté d'en finir. Christine Poupin, porte-parole nationale, très proche d'Olivier Besancenot, explique qu'elle ne se sent plus de « projet commun » avec les minoritaires et « qu'il faut acter la séparation de fait au lieu de se nuire mutuellement ». (Le Monde, 27 juillet 2020)

L'université d'été du 23 au 26 aout ne rassemble que 400 participants. Le CCR, A&R et DR s'y unissent, se posant en rassembleurs pour « éviter l'implosion du NPA », leur réunion attire 200 personnes.

L'appareil appelle à une réunion de tendance début octobre qui ne regroupe que 130 adhérents (loin des 637 ayant voté pour elle lors du congrès de 2018). Il se pose en défenseur d'un NPA bloqué par les minoritaires.

Débats impossibles (voire invectives), absence d'élaboration commune, remplacée par la distribution des bons et des mauvais points pour savoir qui serait révolutionnaire et qui ne le serait pas, rupture de la solidarité militante et financière, affirmation publique de différents courants en concurrence avec les apparitions et les médias du NPA: les participants à la réunion nationale du weekend dernier ont enregistré la passe difficile que traverse le NPA et qui pourrait lui être fatale. (Vite, un nouvel élan pour le NPA!, 7 octobre 2020)

Le CCR agit de fait comme une organisation à part entière. Ses membres ne vendent pas *L'Anticapitaliste* et ils recrutent pour leur fraction. Un de figures montantes est

Toutes les fractions du NPA s'unissent pour soutenir la journée d'action bidon des bureaucrates syndicaux du 4 février 2021



RéseauInternational
 EN 8 LANGUES

Notre classe

CONSTRUISONS LA RIPOSTE

Le 4 février tous dans la rue contre Macron et les grands patrons, pour un plan de bataille à la hauteur!

Ce jeudi la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNEF appellent à une journée nationale de mobilisation et de grève interprofessionnelle. L'occasion pour les secteurs du monde du travail et de la jeunesse qui subissent la crise de se retrouver dans la rue et d'exiger un vrai plan de bataille face au patronat et au gouvernement, au-delà des dates de mobilisation isolées.



Kazib. Il s'est fait connaitre durant la grève SNCF comme le tenant de la grève reconduite site par site sans fin, sans mettre en cause les directions syndicales. Il est invité sur les plateaux de télévision régulièrement depuis.

Le CPN de septembre fixe la date du congrès à fin janvier 2021. Poutou, pour le NPA-L'Anticapitaliste, jette de l'huile sur le feu.

Nous montrons comment travailler ensemble et sortir du sectarisme, en s'alliant avec la France Insoumise, en travaillant entre militants de plusieurs formations politiques. Nous sommes très contents du résultat. Nous ne pensions pas avoir des élus et pourtant ça a marché. C'est le début d'une expérience avec la France insoumise... Alors se séparer, je ne vois pas trop les problèmes que ça pose. Avec la France insoumise nous avons tenté quelque chose à Bordeaux, nous sommes passé à l'action, et maintenant il faut voir comment construire à partir de ça. (La Tribune, 21 septembre 2020)

Début octobre, RP fait état de sa scission à Toulouse. Fin octobre, CCR-RP, A&R et DR signent ensemble une tribune « contre la scission » dans L'Anticapitaliste, affirmant que la direction souhaite épurer le parti.

Des cortèges NPA distincts apparaissent dans les manifestations de rue. Le 24 novembre, des membres de la majorité, dont Arya Meroni, Catherine Samary, Christine Poupin, Fernand Beckrich, Hugo Coldeboeuf, Patrick Le Moal, Ugo Palheta, appellent avec des membres d'Ensemble, des « syndicalistes » et « membres d'associations » à une nouvelle organisation politique encore plus confuse.

Nous voulons commencer à créer, dès maintenant, une nouvelle organisation politique en partant de la situation concrète que nous vivons, en partant de la richesse des expériences, des histoires et des luttes auxquelles nous participons. (Rejoignons-nous pour construire un nouveau projet politique, 24 novembre 2020)

Le 1er décembre, le NPA-RP organise un meeting retransmis en direct sur internet, avec les porteparoles de LO et de LFI, pas fâchés de contribuer à la dislocation du NPA. Le 9 mars 2021, le NPA officiel signe avec LFI, Générations, le POI, la GDS, le PCOF... un appel réformiste « aux citoyens ». Le 30 mars, le CCR-RP avance la perspective d'un « parti révolutionnaire des travailleurs » qui se délimiterait de LO et du NPA par son attitude favorable à un mouvement qui semble disparu, les Gilets jaunes. Aucune référence n'est faite au programme de la 4e Internationale ou de l'IC.

Pour une internationale communiste, pour un parti ouvrier révolutionnaire

La direction de la LCR l'a liquidée pour un parti opportuniste sans délimitation. Mais son projet a été concurrencé dès la naissance du NPA par le PdG-LFI de Mélenchon, ce qui a entrainé une crise récurrente.

Les « partis larges » qui bradent le programme communiste et les acquis du marxisme pour s'ouvrir à tous les vents ne sont pas un moyen plus rapide et plus simple de préparer la révolution sociale vers le socialisme mondial. Ils aggravent la crise de direction du prolétariat mondial.

Leurs promoteurs, qui refusaient déjà d'affronter les bureaucrates syndicaux corrompues et les partis ouvriers-bourgeois, détruisent idéologiquement et moralement les cadres, désarment les militants, contribuent à la désorientation politique des travailleurs, aboutissent à la dispersion et à la démoralisation de leurs troupes. .

Dans cette époque agitée, n'importe qui peut créer une organisation sans programme, sans idée, sans perspective mais cette organisation va s'écrouler comme un château de cartes à la première secousse sérieuse. (Trotsky, Lettre à Henri Molinier, 1er mars 1936)

En France, le sort du PSOP dans les années 1940, du PSU dans les années 1980, du POI dans les années 2010, du NPA aujourd'hui le prouvent.

Le prolétariat a besoin d'un parti révolutionnaire et internationaliste de masse. Le Groupe marxiste internationaliste appelle tous les révolutionnaires prolétariens, dans le NPA et dans LO, dans les syndicats, dans les petits groupes issus de la destruction de la 4e Internationale et rendus impuissants par leur taille, à se regrouper dans ce but sur la base du programme communiste, en s'appuyant sur les exemples de la Ligue des communistes (1847-1852), de l'Internationale communiste (1919-1923) et de la 4e Internationale (1933-1949).

30 mars 2021 Groupe marxiste internationaliste (France)





GMI

Jaurès appelé à la rescousse par Mélenchon et compagnie

26 NOVEMBRE

Quand les sociaux-chauvins invoquent « L'armée nouvelle »

Pour les réformistes ralliés au drapeau tricolore de la colonisation et des bouchers de la Commune de Paris, la police et l'armée ne sont pas le coeur de l'État bourgeois, mais constituent des institutions républicaines dont il faut tout au plus débarrasser « les factieux » [voir $Révolution\ communiste\ n^\circ$ 46, octobre 2021 ; n° 45, juin 2021].

Tous les partis sociaux-impérialistes et les anciens ministres « socialistes » ou « communistes » de la 5° République invoquent aujourd'hui Jean Jaurès, un dirigeant socialiste assassiné en 1914, pour camoufler leur ralliement à la bourgeoisie impérialiste et leur soutien à l'armée française.

La France insoumise :

Il est temps de remettre les citoyens au coeur de notre défense. Très grand républicain, Jean Jaurès fut un ardent combattant de la paix et un des grands penseurs de l'armée au XX^e siècle ; 110 ans après sa publication, inspirons-nous de « L'Armée nouvelle ». (Bastien Lachaud, Bulletin officiel, 23 juin 2021, p. 6584)

Le Parti socialiste:

Dans la continuité du chapitre 2 de « l'Armée nouvelle » de Jaurès, il convient d'améliorer l'interpénétration de « l'active » et de la « réserve » ; l'armée idéale selon Jaurès est en effet une armée républicaine qui fait corps avec la société dans sa diversité . Tous y sont représentés et tous sont solidaires dans un effort de défense de la Nation grâce à un ciment com-

plexe, mélange de croyance commune en un idéal démocratique et patriotique, et d'un vouloir vivre ensemble. (Hélène Conway-Mouret, « Priorités et défis pour la défense française et européenne », septembre 2021, site PS)

Le Parti communiste français:

Le 14 novembre 1910, Jaurès déposait une proposition de loi de réforme militaire précédée d'une très longue présentation. Elle fut publiée sous le titre « l'Armée nouvelle »... Face aux rivalités internationales et coloniales, Jaurès préconise une stratégie strictement défensive... Il projette « une organisation vraiment populaire de la défense nationale » par la création de puissantes réserves de « citoyens soldats », astreints à des périodes régulières d'exercice avec de nombreux cadres d'origine populaire... la « nation armée » dans le droit fil des armées révolutionnaires de 1793... Le prolétariat doit devenir le meilleur garant de la nation... Et Jaurès de conclure : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène ». (Jean-Paul Scot, « Les idées de Jaurès, si actuelles, ont résisté au siècle », L'Humanité, 12 décembre 2012)

Sans aller aussi loin, des centristes (ceux qui parlent de révolution à leurs militants, mais s'alignent en pratique sur les bureaucraties syndicales) entretiennent aussi la légende de Jaurès.

Il s'est opposé farouchement à la montée du nationalisme... (Léna Pigalli, « Quand les politiciens de gauche s'approprient Jaurès », Lutte ouvrière, 1 aout 2014) Jaurès restait sur le terrain de la révolution sociale. (Paul Galois, « Il y a cent ans, Jaurès assassiné », Lutte ouvrière, 1 aout 2014)

Le confusionniste Jaurès, en retard d'une révolution

Au début du 20e siècle, Jaurès et l'aile droite du PS-SFIO bercent le prolétariat d'illusions envers le capitalisme, le parlement et les partis bourgeois républicains.

Le jauressisme, c'est l'opportunisme sur le terrain français. (Grigori Zinoviev, « La 2e Internationale et le problème de la guerre », octobre 1916, Lénine & Zinoviev, Contre le courant, BEDP, 1927, t. 2, p. 162)

À la veille de la première guerre mondiale, Jaurès prétend que le capitalisme contemporain tend à diminuer le risque de conflits armés. L'émergence des Etats-Unis comme puissance mondiale, selon lui, va dans le même

Il y a trois forces actives qui travaillent pour la paix. La première, c'est l'organisation internationale de la classe ouvrière dans tous les pays.... Il y a dans le monde, aujourd'hui, une autre force de paix, c'est le capitalisme le plus moderne.... Et il est une troisième force pacifique, c'est la renaissance de l'Amérique anglo-saxonne. (Jean Jaurès, « Discours à l'assemblée nationale », 20 novembre 1911, Club Mediapart, 11 novembre 2017)

Jaurès est nostalgique d'une époque révolue, de la révolution française de 1789-1794, quand la bourgeoisie était encore progressiste et quand la France inspirait le monde. Certes, le peuple, en particulier celui des villes qui avait pris les armes (les sans-culottes), poussa la bourgeoisie émergente plus loin qu'elle ne voulait aller, jusqu'à accorder le suffrage universel et à mettre sur pied une armée nouvelle, basée sur la conscription et le patriotisme pour faire face à la contrerévolution des monarchies voisines appuyées sur les chouanneries intérieures. Mais le prolétariat, encore embryonnaire, n'avait pas pu empêcher que les jeunes paysans et les travailleurs de villes servissent de chair à canon à la bourgeoisie française.

Lors de la révolution de 1789, de la révolution anglaise de 1648, du soulèvement des Pays-Bas contre l'Espagne, dans les villes le prolétariat et les autres catégories sociales n'appartenant pas à la bourgeoisie n'avaient pas des intérêts différents ou bien ne formaient pas encore de classes ou de fractions de classe ayant une évolution indépendante. Par conséquent, même quand elles s'opposaient à la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, elles ne luttaient que pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie. Toute la Terreur en France ne fut rien d'autres qu'une méthode plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme... (Karl Marx & Friedrich Engels, « La bourgeoisie et la contrerévolution », décembre 1848, Sur la révolution française, Éditions sociales, 1985, p. 121)

En 1848, la 2e république s'était déjà retournée contre le prolétariat qui l'avait portée au pouvoir. En 1871, la 3e république naquit de l'écrasement de la Commune de Paris. Le socialiste opportuniste entretient la confusion et ne s'oppose pas au colonialisme.

Ce n'est pas attaquer l'armée, c'est la servir et la défendre que de dénoncer les fautes des grands chefs réactionnaires, incapables de comprendre la République, incapables de sauver la patrie. Devrons-nous garder le silence, soldats, quand vos chefs vous envoient à Madagascar sans préparations sérieuses et quand leur imprévoyance vous livre inutilement à la mort? (Jean Jaurès, « Aux soldats de France », La Lanterne, 23 janvier 1898)

Friedrich Engels suspicieux envers Jaurès

Jaurès écrit L'Armée nouvelle - chère au PS, à LFI et au PCF - en 1910, au moment où la bourgeoisie fran-



20189, Mélenchon agite le drapeau des Versaillais et des colonialistes



1924, la 3^e république née de l'écrasement t de la Commune célèbre Jaurès

çaise, amputée de l'Alsace depuis la défaite de 1870-1871, s'est accommodée de la république et s'empare de manière sanglante d'une partie du monde à l'aide de l'armée.

La république est déterminée par ce qu'elle contient; tant qu'elle est la forme de la domination bourgeoise, elle nous est tout aussi hostile que n'importe quelle monarchie. (Friedrich Engels, « Lettre à Paul Lafargue », 6 mars 1894, Engels & Marx, La 3^e république, Éditions sociales, 1983, p. 323)

Au sein de l'Internationale ouvrière, Friedrich Engels dénonce (avant de mourir en 1895), l'opportunisme de Jaurès du PS-SFIO à l'occasion du protectionnisme qu'il réclame au parlement (1894).

Ce monsieur Jaurès, ce professeur doctrinaire, mais ignorant, surtout en économie politique, talent essentiellement superficiel, abuse de sa faconde pour se forcer dans la première place et poser comme le porteparole du socialisme qu'il ne comprend même pas. (« Lettre à Paul Lafargue », 6 mars 1894, Engels & Marx, La 3^e république, Éditions sociales, 1983, p. 322)

Dans un mouvement de la sorte, il est presque certain que les phraseurs à la Jaurès, qui déjà s'arrogent le droit parler seul au nom de tous à la chambre, domineront. (« Lettre à Paul Lafargue », 2 juin 1894, p. 324)

Jaurès est un professeur, doctrinaire, qui s'écoute volontiers parler. La Chambre préfère entendre ses discours plutôt que ceux de Guesde ou de Vaillant. (« Lettre à Victor Adler », 17 juillet 1894, p. 328)

L'opinion de Rosa Luxemburg sur « L'Armée nouvelle »

Rosa Luxemburg combat Jaurès, ses concessions à la 3° république et à l'état-major lors de l'affaire Dreyfus (1894-1906), son soutien à la participation du « socialiste » Millerand, aux côtés du Parti radical, à un gouvernement bourgeois (1899-1902). Elle dévoile aussi son opportunisme sur la question de l'armée.

Le leitmotiv de « L'Armée nouvelle » est la conception de la « nation armée » que Jaurès veut instaurer... Son projet de loi diffère de l'armée des milices de notre programme. Est frappante chez Jaurès la tendance à introduire le militarisme dans l'ensemble de la vie sociale. (Rosa Luxemburg, « Recension de L'Armée nouvelle », 9 juin 1911, OEuvres, Agone-Smolny, t. 3, 2013, p. 268)

En fait, Jaurès est moins pacifiste que patriote.

Les patries, en leur mouvement magnifique de la nature à l'esprit, de la force à la justice, de la compétition à l'amitié, de la guerre à la fédération, ont à la fois toute la force organique de l'instinct et toute la puissance de l'idée. Et la classe prolétarienne est plus que toute autre classe dans la patrie, puisqu'elle est dans le sens du mouvement ascendant de la patrie. (Jean Jaurès, L'Armée nouvelle, Rouff, 1911, p. 565)

Jaurès prononce son dernier discours après la dernière réunion de l'Internationale ouvrière, le jour où l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie, trois jours avant son assassinat et quatre jours avant la mobilisation générale décidée par les gouvernements allemand et français. Luxemburg refuse de prendre la parole à cette occasion. Ce discours montre que la nuance entre patriotisme et chauvinisme ne tient pas en temps de guerre.

Nous, socialistes français, notre devoir est simple. Nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. [Ovations. Cris: « Vive la France! »]. Moi qui n'ai jamais hésité à assumer sur ma tête la haine de nos chauvins... j'ai le droit de dire devant le monde que le gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix. Le gouvernement français est le meilleur allié de la paix de cet admirable gouvernement anglais qui a pris l'initiative de la médiation. (Jean Jaurès, « Discours au meeting du Cirque royal de Bruxelles », 28 juillet 1914, Actes du colloque Jean Jaurès et la nation, 1965)

Jaurès est partisan de la « guerre défensive » parce que la république française a alors plus à perdre que l'empire allemand à un conflit inter-impérialiste.



CRC n° 2 et n° *15: 3 euros auprès des militants du GMI 4 euros par la poste (voir p. 22)

Jaurès savait et sentait que sa patrie à lui, la France, était plus faible que l'Allemagne. Il comprenait bien que la France, plutôt que tout autre pays, aurait à « se défendre ». (Grigori Zinoviev, « La 2º Internationale et le problème de la guerre », octobre 1916, Lénine & Zinoviev, Contre le courant, BEDP, 1927, t. 2, p. 155)

La guerre de 1914 sépare définitivement les sociaux-chauvins des internationalistes

Quan la guerre éclate le 28 juillet 1914, la plupart des syndicats et des sections de l'Internationale ouvrière (SPD allemand, SPO autrichien, PO belge, PS-SFIO français, Parti travailliste britannique...), après avoir réclamé la paix, se rallient à l'union sacrée [voir *Révolution communiste* n° 8, novembre 2014].

Dès le début du conflit entre puissances impérialismes, des organisations ou des noyaux internationalistes de partis ouvriers des pays belligérants restent internationalistes : les « étroits » du SSDP serbe, la fraction Spartakus du SPD allemand et d'autres noyaux de ce parti, les deux fractions du POSDR russe, les deux bouts du parti SDKP polonais et la gauche du PSP polonais... [voir Révolution communiste n° 11, mai 2015].

Rien de tel en France en 1914 puisque, pourri par le patriotisme partagé par son aile gauche (Guesde et Vaillant) et son aile droite (Brousse et Jaurès), le PS-SFIO succomba tout entier à la pression belliciste de sa bourgeoisie, à l'union sacrée, comme l'appareil anarchiste de la CGT [voir Révolution communiste n° 8, novembre 2014]. La première opposition à la guerre, passablement confuse, naitra en 1915 au sein de la CGT autour du journal La Vie ouvrière (Merrheim, Bourderon, Monatte, Rosmer...). Lors de la révolution allemande (1918-1919), Luxemburg est assassinée par les corps francs de l'armée allemande sur ordre des dirigeants du SPD.

Sans surprise, Pierre Monatte et André Rosmer figurent, avec Fernand Loriot, Pierre Louzon et Boris Souvarine, dans le Comité de la 3º Internationale, le premier noyau en France de l'Internationale communiste. Fondée en 1919 par Lénine, Trotsky et Zinoviev, l'IC combat contre le colonialisme, le militarisme et les bourgeoisies impérialistes (dont la France), du moins avant sa dégénérescence aux mains de Staline, entamée en 1923-1924 et parachevée avec la régression en 1934-1935 dans le front populisme et le social patriotisme.

C'est son drapeau, rouge, qu'il faut relever ; c'est une internationale de ce type qu'il faut construire.

26 novembre 2021

Cahiers révolution communiste

- n° 30 Denis, Les marxistes et l'oppression des femmes, 1976
- n° 29 Slaughter, Lénine sur la dialectique, 1963
- n° 28 La révolution hongroise de 1956, 2016
- n° 27 La république des conseils de Hongrie de 1919, 2019
- n° 26 Les marxistes et l'écologie, 2021
- n° 25 Marx, La guerre civile en France, 1871
- n° 24 Luxemburg, La grève générale en Belgique, compilation 1902-1913
- n° 23 Lukács, Lénine, 1924
- n° 22 Pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, La grève générale en France, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, Contre le Front populaire, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, Face à la menace fasciste en France, compilation 1934
- n° 18 Plateforme internationale, 2017
- n° 17 Programme pour la France, 2017
- n° 16 La mobilisation contre la loi travail, 2016
- n° 15 Lénine, L'État et la révolution, 1917
- n° 14 Casanova, L'Espagne livrée, 1939
- n° 13 Marx, Manifeste du parti communiste, 1847
- n° 12 Trotsky, La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940
- n° 11 En défense des retraites, 1995
- n° 10 Marx, Salaire, prix et profit, 1865
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015
- $\rm n^{\circ}$ 7 Lénine & Zinoviev, Le socialisme et la guerre, 1915
- n° 6 Marx, La crise, compilation 1847-1875
- n° 5 Trotsky, L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938
- n° 4 M&R/VdT et la guerre mondiale, 2015
- n° 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, Armer le peuple, compilation 1911-1934
- n° 1 Plateforme pour le communisme, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (voir p. 22) 3 euros auprès des militants du Groupe marxiste internationaliste



Trotsky par Wiaz

DÉBAT AVEC LE GROUPE RÉVOLTES/FRANCE FRONT UNIQUE OUVRIER OU FRONT POPULAIRE ? DÉCEMBRE

Le bureau international du Collectif révolution permanente a soumis en décembre 2021 un projet de déclaration commune en défense des migrants [voir la version définitive p. 34] à la L5I et à plusieurs organisations européennes dont SF de Grande-Bretagne, l'OKDE Ergatiki Pali de Grèce, le PCL d'Italie, le GCPOR et le Groupe révoltes de France, etc. Seul ce dernier a répondu, défavorablement.

LETTRE DU GROUPE RÉVOLTES

Chers camarades.

Nous avons bien reçu votre proposition et nous vous en remercions. Votre projet de texte nous amène à formuler plusieurs remarques et propositions.

Sur la forme, y a des phrases alambiquées. La première modification que nous proposons est donc la ré-écriture de la phrase : « Avec les crises économiques mondiales à la fin du 20e siècle et la réapparition du chômage de masse dans les centres impérialistes y ont considérablement renforcé les tendances complotistes, nationalistes et racistes qui désignent d'une manière ou d'une autre l'étranger comme bouc émissaire, comme coupable de la détérioration de la situation : « virus chinois », « finance cosmopolite », « Europe », immigrés, musulmans... : »

On propose de remplacer par : « Avec les crises économiques mondiales à la fin du 20e siècle et la réapparition du chômage de masse dans les centres impérialistes, les tendances complotistes, nationalistes et racistes se sont considérablement renforcées. Elles désignent d'une manière ou d'une autre l'étranger comme bouc émissaire, comme coupable de la détérioration de la situation : « virus chinois », « finance cosmopolite », « Europe », immigrés, musulmans... : »

Mais il y a aussi et surtout des questions de fonds qu'il faut tirer au clair. Il s'agit de prendre une position internationale, avec les groupes autrichien, espagnol et turc. L'ennemi est dans nos propres pays. Combattre l'impérialisme exige de combattre sa propre bourgeoisie.

De ce point de vue, votre texte manque clairement de mots d'ordre contre les politiques impérialistes, turques, autrichiennes, espagnoles et avant tout française. Avant tout car la France est un pays impérialiste de ler rang comparativement aux autres.

Pour le moins, l'exigence de l'arrêt immédiat de toute ingérence impérialiste est nécessaire, à commencer par la France. A bas les interventions impérialistes y compris sous couvert de l'ONU.

L'opération Barkhane prend fin à Tombouctou au Mali pour la France embourbée localement. Ce retrait français se déroule sur fond de rejet de plus en plus ouvert de la population aux opérations militaires étrangères qui déchaînent l'hostilité djihadiste. Mais ce n'est qu'un redéploiement de Barkhane qui est également composée de troupes européennes en plus faible proportion : Grande Bretagne, Danemark, Estonie, Suède, Tchéquie. Il y a même un soutien US avec des drones notamment.

Ces troupes internationales prennent le relais au Mali. L'arrêt du pillage des ressources, et pour cela des guerres incessantes entre puissances impérialistes doit être indiqué comme mot d'ordre dans un tel texte. La France intervient encore en Syrie, en Irak etc...

La Turquie est une base active impérialiste dans la région.

Plus modestement certes, l'Autriche participe en juin 2019 à l'opération au Mali : elle a pris pour 6 mois le commandement de la mission d'entraînement militaire

L'Espagne n'est évidemment pas en reste. En 2021 elle a pris le commandement de cette mission. Une enveloppe de 1,176 milliards d'euro a permis en 2021 le déploiement de 2900 soldats espagnols dans le monde, en particulier sur le Sahel et le Liban. Elle intervient également en Irak avec 250 soldats.

Bref, pour chaque pays dont sont issues les groupes signataires de votre texte des opérations militaires précises sont en cours par leur bourgeoisie. Il faut mettre en avant des mots d'ordre précis qui seront ainsi saisis-sables par les travailleurs de chacun des pays.

La question du droit à l'autodétermination des peuples est également absente.

Il faut lier toutes ces questions à celle des migrants.

Concernant la France, on ne peut ignorer que dans quelques mois les élections présidentielles vont désigner le Bonaparte qui décidera de la politique étrangère du pays. On ne peut pas faire une pirouette pour éviter d'y répondre.

Vous concluez « Ces revendications ne peuvent être satisfaites que par des gouvernements des travailleurs, seuls capables de renverser le capitalisme, de confier l'économie aux producteurs, d'édifier les États-Unis socialistes d'Europe comme un pas vers le socialisme mondial. ». Autrement dit, la situation des migrants doit attendre des jours meilleurs lorsqu'un gouvernement des travailleurs sera en place. Pour notre groupe il est important de mettre en place un pont entre la situation actuelle et le gouvernement ouvrier, en appliquant la tactique du front unique ouvrier.

La situation française permet d'avancer aujourd'hui des mots d'ordre appropriables par la classe s'ils sont adressés véritablement aux partis/candidats de gauche qui doivent les reprendre à leur compte. Ce n'est pas ce que vous proposez et du coup les travailleurs ne peuvent se saisir de vos mots d'ordre. Votre texte en l'état ne créera pas de dynamique parmi les travailleurs pour engager le combat contre leur propre bourgeoisie. C'est pourtant, y compris à notre petite échelle, ce que nous devons avoir comme boussole.

Aussi, en l'état, on ne signera pas votre texte. Cela serait différent si vous acceptiez nos amendements.

Bien fraternellement,

Lyon, 20 décembre 2021, Groupe Révoltes

LETTRE DU COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

Cher(e)s camarades

Votre réponse du 20 décembre en français à notre proposition de vous associer à un projet international intitulé Pour en finir avec la politique criminelle des États d'Europe envers les migrants nous a été transmise par le GMI. Merci d'avoir relevé des fautes de forme qui, heureusement, ne figurent pas, comme vous avez dû le constater, dans les autres langues du projet. Pour l'essentiel, elle met en avant deux désaccords majeurs avec ce texte.

L'accusation mensongère du refus de la lutte contre son propre impérialisme

D'après vous, ce texte ne dénonce pas l'intervention impérialiste de chacune des bourgeoisies des pays auxquels appartiennent les groupes membres du Collectif révolution permanente et esquiverait ainsi le nécessaire combat contre sa propre bourgeoisie. Vous écrivez :

Combattre l'impérialisme exige de combattre sa propre bourgeoisie. [...] De ce point de vue, votre texte manque clairement de mots d'ordre contre les politiques impérialistes, turques, autrichiennes, espagnoles et avant tout française. Avant tout car la France est un pays impérialiste de 1er rang comparativement aux autres. [...] Pour le moins, l'exigence de l'arrêt immédiat de toute ingérence impérialiste est nécessaire, à commencer par la France. A bas les interventions impérialistes y compris sous couvert de l'ONU. [...] Bref, pour chaque pays dont sont issues les groupes signataires de votre texte des opérations militaires précises sont en cours par leur bourgeoisie. Il faut mettre en avant des mots d'ordre précis qui seront ainsi saisissables par les travailleurs de chacun des pays.

Quand Lénine cherche la preuve d'opportunisme en matière d'immigration, il la trouve dans l'attitude envers l'immigration, sans besoin de vos circonvolutions héritées du lambertisme qui n'a jamais défendu la position prolétarienne en matière d'immigration. Il était trop occupé à caler ses positions sur cette question sur celles d'anarchistes pro Algérie française comme Alexandre Hébert et des appareils syndicaux, notamment celui de FO.

Dans notre lutte pour le véritable internationalisme et contre le social-chauvinisme, notre presse dénonce constamment les chefs opportunistes du SP d'Amérique qui sont partisans de limiter l'immigration des ouvriers chinois et japonais. (Lénine, 9 novembre 1915, OEuvres t. 21, p. 444).

Il faut appliquer soi-même ce que l'on réclame des autres. Nous connaissons les positions de notre section française quant à la Kanaky ou Nouvelle-Calédonie. Quelle est la vôtre ?

Les sections du Collectif révolution permanente n'ont aucune leçon à recevoir en matière de lutte contre leur propre impérialisme et contre ses opérations militaires. Un camarade de PD a d'ailleurs été emprisonné pour ses positions contre l'oppression du peuple kurde. Vos insinuations ne s'appuient d'ailleurs sur rien. Cela vaut, a fortiori, pour le Collectif, qui est plus que la somme de ses parties.

Fin des interventions militaires et fermeture des bases étrangères ! Émancipation des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes, Ouïgours, Rohingyas...)! Légalisation immédiate de tous les migrants ! Dehors les corps répressifs et l'armée des quartiers ! Contrôle des travailleurs sur l'activité des services et entreprises essentiels et sur la fermeture de ceux qui ne le sont pas! Socialisation des groupes capitalistes ! Gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers, la destruction de l'État bourgeois et la dissolution de l'armée professionnelle, des corps de répression policiers et des bandes fascistes par les travailleurs en armes! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux tout en préservant l'environnement et l'avenir de l'humanité! Pour une fédération socialiste mondiale! Socialisme ou barbarie! (Adresse du 1er mai, 2021)

Il est vrai que le projet qui vous était soumis s'en tient à une formulation plus générale pour dénoncer l'impérialisme qui, en engendrant la guerre, la misère et la famine et même le réchauffement climatique, est la cause principale de la fuite éperdue des migrants et réfugiés qui tentent de sauver leur peau. Sans viser précisément aucun des impérialismes. Voici ce qui est écrit :

Une minorité tente sa chance en tentant de gagner les centres impérialistes, parfois pour rejoindre de la famille. Chaque mois, des réfugiés, victimes de guerres causées ou entretenus par les grandes puissances ou leurs alliés, et des travailleurs, paupérisés par la destruction de leurs moyens de subsistance traditionnels et le pillage de leurs ressources naturelles causés par le capitalisme mondial, meurent dans le désert au sud des Etats-Unis, dans la forêt d'Europe centrale, dans la mer des Antilles, dans la Manche, dans l'Atlantique au large des Canaries, et surtout en Méditerranée...

Tout simplement parce que ce texte est conçu comme une initiative adressée aux groupes et organisations européennes. Son objectif est de rapprocher et rassembler les bolcheviks-léninistes d'Europe, seuls capables d'ouvrir une perspective de combat de front unique ouvrier sur des mots d'ordre clairs de défense des migrants, c'està-dire d'un combat concret contre chaque bourgeoisie qui persécute les migrants dans chacun des États européens, sous l'angle de l'internationalisme prolétarien.

Si l'on devait vous suivre, il faudrait alors compiler dans ce texte les méfaits et exactions de chacune des bourgeoisies européennes, dans leurs interventions impérialistes petites et grandes, ou dans leurs alliances avec des coalitions impérialistes, sans en oublier aucune, au risque sinon d'apparaître de connivence avec telle ou telle bourgeoisie. Outre que cela n'ajouterait rien et rendrait la chose disproportionnée et illisible, nous craignons que ce radicalisme que vous affichez en vous drapant dans les grands principes ne serve de paravent aux illusions électoralistes et même à la couverture du front

populaire. En effet, pour critiquer la conclusion de notre texte.

Ce combat est inséparable de la lutte dans chaque État pour un gouvernement des travailleurs, seul capable de renverser le capitalisme, de confier l'économie aux producteurs, d'édifier les États-Unis socialistes d'Europe comme premier pas vers le socialisme mondial.

Vous écrivez ensuite :

Autrement dit, la situation des migrants doit attendre des jours meilleurs lorsqu'un gouvernement des travailleurs sera en place. Pour notre groupe il est important de mettre en place un pont entre la situation actuelle et le gouvernement ouvrier, en appliquant la tactique du front unique ouvrier. La situation française permet d'avancer aujourd'hui des mots d'ordre appropriables par la classe s'ils sont adressés véritablement aux partis/candidats de gauche qui doivent les reprendre à leur compte. Ce n'est pas ce que vous proposez et du coup les travailleurs ne peuvent se saisir de vos mots d'ordre. Votre texte en l'état ne créera pas de dynamique parmi les travailleurs pour engager le combat contre leur propre bourgeoisie. C'est pourtant, y compris à notre petite échelle, ce que nous devons avoir comme boussole. (souligné par nous)

Nous sommes bien d'accord qu'il ne suffit pas de lancer des mots d'ordre, mais qu'il faut encore, comme vous le dites, « mettre en place un pont entre la situation actuelle et le gouvernement ouvrier, en appliquant la tactique du front unique ouvrier ».

Votre accusation d'attendre « des jours meilleurs » pour la situation des migrants ne manque pas de sel quand on sait que, pour vous, elle doit attendre des... échéances électorales. Notre démarche est typiquement celle-ci:

Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution



Programme de 1938 Cahier révolution communiste n° 5

Manifeste de 1940 Cahier révolution communiste n° 12

socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. (QI, Programme, septembre 1938, p. 7)

C'est bien pourquoi notre texte se conclut sur le combat de front unique contre les gouvernements bourgeois :

Face à la répression étatique grandissante qui n'empêche pas les migrations mais divise et affaiblit dans chaque pays la classe ouvrière, la responsabilité des partis d'origine ouvrière et des syndicats de salariés est de lutter pour l'unité du prolétariat, citoyens ou étrangers, avec ou sans papiers, quelle que soit les croyances.

- Des titres de séjour pour tous les réfugiés, travailleurs étrangers et étudiants séjournant durablement dans un pays!
- Mêmes droits pour tous les travailleurs résidant dans un pays!
- Fermeture immédiate de tous les centres de rétention d'étrangers
- Liberté pour les réfugiés, pour les travailleurs, pour les étudiants de circuler et de s'établir où ils le dési-



Mais il s'agit du front unique pour imposer aux organisations ouvrières, partis et syndicats, de prendre position, de se ranger, de mobiliser sur les mots d'ordre cités, donc contre, nécessairement contre les gouvernements bourgeois de chacun des États européens et contre l'Union européenne. Mais pour vous, ce front unique-là « ne créera pas de dynamique parmi les travailleurs pour engager le combat contre leur propre bourgeoisie ». Il lui manquerait une perspective électorale.

Votre solution : l'union « de la gauche » lors d'élections bourgeoises ?

En effet, pour vous, ce sont les élections qui peuvent permettre de « créer une dynamique » et vous proposez :

La situation française permet d'avancer aujourd'hui des mots d'ordre appropriables par la classe s'ils sont adressés véritablement aux partis/candidats de gauche qui doivent les reprendre à leur compte.

Donc pour que la classe ouvrière s'approprie ces mots d'ordre, il faudrait forcément en passer par la campagne électorale et s'adresser aux « partis et candidats de gauche ».

Premier problème. La surestimation des élections bourgeoises et leur assimilation au front unique ouvrier est erronées sous tous les angles.

Le front unique ouvrier n'attend pas des élections bourgeoises : s'il n'y a pas dans les autres pays d'Europe d'élections en vue, faut-il attendre pour défendre les migrants?

Les élections bourgeoisies ne sont pas un cadre de front unique ouvrier.

L'idée de présenter à l'élection présidentielle un candidat du front unique ouvrier est une idée fondamentalement erronée. Le parti [révolutionnaire] n'a pas le droit de renoncer à mobiliser ses partisans et à compter ses forces lors des élections. Une candidature du parti qui s'oppose à toutes les autres candidatures ne peut en aucun cas constituer un obstacle à un accord avec d'autres organisations pour les objectifs immédiats de la lutte. (Trotsky, 27 janvier 1932, Comment vaincre le fascisme, p. 163)

Le programme de 1938 et le manifeste de 1940 n'ont pas tenu compte de vos conceptions : à aucun moment, ils ne subordonnent la moindre revendication à une quelconque élection bourgeoise.

Deuxième problème. Les élections, la présidentielle comme les autres, peuvent être utilisées par les révolutionnaires comme une tribune pour s'adresser aux masses. Mais quand les partis ouvriers bourgeois s'y présentent, c'est pour appliquer une politique intégralement bourgeoise, pas un peu ouvrière et un peu bourgeoise selon la pression qu'exercerait ou pas la classe ouvrière sur eux. Que les révolutionnaires appellent à voter pour eux, quand ils ne peuvent être eux-mêmes candidats, sans aucune condition de programme, c'est pour que la classe ouvrière fasse bloc, se compte, rallie

éventuellement une partie de la petite-bourgeoisie dans son camp, pour préparer les combats futurs.

C'est semer une illusion mortelle sur les partis ouvriers bourgeois que de leur demander de s'engager à appliquer telle ou telle mesure ouvrière dans leur promesses ou programmes électoraux, c'est la politique de Lambert qui a perdu l'OCI, c'est la politique de Grant qui a liquidé Militant, etc.

Un gouvernement de partis ouvriers bourgeois reste en général un gouvernement bourgeois. Il reste forcément un gouvernement bourgeois s'il n'y a pas d'effondrement de l'appareil d'État bourgeois. Penser que, à la suite d'élections bourgeoises, un gouvernement des PS, le PCF et LFI formé dans le cadre du capitalisme français, de la 5e République et de l'UE, pourrait constituer une transition vers la dictature du prolétariat relève du crétinisme réformiste.

Il vous faudrait abandonner vos oeillères françaises : sans parler du gouvernement SPD-USPD de 1918-1919, quelles leçons tirez-vous des gouvernements du POB-PSB de 1946, du SPÖ de 1979 à 1983, du LP de 1997 à 2010, sans parler des gouvernements en place du SAP, du PSP et du PSOE-IU-Podemos?

Quand le Parti bolchevik adresse au Parti menchevik et au PSR le mot d'ordre « rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir entre vos mains » d'avril à septembre 1917, il y des soviets, ce qui n'a rien à voir avec une élection présidentielle ou des élections législatives à un parlement bourgeois, et ces deux partis y sont majoritaires. Mais même alors, ce mot d'ordre n'a qu'une valeur éducative pour les masses, pour dévoiler le caractère traître de ces partis. D'ailleurs Trotsky précise immédiatement quand il rappelle cet épisode de la lutte révolutionnaire que les bolcheviks

Les bolcheviks se refusaient cependant catégoriquement, tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'à porter la responsabilité politique de son activité (QI, Programme, septembre 1938, p. 27)

Le projet qui vous était soumis est dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire depuis 1850.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du gouvernement ouvrier et paysan. (QI, Programme, septembre 1938, p. 29)

Cela signifie clairement que l'agitation que mène les révolutionnaires sur les revendications transitoires, le contenu du programme du gouvernement ouvrier n'est absolument pas dirigée en direction des partis sociauximpérialistes pour qu'ils la reprennent à leur compte, mais en direction des masses pour qu'elles prennent elles-mêmes le pouvoir.

Troisième problème. Comme vous êtes dans la recherche éperdue d'une « majorité ouvrières » dans le parlement bourgeois, vous vous heurtez à la réalité depuis longtemps. Aujourd'hui, le total des voix attendues pour les partis sociaux-impérialiste se situant aux alentours d'une vingtaine de pourcents, il conviendrait peut-être d'y ajouter EELV pour faire bon poids ? En tout cas, vous mélangez allègrement partis ouvriers bourgeois et partis bourgeois dans la dénomination « partis/candidats de gauche », ce qui vous amène à ranger EELV aux côtés du PS, du PCF, de LFI, LO, etc. Votre front unique commence sérieusement à ressembler à un front populaire, aux antipodes du front unique ouvrier.

La politique conciliatrice des fronts populaires voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. (QI, Programme, septembre 1938, p. 7)

La dissolution du lambertisme canadien dans la socialdémocratie (NPD-NDP), l'entrée du lambertisme mexicain (comme le pablisme mexicain) dans un parti bourgeois (PRD), la participation du lambertisme algérien à un front avec les islamistes (FIS), le soutien d'une partie du lambertisme français (avec tout le grantisme et une partie du pablisme) à la candidature front populiste de Mélenchon dès le premier tour... montrent que les prétendus « réalistes » sont des révisionnistes du programme et des liquidateurs de militants qui ont pu être révolutionnaires, qu'ils ajoutent à la crise de direction du prolétariat mondial.

Donc, non, il ne s'agit pas pour nous d'attendre la prise du pouvoir par la classe ouvrière et la constitution d'un gouvernement ouvrier pour engager une campagne de front unique en défense des migrants, mais de signifier que cette lutte appartient au combat pour le socialisme et ne peut être victorieuse sans un gouvernement ouvrier. C'est très différent.

En réalité, cette discussion sur cette proposition de texte soulève une série de divergences politiques très importantes. Vous devriez saisir cette occasion de rompre votre isolement national qui ne peut que renforcer la recherche de raccourcis opportunistes et d'entreprendre la discussion avec nous pour essayer de lever les obstacles à la construction de l'internationale.

Une tendance révolutionnaire ou plutôt pseudorévolutionnaire qui est nationale et pas internationale prouve par là qu'elle est non marxiste et antimarxiste. (Trotsky, 16 mai 1930, Writings 1930, p. 228)

22 décembre 2021

Bureau international du Collectif révolution permanente



montage de Raphaël Meyssan, mars 2019, éditions Delcourt

GMI

1871 : LE PROLÉTARIAT PARISIEN ÉTABLIT LE PREMIER **GOUVERNEMENT OUVRIER**

28 MARS

Le 18 mars 1871, le peuple de Paris brandit le drapeau rouge et déclara la guerre à la fois au drapeau tricolore français flottant à Versailles et au drapeau tricolore allemand, hissé sur les forts occupés par les Prussiens. Avec ce drapeau rouge, le prolétariat de Paris se dressait à une hauteur surplombant de loin les vainqueurs aussi bien que les vaincus. Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère éminemment international, c'est le défi qu'elle lança hardiment à tout sentiment de chauvinisme bourgeois. Le prolétariat de tous les pays ne s'y est pas trompé. Que les bourgeois célèbrent leur 14 juillet, la fête du prolétariat sera toujours le 18 mars. (Engels, Aux ouvriers français, 26 mars 1892)

Pourquoi tant de haine ? Pourquoi tant de falsification?

Le président de la république bourgeoise Macron aime beaucoup commémorer mais pas au point de rendre hommage à la Commune de Paris de mars à mai 1871. Le parti bourgeois qui s'intitule Les Républicains vomit la première république ouvrière du monde.

Ce mercredi 3 février, le conseil municipal de Paris s'étire depuis des heures, et les élus n'ont qu'une envie : voter rapidement les dernières délibérations, puis rentrer. Mais soudain, Rudolph Granier (LR) prend le micro et réveille l'hémicycle. Il évoque « les incendies de la Commune qui ont ravagé des pans entiers de la capitale »... Pas question de valoriser « ce triste moment de guerre civile », plaide l'avocat Antoine Beauquier (Parti chrétien démocrate). À ses yeux, nul besoin de transformer en héros « les fédérés qui, le 26 mai 1871, exécutèrent cinquante et un prisonniers, dont dix prêtres, bien sûr, et trente-neuf gendarmes »... Son collègue David Alphand (LR) mentionne un autre aspect qui le hérisse : « La confiscation des moyens de production ». (Le Monde, 19 février 2021)

Par contre, les partis d'origine ouvrière (PS, LFI, PCF...) célèbrent traditionnellement l'évènement, mais pour l'édulcorer, le vider de son contenu révolutionnaire. Les réformistes fêtent parfois les révolutionnaires, mais à condition qu'ils soient morts. Ils ont depuis longtemps adopté le drapeau du gouvernement des Versaillais qui a écrasé la Commune, ils demandent plus de policiers chassés par le peuple en armes en mars 1871, ils votent le budget de l'armée française héritière des fusilleurs de la Commune.

La mairie de Paris (dont la maire, Hidalgo, est au PS et l'adjointe en charge de la mémoire, Patrice, est au PCF) ose éditer une affiche aux couleurs tricolores.

L'objectif de la municipalité est de « mieux faire connaître cet épisode essentiel de la Ville de Paris », notamment auprès des plus jeunes, a poursuivi Laurence Patrice, qui rappelle que « le siège fut très dur pour le peuple de Paris ». Pour autant, il n'est « pas question », selon l'adjointe, « de glorifier les violences engendrées par la révolte ». (CNews, 11 mars 2021)

Le chef de LFI, pour qui l'ennemi n'est pas la bourgeoisie française mais l'allemande, qui préfère le drapeau tricolore au drapeau rouge, qui substitue le bulletin de vote à l'armement du peuple, avertit : « Ne pas confondre 1871 et 2021 » (Jean-Luc Mélenchon, 18 mars 2021).

De même, un historien du PCF, Roger Martelli, explique : « faire de la Commune un modèle qu'il suffirait de recopier n'a pas grand sens ». Prouvant qu'il n'a aucune intention d'imiter les Communards, le stalinien défroqué implore les héritiers des Versaillais, en particulier Macron pour qui il a voté en 2017.

La République se doit de commémorer la Commune de Paris de 1871. Nul n'est tenu, en son âme et conscience, de la « célébrer ». Mais, à l'inverse, rien ne sert de délégitimer celles et ceux qui entendent le faire... (Le Monde, 28 février 2021)

Leçons toujours actuelles

La Commune ne date pas d'une époque dépassée, comme l'insinuent Mélenchon et Martelli. Elle est actuelle parce qu'elle voulait « la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des privilèges » (Déclaration au peuple français, 20 avril 1871). La lutte de la classe ouvrière internationale pour son émancipation n'a jamais cessé depuis. La lutte des classes oppose toujours la minorité de ceux qui possèdent, comme propriété privée, les moyens de production, et la majorité de ceux qui ne possèdent en propre que leur force de travail et qui doivent la vendre.

Le prolétariat s'était développé avec le capitalisme français pendant les quarante années qui précèdent la Commune, tout en subissant la répression de la deuxième république bourgeoise (1848-1851) puis du second empire (1852-1870). Même s'il n'avait pas d'organisation politique sérieuse, il était la force motrice du mouvement populaire exprimé par l'insurrection du 18 mars.

La révolution prolétarienne qui se déclencha à Paris en mars 1871 commença par la destruction du vieil appareil gouvernemental.

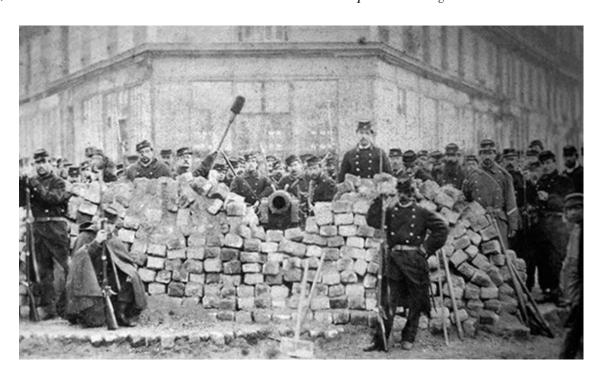
Le prolétariat ne peut pas, comme l'ont fait les classes dominantes aux époques successives de leur triomphe, se contenter de prendre l'appareil d'État existant... il doit détruire cet instrument de domination de classe. (Marx, Deuxième essai de rédaction d'une adresse de l'Association internationale des travailleurs, 10 mai 1871)

Elle le remplaça par une assemblée communale qui concentrait les pouvoirs législatif et exécutif, dont les membres étaient révocables à tout instant, qui s'appuyait sur la Garde nationale, la milice ouvrière. Durant les 72 jours où le drapeau rouge de la Commune flotta sur Paris, le prolétariat s'affirma pour la première fois dans le monde en classe dominante, par des institutions qui n'étaient plus véritablement un État.

La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un salaire d'ouvrier. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. (Marx, La Guerre civile en France, 30 mai 1871)

La Commune n'aurait pas eu lieu sans la mobilisation des femmes, en dépit de l'arriération et de la misogynie léguées par Pierre-Joseph Proudhon au mouvement ouvrier français (combattue par le conseil général de l'Association internationale des travailleurs animé par Karl Marx). Sous la pression de l'organisation des femmes travailleuses (Union des femmes), la Commune a entrepris leur émancipation : salaires égaux aux institutrices, reconnaissance de l'union libre, pension aux femmes demandant la séparation... En peu de temps, elle prit d'autres mesures démocratiques que la bourgeoisie n'a nulle part accomplies, même dans les pays les plus avancés.

Une fois abolies l'armée permanente et la police, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres, elle décréta la séparation de l'Église et de l'État... La totalité des



établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement... (Marx, La Guerre civile en France, 30 mai 1871)

Elle commença à prendre des mesures sociales : interdiction des amendes sur salaire, fin du travail de nuit, remise aux associations ouvrières des fabriques et des ateliers abandonnés ou paralysés par leurs propriétaires...

Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des exploiteurs, le forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail. (Marx, La Guerre civile en France, 30 mai 1871)

Vive la Commune! Pour la république des travailleurs!

L'alternative à l'État bourgeois se retrouve, sous des noms divers, dans toutes les révolutions postérieures : soviets en Russie en 1905 et 1917, conseils d'ouvriers et de soldats en Allemagne en 1919, comités en Espagne en 1936, conseils ouvriers en Hongrie en 1956, assemblée populaire en Bolivie en 1971, cordons industriels au Chili en 1973, shoras en Iran en 1979...

Voilà pourquoi la bourgeoisie française, effrayée de tout perdre, a bombardé Paris en mai 1871 avec le soutien de l'État prussien, a écrasé la Commune de manière sanglante en 1871 pour donner naissance à la 3e république, a assassiné par milliers les travailleurs, déporté des milliers d'autres sous les applaudissements de toutes les bourgeoisies du monde, monarchistes ou républicaines.

Voilà pourquoi aujourd'hui le vieux parti gaulliste LR dénonce la Commune de Paris, pourquoi l'ex-banquier Macron et la fascisante Le Pen voudraient l'effacer, pourquoi les partis sociaux-chauvins l'édulcorent.

Voilà pourquoi les travailleurs avancés du monde fêtent la Commune de 1871 et pourquoi ils en reprendront l'exemple, pour liquider à tout jamais la classe dominante à l'échelle mondiale. Dans cette voie, les travailleurs de ce pays n'ont pas besoin d'un autre président ou d'une 6e république bourgeoise, mais d'une 2e république ouvrière et des États-Unis socialistes d'Eu-

Les lutteurs de 1871 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. (Trotsky, Les Leçons de la Commune, février 1921)

28 mars 2021

Groupe marxiste internationaliste (France)

Friedrich Engels, extrait de la préface à l'édition allemande, 1891

Marx



La guerre civile en France

L'empire s'écroula comme un château de cartes, la république fut de nouveau proclamée. Mais l'opposition entre le gouvernement composé presque uniquement de bourgeois et le prolétariat armé ne tarda pas à éclater. Thiers, nouveau chef du gouvernement, était forcé de se rendre compte que la domination des classes possédantes (grands propriétaires fonciers et capitalistes) se trouverait constamment menacée tant que les travailleurs parisiens resteraient en armes. Son premier geste fut de tenter de les désarmer. La tentative échoua...

Le décret de loin le plus important de la Commune instituait une organisation de la grande industrie qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais aussi réunir toutes ces associations dans une grande fédération; bref, une organisation qui devait aboutir finalement au communisme, c'est-à-dire à l'exact opposé de

la doctrine de Proudhon. La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'État ; elle devait, d'une part, éliminer le vieil appareil d'oppression jusqu'alors employé contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires... Elle soumit toutes les places de l'administration au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment. Elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres travailleurs. La superstition de l'État est passé de la philosophie dans la conscience commune de la bourgeoisie et même dans celle de beaucoup d'ouvriers... De là cette vénération superstitieuse de l'État et de tout ce qui y touche, vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses autorités dûment établies. Certains croient avoir fait un pas d'une hardiesse prodigieuse quand ils jurent par la république démocratique. Mais, en réalité, l'État n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par un autre, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie. Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout le bric-à-brac étatique.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de « dictature du prolétariat ». Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir à quoi ressemble cette dictature ? Regardez la Commune de Paris.



GMI

1961 : DE GAULLE LANCE SA POLICE CONTRE LES OUVRIERS ALGÉRIENS

17 OCTOBRE

Il y a soixante ans, alors que s'achevait la guerre d'Algérie, la police française noyait dans la Seine ou massacrait dans ses locaux et dans les stades, près de trois cents Algériens, pour la plupart des ouvriers. Aujourd'hui, le préfet Lallement a déposé une gerbe de fleurs près de la Seine, « à la mémoire des morts du 17 octobre 1961 », ce qui est volontairement vague.

En fait, le président reconnaît un crime mais en attribue la responsabilité au seul Maurice Papon, un des prédécesseurs de Lallement, exemptant la police « de la République » et le chef de l'État, Charles de Gaulle : « Les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République » (Emmanuel Macron, 16 octobre).

Mais c'est encore trop pour les partis bourgeois à sa droite. Les candidats de LR (Pécresse, Barnier, Bertrand...) protestent car ils veulent célébrer les morts de policiers en France tués par le FLN. Le Pen (RN) et Zemmour dénoncent toute « repentance » et défendent l'honneur de la police.

Le gouvernement impose un couvre-feu aux travailleurs algériens

En 1961, les secteurs décisifs de la bourgeoisie française savent qu'il faut entériner l'indépendance de l'Algérie, mais le gouvernement De Gaulle entend se présenter en position de force dans les négociations avec l'organisation nationaliste hégémonique, le FLN. Parallèlement, il a à faire face à l'Organisation armée secrète (OAS qui regroupe des partisans du maintien du joug colonial et des fasciste) et il lui faut éviter que l'armée et la police ne basculent. Pour ces raisons, il est sensible aux exigences des « syndicats » de police qui réclament, entre autres, la mise en place d'un couvre-feu pour les « Français d'origine africaine ».

Le 5 octobre, sous prétexte de « mettre un terme aux agissements criminels des terroristes algériens », le préfet de police Papon fait diffuser par la presse un communiqué qui conseille « de la façon la plus pressante aux travailleurs algériens de s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne, et plus particulièrement de 20 h 30 à 5 h 30 du matin...», qui recommande « aux Français musulmans de circuler isolément, les petits groupes risquant de paraitre suspects aux rondes et patrouilles de police...» et qui décrète que « les débits de boissons tenus et fréquentés par les Français musulmans d'Algérie doivent fermer chaque jour à 19 heures » (cité par Sylvie Thénault, Histoire de la guerre d'indépendance algérienne, Flammarion, 2005, p. 235). Papon était un haut fonctionnaire qui avait organisé les rafles de Juifs à Bordeaux entre 1942 et 1944.

Le FLN décide d'appeler à protester contre les mesures d'exception du gouvernement de Gaulle-Debré. Mais, comme organisation nationaliste, il ne s'adresse qu'aux travailleurs algériens. Le mot d'ordre de manifestation est communiqué à la base au dernier moment. Selon le FLN de France, la manifestation doit rester pacifique, face à une police raciste et armée. L'appel précise qu'il est interdit « de prendre une arme avec soi quelle qu'elle soit... » et qu'il ne faut « répondre à aucune provocation ».

Dans l'après-midi du 17 octobre 1961, lassés de subir des conditions de vie déplorables et de faire face à un harcèlement policier quotidien, répondent à l'appel, entre 25 et 40 000 Algériens venus des bidonvilles de Nanterre, Bezons, Courbevoie, Colombes et Puteaux, des banlieues d'Asnières, de Gennevilliers ou de Clichy, du quartier de la Goutte d'or à Paris, parfois en famille, souvent habillés comme un dimanche, convergent vers les points de rassemblements annoncés: Pont de Neuilly-Etoile, grands boulevards, Saint-Germain-Saint Michel.

De Gaulle lâche ses chiens de garde

Les forces de police ont reçu la consigne d'appréhender les manifestants, de conduire les hommes au Palais des sports, les femmes et les enfants au poste de police de la rue Thorel, dans le 2^e arrondissement. De fausses

rumeurs circulent très tôt, sur les fréquences radio de la police, annonçant la mort de cinq policiers tués par les Algériens.

Le 17 octobre au soir, dans la capitale, les assauts violents et meurtriers des policiers et les supplétifs « musulmans » de la police parisienne (les « calots bleus ») vont faire de nombreuses victimes. Un peu partout, les « forces de l'ordre » embarquent les manifestants avant qu'ils ne se soient rassemblés. Dans la rue, dans les gares, dans le métro, les rafles commencent.

Là où des cortèges parviennent à se former, ils sont dispersés avec une extrême violence par une police déchaînée. Sur les grands boulevards, elle tire sur les manifestants : dans le Quartier latin, où un autre rassemblement a réussi à s'agréger, les flics encerclent les manifestants avant de les charger et de les frapper. Un certain nombre d'entre eux se jette dans la Seine depuis le Pont Saint-Michel pour échapper à leurs coups, d'autres sont balancés froidement à l'eau par des policiers. Dans le secteur de Saint-Sulpice aussi, des coups de feu sont tirés.

Dans la cour de la préfecture de police de l'Île de la Cité, les 1 200 manifestants appréhendés sont reçus à coups de matraque par des « comités d'accueil », une technique qui sera employée en mai 1968. Vingt blessés graves, souvent victimes de traumatisme crânien, doivent être évacués vers l'Hôtel-Dieu et d'autres hôpitaux.

Au pont de Neuilly, un cortège d'environ 10 000 manifestants est bloqué par les forces de police épaulées par une section de la FPA (force de police auxiliaire constituée de « musulmans » d'Algérie encadrée par des officiers de l'armée française). Dans la soirée, des coups de feu seront tirés faisant plusieurs morts et des travailleurs algériens seront jetés dans la Seine depuis les ponts de Neuilly, d'Argenteuil et d'Asnières.

Les Algériens arrêtés sont entassés dans les autobus de la RATP qui ont été réquisitionnés, comme ils l'avaient été à l'été 1942 pour conduire les Juifs au camp de

photo Élie Kagan



Drancy. Entre 17 heures et minuit, près de 7 000 seront acheminés au Palais des sports dans des conditions telles que certains vont périr. Dans les heures suivantes, 2 600 autres seront emmenés au Stade Pierre de Coubertin après passage à tabac dans des commissariats de quartier.

Au cours de la nuit, les troupes de Papon et de Gaulle opèrent officiellement 11 538 arrestations. La préfecture de police publie, dans la nuit, un communiqué indiquant qu'une manifestation « imposée » par le FLN à la population algérienne a été « dispersée ». Il fera état de deux morts et de plusieurs blessés, la police ayant dû « riposter à des coups de feu ». Les autorités françaises ne reconnaîtront que 3 morts et 64 blessés.

Il y a encore des arrestations après le 17 octobre, des descentes de police dans les bidonvilles de la banlieue parisienne, des milliers d'Algériens sont placés en détention et les violences se poursuivent dans les centres d'internement. Des détenus sont battus, violentés, noyés ou expulsés. Certains sont retrouvés pendus près du Centre d'identification et de vérification de Vincennes.

L'insuffisante réaction du mouvement ouvrier français

À l'appel de la CGT et de la CFTC, quelques débrayages sont appelés dans des usines de la métallurgie de la région parisienne (où les ouvriers originaires d'Algérie sont souvent syndiqués à la CGT). Un meeting de protestation est organisé à la Mutualité mais pas une minute de grève nationale n'a lieu pour tous ces travailleurs algériens assassinés. Un communiqué CGT appelle « à réprouver les violences, et à la solidarité avec les travailleurs algériens ». Le PCF dénonce « la brutalité de la police » et demande aux travailleurs français de se sentir menacés par des « mesures à caractère fasciste prises à l'égard de travailleurs algériens, ces mesures pouvant demain être étendues à eux ». Ce qui est une bien étroite conception de la solidarité de classe.

Le bureau confédéral de la CGT se contente de déclarer que « partout, dans les entreprises et les localités, les organisations confédérées doivent prendre l'initiative et mener le combat avec ardeur et dans l'unité... ». Il est question des « événements qui ont marqué la manifestation du 17 octobre...», comme De Gaulle et sa télé parlent « des événements d'Algérie » quand l'État colonial y déchaîne une guerre sanglante. Ni le PCF, ni la CGT ne parlent de crimes, d'assassinats.

Leurs déclarations évitent de dénoncer comme un massacre l'action de la police dirigée par Papon. Pourtant, après le 17 octobre, beaucoup de travailleurs algériens ne reviennent pas dans leurs ateliers. « Violences », « brutalités », le vocabulaire utilisé pour dénoncer la répression restera très mesuré. Prudent. Le PCF ne veut pas se voir menacé par l'État pour une question qu'il voyait déjà en 1956 comme secondaire par rapport aux enjeux de la politique en France. La déclaration du PCF

se garde d'appeler à une manifestation, oubliant même l'aspiration du peuple algérien à obtenir son indépendance.

Seul le syndicat étudiant UNEF appelle à manifester, 10 000 étudiants défilent le 18 novembre. Des artistes tentent de dire la vérité sur cette boucherie comme le photographe Elie Kagan et le cinéaste Jacques Panijel qui tourne clandestinement Octobre à Paris, entre octobre 1961 et avril 1962, film interdit par la censure de la « république » et de la « démocratie » française.

Le poison du chauvinisme

En 1959, au Congrès confédéral de la CGT, un des responsables de la fédération de France du FLN, ouvrier chez Renault, avait mis en cause l'attitude des directions syndicales.

Au lieu d'amener les travailleurs à prendre position contre la guerre d'Algérie tout simplement parce que la guerre, surtout coloniale, se trouve en contradiction flagrante avec les principes de la classe ouvrière. Non. Les travailleurs, face au problème, ont été habitués à prendre une position déterminée avant tout par intérêt. Puisque le slogan « la guerre d'Algérie coûte cher » passe en premier, ils sont appelés à lutter contre cette guerre parce qu'elle menace leur niveau de vie... (Aboubekr Belkaïd, « Intervention au congrès de la CGT métallurgie », 1959, cité par Nicolas Hatzfeld, Les Syndicats de l'automobile aux congrès fédéraux : un modèle renouvelé 1948-1963, PUR, 2016, p. 38)

Le PS-SFIO avait, depuis sa naissance en 1905 sous la direction de Jaurès, une attitude ambiguë envers le colonialisme. En aucun cas, il n'accorde un rôle révolutionnaire aux peuples des pays dominés. À 4e congrès, tout en dénonçant la violence qu'il suppose, le parti condamna surtout le colonialisme comme nuisant à la métropole et risquant de l'entraîner dans une guerre contre d'autres États européens.

Le colonialisme ne constitue pas pour la France une bonne opération... Le colonialisme contribue à précipiter la transformation mondiale, en exaspérant les antagonismes qui sont au fond du système capitaliste. (SFIO, « Motion sur le Maroc », août 1907, citée par Claude Liauzu, Histoire de l'anticolonialisme en France, Colin, 2007, p. 189)

Cependant, en 1921, la majorité du PS-SFIO rejoignit la 3e Internationale fondée par Lénine et Trotsky et prit le nom de Parti communiste-section française de l'Internationale communiste. Sous l'impulsion de l'IC, le PC-SFIC lutta tout un temps pour l'indépendance des colonies et les droits des travailleurs immigrés. Avec le tournant de 1935 vers les fronts populaires, c'est-à-dire l'alliance avec la bourgeoisie des pays impérialistes décidée par Staline, le PCF renia l'internationalisme qui n'était plus défendu que par la section française de la 4e Internationale (Parti ouvrier internationaliste de 1936 à 1944, Parti communiste internationaliste de 1944 à 1958) et certains anarchistes.

Le gouvernement de Front populaire avait défendu l'empire colonial en 1936-1937. Le PCF soutint la dissolution par le gouvernement du PS-SFIO du Parti de l'Etoile nord-africaine, la principale organisation nationaliste arabe.

En mars 1943, le PS-SFIO et le PCF mirent sur pied un Comité national de la résistance pour rallier les travailleurs au général De Gaulle. Son programme du 15 mars 1944 était très vague sur les colonies. Le parti stalinien expliquait ses raisons dans une brochure.

Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être. (Au service de la renaissance française, PCF, 1944, p. 18)

En pratique, le PS-SFIO et le PCF participèrent au gouvernement d'union nationale de De Gaulle qui reconstruisit l'empire colonial en 1944-1946. Lors des émeutes algériennes de Sétif en 1945, les staliniens condamnèrent les émeutes au nom de la défense « de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible ».

Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. (PCF, « Communiqué », 12 mai 1945, cité par Jacob Moneta, Le PCF et la question coloniale, 1968, Maspero, 1971, p. 156)

Il faut de tout de suite passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays. (Parti communiste algérien, « Communiqué », 18 mai 1945, cité par Moneta, p. 156)

En 1945, le gouverneur de l'Algérie, Yves Chataigneau, était membre du PCF-SFIO. Tillon, ministre PCF de l'aviation, ordonna alors les bombardements aériens de Sétif et de Guelma. La répression de l'armée et des mi-





lices de colons fit officiellement 1 500 morts arabes, plutôt 8 000 en réalité. En 1947, le chef (SFIO) du gouvernement MRP-PS-PCF expliqua aux gouverneurs des colonies:

La France sans colonie serait une France esclave condamnée à n'être qu'un satellite. (Vincent Auriol, « Discours », 21 février 1947, cité par Claude Liauzu, Histoire de l'anticolonialisme en France, Colin, 2007, p. 371)

Après 1954, le PS-SFIO dirigé par Mollet avait dirigé des gouvernements qui menaient la guerre en Algérie. Le PCF avait voté « les pouvoirs spéciaux » en 1956 qui autorisaient l'armée à faire régner l'ordre en Algérie (arrestations, tortures, liquidations sans jugement...). Le PCF ne menait pas campagne pour l'indépendance mais « pour la paix en Algérie ». Son satellite Voix ouvrière, dont est issue Lutte ouvrière, se contentait de revendiquer la fin de la guerre en disant qu'elle coutait cher aux ouvriers français. Jusqu'à fin 1958, elle ne se prononçait même pas pour l'indépendance.

Nous pouvons nous battre pour défendre notre niveau de vie. C'est seulement si nous nous laissons appauvrir que Mollet pourra continuer la guerre. C'est notre seul moyen de pression, mais c'est aussi le plus efficace : refuser de faire les frais de la guerre, refuser de payer. (Voix ouvrière, 24 avril 1957)

L'État bourgeois sert d'abord à réprimer les exploités

Papon reste à la préfecture de police de Paris jusqu'en 1967, ce qui prouve que le massacre des 300 ouvriers n'est pas une bavure personnelle.

Une armée et une police racistes et anti-ouvrières ne cantonnent pas la violence aux travailleurs arabes. En octobre 1948, 50 000 soldats et 10 000 policiers sont envoyés par la 4e République briser la grève des mineurs : 3 ouvriers sont assassinés, 2 meurent en prison. En août 1955, la police réprime la grève du bâtiment de Nantes: 1 ouvrier est tué. En février 1962, la police, sous l'autorité de Papon et du général De Gaulle, réprime violement les manifestations appelées conjointement par le PCF et la CGT: 6 morts au métro Charonne.

Aujourd'hui, Mélenchon (LFI) et Roussel (PCF) prônent le « produire français », l'utopique repli national. Comme Hidalgo (PS), ils se gardent de défendre le droit des travailleurs paupérisés par l'impérialisme mondial à s'installer où ils veulent. Systématiquement le PS, le PCF, LFI, parfois LO, réclament davantage de moyens pour la police, découragent l'auto-défense des travailleurs et préparent la répression anti-ouvrière de demain.

Les policiers, ce que je vois, c'est qu'on leur demande vraiment de faire un travail difficile mais le gouvernement ne se donne même pas les moyens effectivement de leur donner de quoi travailler. (Nathalie Arthaud, LO, France Info, 15 septembre)

Le pogrome anti-arabe d'octobre 1961 n'est pas une bavure, la violence anti-algérienne qui se déchaine au cours des mois de septembre et d'octobre 1961 n'est pas le fait de « factieux », d'extrémistes incontrôlables au sein de la police mais une politique élaborée par le gouvernement De Gaulle-Debré.

La police parisienne qui a une longue tradition de répression et de racisme (incluant les rafles de Juifs au compte du 3e Reich) est dans son rôle lorsque, durant toute la guerre coloniale en Algérie, elle effectue des rafles, contrôle l'identité au faciès et fiche les Algériens. Elle est dans son rôle lorsqu'elle exécute froidement, au moment de la dispersion, six Algériens du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) qui défilaient derrière les organisations françaises, lors d'une manifestation appelée par le Mouvement de la paix, le 14 juillet 1953.

La responsabilité du préfet Papon, du premier ministre Michel Debré, du ministre de la justice Roger Frey qui ont autorisé les massacres en assurant, par avance, les policiers de l'impunité totale, est évidente. Ils ont agi en adjoints de de Gaulle, pour servir les intérêts généraux du capitalisme français.

La police, comme l'armée, n'est rien d'autre que « cette force spéciale armée et séparée du reste de la population » comme disait Lénine, destinée à maintenir en place l'ordre bourgeois, c'est-à-dire le pouvoir de la classe capitaliste sur le prolétariat. L'armée française qui intervient aujourd'hui en Afrique n'est que l'instrument de l'impérialisme français qui cherche à y maintenir ses positions.

Pour en finir avec la misère dans laquelle vit l'immense majorité de la population mondiale, pour arrêter l'exploitation des masses ouvrières et paysannes, pour liquider le colonialisme et les interventions militaires impérialistes, pour éradiquer le racisme, la xénophobie, il n'y a pas d'autre solution que d'unir les travailleurs de tous les pays pour renverser le mode de production capitaliste qui en est responsable. Il est nécessaire d'en finir avec le capital, son appareil d'État, sa police, son armée et son appareil judiciaire.

Le Groupe marxiste internationaliste salue la mémoire des ouvriers algériens assassinés le 17 octobre 1961 par l'État bourgeois français dont ils veulent hâter la chute, en combattant pour construire le parti mondial de la révolution socialiste et dissoudre la police française par les milices ouvrières.

> 17 octobre 2021Groupe marxiste internationaliste (France)



RÉVOLUTION PERMANENTE

DÉCLARATIONS DE 2021

Résolution sur les États-Unis, janvier 3

Adresse aux femmes travailleuses, mars 9

Résolution sur la Birmanie, mars 11

Adresse internationale, mai 14

Communiqué sur la Colombie, mai 17

Résolution sur la Palestine, mai 19

Communiqué de solidarité avec le PST/Algérie, mai 22

Communiqué sur Cuba, aout 23

Résolution pour la vaccination universelle et gratuite, octobre 25

Résolution sur l'Afghanistan, novembre 29

Communiqué de solidarité avec le SGP/Allemagne, novembre 34

Communiqué en défense des migrants, décembre 35

DÉBATS EN 2021

La crise du Nouveau parti anticapitaliste, mars 37

Jaurès invoqué par Mélenchon et compagnie, novembre 43

Controverse avec le Groupe révoltes sur le front populaire, décembre 47

HISTOIRE

1871 : la Commune de Paris 52 1961 : de Gaulle assassine des ouvriers algériens à Paris 55

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme. (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1852, du conseil général de l'Association internationale des travailleurs de 1864 à 1872, de l'aile gauche de l'Internationale ouvrière de 1889 à 1914, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4^e Internationale de 1933 à 1940.

site du collectif en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, russe, turc...

www.revolucionpermanente.com